

Anecdotes provinoises

1967 - 1967

Registres
des délibérations des
conseils municipaux
(Condensé)

34

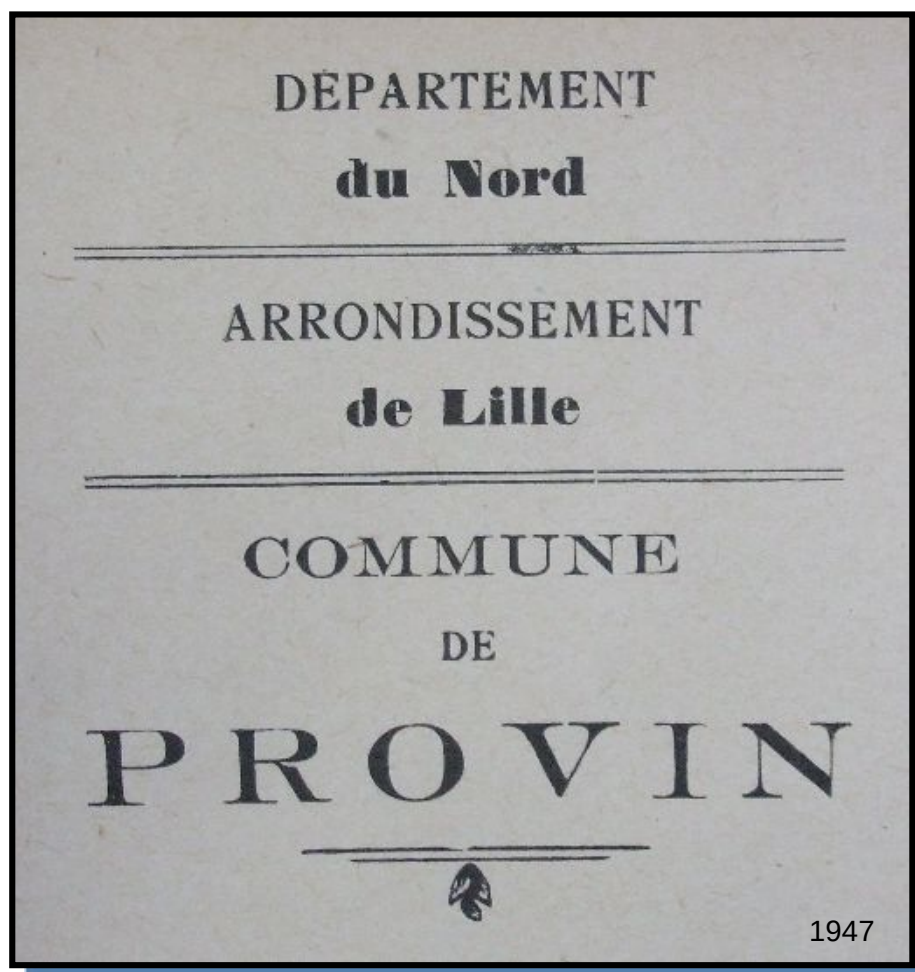


Les registres sur lesquels sont retranscrites les délibérations des différents Conseils municipaux ont pu être consultés en 2007-2008 grâce à l'accord de M. Gérard Ledru, maire de Provin, et la patience et l'amabilité du personnel de la mairie.

Certaines années manquent, quand les registres n'ont pas pu être retrouvés. Ont été reprises ici les grandes lignes des discussions et décisions qui ont animé les réunions des conseillers municipaux bâtissant petit à petit notre Provin.

Les recherches ayant été entreprises dans le cadre des *Anecdotes historiques provinoises (967-1967)* les retranscriptions s'interrompent naturellement en 1967.

Dernière mise à jour : novembre 2021



**Registres
des délibérations des
conseils municipaux
(Condensé)**

1838 - 1967

Années manquantes : 1864 à 1911 et 1918

1838

21 février 1838	M. Thobois, maire de Provin La cloche est fêlée ; le prix demandé par les fondeurs est trop élevé ; M. le Maire s'est adressé au préfet, qui ne pourra subventionner qu'une partie du coût.
23 mars 1838	« Pour subvenir aux frais de refonte de la cloche, il y a lieu de voter une imposition extraordinaire » : Séance extraordinaire en présence des « douze plus forts contribuables de la commune » et proposition d'une imposition extraordinaire en vue de la refonte de la cloche
2 mai 1838 10 mai 1838	Révision de l'état général des chemins : classement de 4 chemins en chemins vicinaux d'une largeur supérieure « La construction de la chapelle du calvaire a nécessité une dépense au-delà des prévisions » « Le pont situé dans le Marais derrière la Cressonnière étant tombé en vétusté », il y aura lieu « de le faire reconstruire pour rétablir les communications qui se trouvaient interrompues » Nomination d'un garde messier pour 1939
8 août 1838	Prestation en nature pour l'entretien et la réparation des chemins communaux en 1839 : « Le Conseil Municipal ayant délibéré émet le vœu que tout habitant chef de famille ou d'établissement, à titre de propriétaire, de régisseur, de fermier ou de colon [...] soit tenu pour l'année 1839 à une prestation en nature, savoir : 1/ Deux journées pour lui et pour chaque individu mâle valide âgé de 18 ans au moins et de 60 ans au plus, membre ou serviteur de la famille et résidant dans la commune. 2/ Une journée pour chaque cheval ou mulet en la possession dudit chef de famille ou pour le service dont il est chargé. 3/ Une journée de chaque chariot, non compris l'attelage ou le conducteur. 4/ Une journée de chaque charrette ou de chaque tombereau aussi non compris l'attelage ou le conducteur. »
25 septembre 1838	« Demande de la commune d'Annœullin tendant à faire payer les frais de réparation de la pompe à incendie par la commune de Provin » (Pompe abîmée pendant le transport lors de l'incendie du 15 août dernier) La pompe a été amenée mais n'a pas servi. Néanmoins les réparations seront remboursées, avec un bonus : des « frais de rafraîchissement aux pompiers ». « L'on doit reconnaître le zèle et l'empressement des pompiers à venir au secours. »

1839 - 1840

21 mars 1839	La refonte de la cloche : l'heure des comptes, la participation de chacun
10 mai 1840	Nomination d'un garde messier pour 1940 (suite le 10 juillet)
10 juillet 1840	« Installation des membres du Conseil élus dans les séances des électeurs communaux des 8 et 10 juin dernier », serment de fidélité
16 octobre 1840	M. Thobois a été nommé maire et F. J. Cramette adjoint ; serment de fidélité
12 décembre 1840	Demande de rétablissement d'un sentier passant par un « manoir amazé » et « un manoir non amazé ». « Le rétablissement dudit sentier est d'autant plus nécessaire que la rue non pavée du faubourg et du riez est impraticable pendant l'hiver. »

1841

2 mai 1841	<p>Désignation du secrétaire (M. Laignel)</p> <p>« La séance ouverte, Monsieur le Maire a dit que la réunion du conseil avait pour objet de prendre son avis sur l'acquisition d'un terrain de la contenance de quatre ares quarante-trois centiares appartenant au sieur Antoine Duriez pour y établir une maison d'école et pour voter la somme nécessaire pour faire face à la dépense. Mr le Maire met de nouveau sous les yeux du Conseil la lettre de M. le Préfet en date du 21 janvier dernier par laquelle le magistrat fait connaître que la commune de Provin est comprise au nombre des 120 communes les plus pauvres du Département auxquelles il sera accordé des secours dans la proportion des deux tiers de la dépense pour les aider à supporter les frais d'acquisition [et] de construction de maison d'école, mais qu'il convient pour réaliser une construction utile que les communes fassent quelque sacrifice.</p> <p>M. le Maire met également sous les yeux du Conseil l'état de l'actif et du passif de la commune pour l'exercice courant, duquel il résulte qu'il y a insuffisance de fonds pour pourvoir aux frais d'acquisition et de construction dont il s'agit. A cet effet, le Maire propose au Conseil de délibérer sur cet objet et de voter une imposition extraordinaire pour en acquitter la dépense.</p> <p>Le Conseil Municipal, considérant que la construction d'une maison d'école dans la commune est du rang des choses les plus utiles, considérant que par sa lettre et circulaire du 21 janvier et 4 avril derniers M. le Préfet fait espérer que la commune pourra obtenir une subvention des deux tiers pourvu que la dépense ne dépasse pas 6000 francs, délibère qu'il vote à titre d'imposition extraordinaire la somme de deux mille francs pour faire face aux frais d'acquisition d'un terrain et de construction de la maison d'école.</p>
9 mai 1841	Nomination d'un garde messier pour 1941
15 juin 1841	Demande de rétablissement d'un sentier (12 décembre 1840) : refus de régler les honoraires du comité consultatif
10 novembre 1841	<p>La réunion a pour objet de prendre l'avis du Conseil Municipal</p> <p>« 1- sur l'acquisition d'un terrain d'une contenance de quatre ares quarante-trois centiares appartenant à la Dame Alexandrine Mortelecque, veuve du Sieur Adrien Louis Cuvelier pour y faire construire une maison d'école,</p> <p>2- Sur la construction de cette maison d'école.</p> <p>A cet effet M. le Maire a déposé sur le bureau</p> <ol style="list-style-type: none">1- L'acte de déclaration du consentement de vendre par le propriétaire de l'immeuble,2- Le procès-verbal de description et estimation dudit immeuble par deux experts contradictoires,3- Le plan figuratif de la maison à construire dressé par M. Caloine, architecte,4- Le devis estimatif des frais de cette construction,5- Et le budget de la commune. <p>Le Conseil Municipal [...] considérant que l'établissement d'une maison d'école dans la commune est l'objet du vœu des habitants et des prescriptions de la loi, [...] le Conseil Municipal est unanimement d'avis qu'il y a lieu à acquérir le terrain dont il s'agit et à faire construire une maison d'école, vote en conséquence une imposition extraordinaire de deux mille six cents trente francs payable en cinq ans à raison d'un cinquième chaque année et sollicite du Département et de l'Etat un secours de quatre mille francs pour faire face aux frais d'acquisition et de construction proposée. »</p>

1842

4 janvier 1842	Discussion sur les avantages et inconvénients résultant de « l'établissement dans la commune de Templeuve d'un marché qui se tiendrait le troisième mardi de chaque mois pour la vente de bestiaux. »
27 janvier 1842	Proposition de M. le Maire de Bauvin de « faire construire un chemin pavé depuis le Bac de Bauvin jusqu'à Annœullin en traversant Provin. »
10 février 1842	Réclamation au sujet d'une inscription sur la liste des aspirants aux portions ménagères du marais Vente de 403 arbres communaux (liste dressée) : « le produit de cette vente [sera] exclusivement employé aux travaux de pavage à exécuter en cette commune. »
27 avril 1842	Marché aux chevaux de Douai, déplacement de la date
21 mai 1842	Chemin de Grande Communication destiné à relier Seclin et La Bassée
9 mai 1842	Nomination d'un garde messier
16 juillet 1842	Chemin de Grande Communication destiné à relier Seclin et La Bassée
30 septembre 1842	Chemin de Grande Communication destiné à relier Seclin et La Bassée : la dépense nécessitera de vendre des arbres communaux, de vendre des terrains recouverts par les eaux du marais, de voter une imposition extraordinaire ; la commune se chargera du transport de grès et de sable entre le Bac de Bauvin et le Chemin de Grande Communication, pour la partie traversant Provin. Projet d'aliénation des terrains communaux du marais

1843

10 juin 1843	Projet d'aliénation des terrains communaux du marais (participation aux dépenses occasionnées par le Chemin de Grande Communication) Travaux de terrassement et transport de matériaux. Cette fois le chemin est nommé : n°39. Les travaux seront exécutés par un entrepreneur.
6 juillet 1843	Installation de huit conseillers municipaux
22 juillet 1843	Installation de huit conseillers municipaux, qui prêtent serment Nomination d'un garde messier
1 ^{er} août 1843	Mesurage de portions ménagères du marais à la suite de réclamations
24 août 1843	Installation du maire M. Thobois, suivie du serment Installation de l'adjoint, M. Cramette

1844 - 1845 - 1846 - 1847

9 mars 1844	Installation de l'adjoint, M. Cramette et serment prêté par lui Rentes dues aux pauvres (arrérages réclamés par le Bureau de Bienfaisance)
26 mars 1844	Projet d'aliénation de quatre terrains communaux « afin d'en employer le produit au pavement de deux portions de rues de cette commune qui sont toujours impraticables »
8 juillet 1844	Nomination d'un garde messier
19 février 1845	Chemin vicinal de Seclin à Gondecourt, chemin dit des Ewuis : Provin refuse toute participation, avec avis circonstancié.
25 février 1845	Chemin vicinal de Seclin à Gondecourt, chemin dit des Ewis : les transports vers Seclin ne s'effectuent pas via Gondecourt mais via Carvin.
15 mars 1845	Réclamation d'un habitant « pour obtenir la délivrance d'une portion ménagère », portion laissée vacante par le décès de Guillaume Cordier. Réclamation d'un habitant « tendant à obtenir son inscription au registre des aspirants aux portions ménagères » (J. B. Delfosse, instituteur communal de Provin probablement depuis 1829, résidait en 1845 avec ses parents à Provin). Cas exceptionnel, le préfet décidera, « selon toute l'équité que sa haute sagesse pourra lui suggérer. »
28 juin 1845	Pont-levis au Bac de Bauvin : participation à la construction d'un pont-levis en remplacement du bac et achèvement du Chemin Vicinal N°39. Demande rejetée. Nomination d'un garde messier
27 mars 1846	Certains terrains communaux sont trop larges ; l'excédent sera vendu. « Il y a urgence d'accélérer cette vente afin d'en employer le produit au pavage déjà exécuté »
29 septembre 1846	Récompense aux pompiers de Bauvin et Annœullin
5 novembre 1846 6 novembre 1846	Installation du maire, M. Thobois. Installation de l'adjoint, M. Cramette Chemin des Ewuis (chemin vicinal de Seclin à Gondecourt) : plusieurs communes sont concernées par l'empierrement du chemin, dont Provin, selon le préfet. Le Conseil municipal réfute cette affirmation, précisant que la route royale N° 25 et le chemin de grande communication N° 39 suffisent amplement. De plus la quote-part de Provin est supérieure à celle de Bauvin qui pourtant l'utilise davantage à cause de "sa grande fabrication de sucre". Accord pour la vente d'une parcelle dépendant du Bureau de Bienfaisance aux Ponts et Chaussée (Chemin N° 39).
24 avril 1847	Demande d'autorisation de prolongation des foires de Lille et de Valenciennes
20 juillet 1847	Chemin des Ewuis : Ce chemin, maintient le Conseil municipal, "est complètement inutile à la commune de Provin, [...] il y a injustice à contraindre la commune à contribuer à la dépense précitée; dès lors il n'y a pas lieu à voter une somme quelconque. [...] Le Conseil se refuse formellement à contribuer à la dépense dont il s'agit."

1848

20 janvier 1848	Chemin des Ewuis : la même demande, mais la même décision est prise
<u>II^e RÉPUBLIQUE</u> <u>29 février 1848</u>	Reconnaissance de la République : proclamation de l'existence du gouvernement provisoire et du nouveau ministère (suit la liste des membres du gouvernement)
18 mars 1848	Demande de Pierre Joseph Mahiette, cultivateur, de reprendre la portion ménagère laissée libre par le décès d'Augustine Delefosse. A réuni les conditions exigées, sa demande est acceptée.
15 avril 1848	Contestation de Pierre Normand, tisseux, au sujet de la portion ménagère laissée libre par le décès d'Augustine Delefosse. Contestation rejetée.
19 mai 1848	Mobilier de classe, demande de secours "Le citoyen maire fait un rapport au Conseil, duquel il résulte que la Maison d'école est terminée, que l'Instituteur doit y tenir la classe très prochainement, qu'un mobilier est rigoureusement nécessaire pour le prompt établissement de cette classe. [...] La dépense s'élèvera à 400 francs, sur quoi il est indispensable de demander un secours de moitié à la caisse départementale."
19 mai 1848	Nomination d'un garde-messier car le garde-champêtre seul "est insuffisant pour exercer une bonne police" pendant la moisson.
14 août 1848	Installation du Conseil municipal. Élections du maire (le citoyen Antoine Thobois) et de l'adjoint (le citoyen François Cramette)
1er octobre 1848	Désignation de deux conseillers municipaux qui auront à charge de désigner les jurés à inscrire sur la liste annuelle.

1849

22 janvier 1849	Portions ménagères : réclamations faites par Christine Gard et la Veuve Jean-Baptiste Mahiette "tendant à obtenir chacune la mise en possession de la portion ménagère devenue vacante par le décès de Nicolas Mahiette ». Les 2 demandes sont rejetées, au profit de Pierre Normand.
18 mai 1849	Réunion des Conseils municipaux de Provin et Carnin. Demande faite par le maire de dispenser la commune de Provin de faire purger les hypothèques relatives à l'acquisition d'un terrain sur lequel est construite la maison d'école. Le terrain a été acheté le 6 avril 1849 par devant Maître Collette, notaire à Seclin. Demande acceptée.
18 juin 1849	Portions ménagères : réclamations faites par "les sieurs Leborgne et Menu" suite au décès d'Augustin Crombecque. Le nommé François Fourmaux se verra attribuer la portion laissée libre.

1849 (suite)

7 septembre 1849	Jury. Réunion de 1849 Désignation des citoyens qui pourront être appelés à faire partie du jury. Chemin de Grande communication d'Aubers à Estaires
6 décembre 1849	Présence des habitants les plus imposés. "Considérant que le chemin dont il s'agit est complètement inutile à la commune de Provin, qu'en conséquence il y aurait injustice à contraindre cette commune à contribuer à la dépense de cette construction, [...] considérant enfin que la commune de Provin a consacré tous ses revenus et vendu toutes ses propriétés pour l'établissement du Chemin de Grande Communication N° 39 de Seclin à La Bassée, sans néanmoins profiter des avantages promis, attendu que ledit chemin n'est point achevé, puisqu'il s'arrête à la Deûle, et que la lacune depuis ce canal jusqu'à La Bassée empêche les communications avec cette ville, le Conseil est d'avis à l'unanimité qu'il n'y a pas lieu de voter aucune somme quelconque [...]." Finalement, le Conseil acceptera de transiger : une somme de cent francs sera versée sur deux ans.

1850 - 1851

18 août 1850	Liste générale du jury
26 août 1850	Nomination d'un garde-champêtre. « Le Sieur Antoine Duriez vient de donner sa démission ; il a choisi pour le remplacer le Sieur Henri Rucquois, ex-militaire et célibataire. »
5 novembre 1850	Portions ménagères. Demande de Pierre Mortreux, domicilié à Billy Bercleau, domestique à gages Demande rejetée.
18 août 1851	Liste générale du jury
18 août 1851	Rôle sur portions ménagères : Paiement de la taxe annuelle dite de main-morte, représentant les droits de transmission entre vifs et par décès pour l'année 1851 (exécution de la loi du 20 février 1849). On apprend à cette occasion que 156 personnes détiennent lesdites portions.

1852 - 1853 - 1854

13 avril 1852	Chemin des Ewuis : "Le Conseil persiste à protester contre toute participation à la dépense d'entretien du chemin des Ewuis."
18 août 1852	Chemin des Ewuis : Rappelant les délibérations précédentes sur le même sujet, le Conseil refuse à nouveau toute participation à l'entretien du chemin.
18 août 1852	Liste du jury Paiement de la taxe annuelle dite de main-morte, représentant les droits de transmission entre vifs et par décès pour l'année 1852
8 novembre 1852	Liste du jury
<u>EMPIRE</u> <u>FRANCAIS</u> <u>5 décembre 1852</u>	Proclamation de l'Empire par le Maire, Adrien Bottin, qui s'est "rendu sur la place principale de la commune, accompagné de [ses] adjoints, des membres du Conseil municipal, de tous les corps et autorités constitués, [et a] donné lecture du décret de proclamation suivant : « (Texte de la proclamation) »
17 février 1853	Vente d'arbres du cimetière. Les 52 arbres dépérissent, "attendu que la couche de terre végétale est insuffisante pour la croissance, [...] qu'ils ne peuvent abattus que comme bois à brûler." Il sera procédé "par le ministère de M. Collette, notaire à Seclin, à la vente publique et par enchères des dits cinquante deux arbres, essence d'ormes" (mise à prix de cent quatre francs pour le tout).
15 septembre 1853	Portions ménagères. Aspirant : Thomas Parent, tailleur à Provin. Demande rejetée.
11 décembre 1853	Demande de crédits supplémentaires au bureau de bienfaisance : "[notre] autorisation ne devrait et ne saurait rencontrer le moindre obstacle sans compromettre le bien public."
12 janvier 1854 7 février 1854	Dessèchement de la Vallée de la Haute-Deûle : "Vu l'acte de société anonyme du dessèchement des marais de la Haute-Deûle ; vu aussi le tableau des propriétaires qui possèdent des terres situées sur le territoire de Provin et faisant partie du périmètre de dessèchement ; considérant que la commune de Provin possède une partie de terrain de 3 hectares, 14 ares, 80 centiares comprise dans ce périmètre, laquelle est actuellement tenue par bail emphytéotique ; considérant que le produit que peut retirer ladite commune de ce dessèchement n'est point assez important pour se réunir en association syndicale pour opérer en commun les travaux nécessaires, [...] le Conseil est d'avis qu'il n'y a pas lieu de faire partie de l'association qui se chargera d'exécuter les travaux de dessèchement de la Vallée de la Haute-Deûle."
19 juin 1854	Empierrement du chemin de Pont-à-Vendin à Seclin, passant par Provin : "Considérant que, d'après le rapport de l'agent voyer, du 11 juin dernier, la communication entre Pont-à-Vendin et Seclin est déjà établie par la route Impériale N° 25 et un chemin de grande communication [N° 39], que l'établissement de ce nouveau chemin leur est inutile, puisque le trajet serait plus long que par la première de ces routes ; d'où il résulte clairement que toute l'utilité du chemin en projet est exclusivement profitable à quelques petits industriels du Pas-de-Calais ; (suite page suivante)

1852 - 1853 – 1854 (suite)

19 juin 1854 (suite)	<p>considérant que, de bonne foi, l'administration elle-même est forcée d'avouer que la commune de Provin n'est nullement intéressée à la construction de ce chemin, puisqu'elle n'a aucun rapport avec les communes intéressées du Pas-de-Calais, et que sous aucun rapport Provin ne peut en tirer aucun avantage ; qu'en conséquence il y aurait non seulement absurdité complète mais encore injustice flagrante de la part de l'autorité de ruiner une commune du Nord pour faciliter le débouché d'une commune du Pas-de-Calais."</p> <p>Fin de non-recevoir : "Le Conseil, à l'unanimité, déclare s'opposer formellement à toute intervention de la part de la commune de Provin dans la dépense de construction du chemin de petite vicinalité, dit improprement de Pont-à-Vendin."</p> <p>Installation de la commission administrative : 9 membres du Conseil municipal ont démissionné mais cette démission collective n'est pas acceptée par le Préfet, qui nomme une commission administrative après avoir suspendu le Conseil municipal.</p>
10 juillet 1854	<p>Chemin de Grande Communication N° 62, d'Estaires à Don</p> <p>"Le Conseil municipal étant suspendu, la commission administrative qui le remplace s'est réunie au lieu ordinaire des séances."</p> <p>"Considérant que le chemin d'Estaires à Don est inconnu de tous les habitants de Provin, qu'en conséquence ce dit chemin est complètement inutile à cette commune, que dès lors il y a injustice de la part de l'administration de classer la commune de Provin parmi celles intéressées au dit chemin, [...] la commission est d'avis qu'il n'y a pas lieu de voter une somme quelconque pour l'entretien du chemin de Grande Communication N° 62, d'Estaires à Don."</p>
13 juillet 1854	Intérêts à régler au Sieur Godefroy, entrepreneur, pour la Maison d'École.

1855 - 1856 - 1857

29 mars 1855	Construction d'une Maison d'École de filles dirigée par des religieuses : la mairie, "considérant que la situation financière de la commune ne permet point, au moins pour le moment, de contribuer ni à la construction de la maison d'école précitée ni au traitement de 200 francs environ [...] d'une ou de plusieurs religieuses [...] est d'avis qu'il n'y a pas lieu de voter de somme quelconque."
13 novembre 1855	Installation du maire, Louis Alexandre Legrain, et de l'adjoint, J. F. Grard
17 février 1856	Aliénation de terrains communaux situés au marais (4 hectares, 16 ares, 70 centiares) pour en affecter le produit (3500 francs) aux travaux de pavage projetés
10 septembre 1856	Vote d'une imposition extraordinaire de 3000 francs, et d'un emprunt de la même somme, le tout étant ajouté à la vente des terrains communaux, pour terminer le pavage de "cinq bouts de rues".
12 février 1857	Instruction primaire : discussion à propos de la loi du 15 mars 1850 et des décrets des 7 octobre 1850 et 31 décembre 1853 à appliquer pour l'année 1858 ; fixation du taux de rétribution scolaire et du traitement de l'instituteur ; un supplément sera attribué à l'instituteur pour que son salaire atteigne 600 francs.
12 février 1857	M. Dewarlez ayant consenti un rabais de dix pour cent sur le devis précédemment remis pour travaux de pavage, le Conseil décide d'employer la somme ainsi économisée "à la construction d'un bout supplémentaire d'un pavé."

1855 - 1856 – 1857 (suite)

2 mai 1857	Réclamation de P A Grard au sujet d'une portion ménagère, suite au décès de M C Bourse. Une autre aspirante sera déboutée, bien qu'inscrite avant M. Grard, car elle a épousé un étranger : "Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet du Nord du 12 mars 1830, l'avis du Conseil d'Etat du 13 décembre 1845 et l'article 19 du code civil, attendu qu'il résulte clairement de cette jurisprudence que l'étranger non nationalisé ne peut avoir de domicile légal en France sans autorisation du Gouvernement, et que la femme française qui épouse un étranger suit la condition de son mari, attendu enfin que la possession d'un domicile en la qualité de Français sont deux des qualités essentielles pour être admis à la jouissance d'une portion ménagère, la nommée M L J Mortelecque, veuve de A Mortelecque, inscrite aux registres des aspirants aux portions ménagères sous le N° 48, ne peut pour les raisons ci-dessus évoquées être admise à la jouissance d'une portion ménagère."
15 mai 1857	École de filles, demande d'un traitement pour les religieuses : "Monsieur le Maire donne communication au Conseil Municipal d'une lettre de Monsieur le Préfet du Nord en date du 11 mai [par] laquelle ce magistrat met le Conseil Municipal en demeure de se prononcer sur la question d'établissement en cette commune d'une école communale de filles. Monsieur le Préfet, en rappelant au Conseil Municipal les bons services que rend à la commune de Provin l'établissement libre d'instruction dirigé en cette commune par les Religieuses de l'ordre des Franciscains ne laisse pas ignorer au Conseil M. que la commune de Provin, à raison de sa population et des ressources dont elle dispose, ne peut être dispensée plus longtemps des obligations que lui impose la loi de pourvoir à l'entretien d'une école spéciale de filles et à cet effet il invite le Conseil à convertir en école publique l'école libre des Franciscains en assurant aux religieuses un traitement de deux cents francs. Le Conseil, après en avoir mûrement délibéré, n'est pas d'avis de voter le traitement demandé".
19 août 1857	"Rapport de l'agent voyer duquel il résulte que des indemnités, s'élevant à la somme de 70 francs 4 centimes doivent être réclamées à M. Lemaire, fabricant de sucre à Bauvin et à MM. Grard et Cie, fabricants à Provin, pour dégradations extraordinaires causées par eux en 1856 aux chemins vicinaux de la commune de Provin." Cependant le Conseil municipal, après inspection desdits chemins, est d'un avis contraire et demande au Préfet "de vouloir bien dégrever ces industriels des sommes qu'on leur réclame attendu que ce serait une injustice flagrante de les obliger à ce paiement".
18 octobre 1857	L'utilité du dessèchement du marais de la Haute-Deûle est reconnue par le Conseil ; cependant la commune ne prendra pas part aux dépenses engagées, qui seront réparties entre les détenteurs de portions ménagères, sous la forme d'une rente à régler annuellement, à leur charge et à celle de leurs successeurs.
30 octobre 1857	Dessèchement du marais de la Haute-Deûle : adhésion de la commune à l'association syndicale. "La commune, en faisant partie de ladite association profitera des bénéfices accordés aux actionnaires de ladite entreprise."
9 novembre 1857	M. Legrain, maire, donne lecture de la circulaire préfectorale du 20 octobre "concernant le recouvrement de la rétribution scolaire pour les écoles de filles" et rappelle "les dispositions de l'article 51 de la loi du 15 mars 1850 qui obligent la commune à l'entretien d'une école spéciale de filles sur ses propres ressources." Le Conseil municipal "regrette vivement que la commune de Provin ne puisse pas prendre pour son compte le recouvrement de la rétribution scolaire des filles ; le manque de ressources pour pouvoir faire face à des dépenses d'une pressante nécessité l'oblige à restreindre le plus possible toute dépense qui n'est pas pour elle de la plus stricte obligation."

3 février 1858	Nomination des commissaires classificateurs. Réunion en présence des propriétaires les plus imposés. Classification du territoire de la commune.
28 avril 1858	Expertise cadastrale de la commune, suite à la classification du territoire. Suit un tableau qui répartit les propriétés selon leur nature et précise le type d'imposition. Indication des lieux-dits. Noms des 4 moulins : moulin Lequesne, moulin Rogeaux, moulin Mauroy, moulin Lorthiois. Indication d'une fabrique de sucre, sans précision de nom.
30 avril 1858	Charles Antoine Joseph Thobois, cultivateur à Provin, donne une terre de 57 ares 59 centiares aux pauvres.
17 mai 1858	<p>Route départementale de Seclin à Fournes : le préfet indique dans une lettre que "le mauvais état des routes n° 39, 41 et 62, qui résulte d'une fréquente circulation lui a fait concevoir le projet de classement en route départementale de ces mêmes routes à la condition que "la dépense occasionnée soit prise en charge, en ce qui concerne Provin, pour la somme de 4600 francs (sur les 180,000 francs au total). Le préfet indique également qu'ainsi Provin n'aurait plus à supporter les frais d'entretien annuel du chemin 39. A cela, le Maire et le Conseil municipal font remarquer "que la route la plus directe pour relier Seclin et La Bassée est celle qui passe actuellement par Provin et Bauvin, c'est-à-dire la route n° 39, que pour ce qui est de Provin, la commune n'a aucun intérêt à voir classer départementale la partie de route n° 41 et 62 qui lui sont tout à fait inutiles car Provin n'a pas de relations avec Fournes et pour aller à La Bassée Provin ira toujours par la route actuelle. D'ailleurs la route de Seclin à La Bassée, dans la direction qu'elle est établie aujourd'hui, sera dans peu de temps plus fréquentée qu'une de nos routes impériales actuelles, à cause des charbonnages que l'on établit à sa proximité et si le projet de Monsieur le Préfet se réalise, Provin, qui a déjà payé des sommes énormes pour la construction de la route n° 39, d'abord pour le gravier, ensuite pour le pavé qui l'a remplacé, verra tous ses sacrifices [...] perdus pour jamais."</p> <p>Le Conseil rappelle que la route n° 39 a été construite pour desservir les établissements industriels installés dans les communes traversées, que son utilité n'est donc plus à démontrer. Autre argument en faveur de la route n° 39 : le Pas-de-Calais "médite la conversion en route départementale de ce qui lui reste à faire au-delà du pont de Bauvin. Les nouveaux charbonnages de Meurchin sont la cause déterminante de l'exécution du projet et paraissent devoir fixer irrévocablement la direction de la route de Seclin à La Bassée comme route départementale par Provin et Bauvin. Les routes actuelles de grande communication étant entretenues aux frais du département, des communes et des industriels, le Conseil municipal se demande pourquoi les chefs de ces établissements ne contribuent pas aussi aux dépenses de construction de la nouvelle route projetée, car qui profitera le plus des avantages de ce nouveau classement, sinon les industriels eux-mêmes qui payent aujourd'hui des subventions si considérables et qui, une fois la route construite, seront affranchis pour jamais de ces charges pour eux si onéreuses ? Le Conseil décide de ne voter son accord qu'à la condition que "la route départementale de Seclin à La Bassée [suive] la direction actuelle de la route n° 39 jusqu'au pont de Bauvin". Elle rejettera le projet si "cette route, arrivée à Annœullin, prend la direction de Fournes" au lieu de celle de Seclin.</p>

1858 (suite)

1er août 1858	Le chemin de grande communication de Seclin à La Bassée sera converti en route départementale. Il en coûtera la somme de 150,000 francs "dont la moitié, soit 75000 francs serait supportée par le Département, et l'autre moitié serait laissée à la charge des communes que cette route traverse." Cette conversion coûtera à Provin la somme de 9890 francs. La route actuelle se dégrade, "après ce nouveau classement, la commune de Provin se verra affranchie des dépenses d'entretien si onéreuses" qui seront désormais à la charge du département, ce sont là deux arguments de poids. Le Conseil demande alors d'être autorisé à "s'imposer extraordinairement pendant douze ans la somme de 9890 francs" et "à être dégrevée des subventions qu'elle [verse] annuellement pour l'entretien du chemin n° 62 d'Estaires à Don" qui est inutile à la commune et ne fait pas partie de la route Seclin - La Bassée.
6 septembre 1858	Réception définitive et paiement des travaux communaux de pavage exécutés en 1857 par M. Dewarly, entrepreneur à Lille
19 décembre 1858	Portions ménagères : réclamation du Sieur Liébert contre Mortelecque Ignace (rejetée).

1859 – 1860 - 1861

19 juillet 1859	Le Conseil municipal soutient la demande carvinoise d'autorisation "d'établir un [second] marché hebdomadaire à tenir chaque semaine, le mardi, pour la vente des légumes, fruits, beurre, comestibles et autres menues denrées de consommation." Le Conseil délibère "sur le vote du contingent que la commune de Provin serait appelé à fournir pour la rectification du chemin vicinal n° 62 de grande communication d'Estaires à Don, au hameau de Pilly, commune d'Herlies" et s'oppose à la dépense, "considérant que le chemin n° 62 n'est pas fréquenté par les habitants de la commune de Provin, considérant en outre qu'aucune des communes traversées par le ch ⁱⁿ n° 62 ne vient en aide à la commune de Provin pour l'entretien de la route n° 39 de Seclin à La Bassée."
19 juillet 1859	Le Conseil doit se prononcer sur l'achat de terrains nécessaires à l'élargissement du chemin de grande communication n° 39, "afin de lui donner toute la largeur qu'il doit avoir pour être converti en route départementale". Il met en avant le peu de ressources de la commune et le fait qu'il avait été promis que les communes seraient libérées des frais d'entretien de cette route, et rejette la demande.
4 novembre 1859	L'on propose à Provin de participer aux dépenses d'élargissement de la route n° 62 de Don à Estaires. Reprise des arguments du 19 juillet pour rejeter la demande.
12 mars 1860	Portions ménagères : la réclamation du Sieur Bottin Pierre est acceptée.
2 février 1860	Le Conseil municipal "est d'avis que l'institutrice communale de Provin soit autorisée par le Conseil Départemental de l'Instruction publique à percevoir elle-même le produit de la rétribution scolaire de ses élèves." Le Conseil "est d'avis à l'unanimité qu'il y a lieu d'accorder à [la commune de Vimy] l'autorisation [d'établir un marché hebdomadaire pour la vente des fruits, légumes, comestibles, œufs, beurre, etc.] qu'elle sollicite, attendu que l'établissement de ce marché ne peut être que très avantageux aux cultivateurs des environs, facilitant l'écoulement de certains produits de leurs exploitations."

1859 – 1860 – 1861 (suite)

31 mars 1860	Portions ménagères : le Conseil, qui veut "mettre un terme aux nombreuses réclamations", souvent injustifiées, qui sont amplifiées chaque fois que la liste des aspirants est modifiée pour rectifier le rang de l'un d'entre eux, cherche une solution.
9 avril 1860	Nouvelles réclamations, mais les plaignants avaient déjà été pourvus d'une portion ménagère.
29 avril 1860	Les réclamations continuent de pleuvoir au sujet des portions ménagères. L'important est de déterminer depuis quelle date précise l'aspirant est installé "en feu et ménage particulier", cette date permettant de classer les aspirants en fonction de leur "ancienneté" dans cette situation.
25 août 1860	Nomination de M. Louis Alexandre Legrain aux fonctions de maire de la commune. Installation de l'adjoint, M. Grard Jean François Cornil.
8 septembre 1860	Fondation d'une communauté de l'ordre des Franciscaines à Provin, dans une maison donnée par M. Thobois, à laquelle souscrit le Conseil municipal à l'unanimité.
12 mai 1861	"Monsieur le Maire expose au Conseil municipal que la commune de Provin, étant dépourvue d'abreuvoirs publics et d'un dépôt de pompes à incendie, il conviendrait pour des raisons d'un haut intérêt, de pourvoir aux frais de construction desdits abreuvoirs et du dépôt de pompes." La proposition est adoptée, les plans et devis sont établis par M. Leclercq, architecte à Lille ; il sera fait "dans un délai très rapproché l'acquisition d'une pompe à incendie".
12 août 1861	L'on vote l'acquisition d'une pompe à incendie, avec demande de participation du département.
14 août 1861	La "réunion a pour objet de voter les fonds nécessaires à l'habillement et à l'équipement du corps de sapeurs-pompiers qui s'organise actuellement à Provin. Monsieur le Maire fait valoir que cette dépense, toute considérable qu'elle sera pour la commune, lui paraît toutefois urgente, car il convient, pour maintenir la dignité du corps, que les sapeurs-pompiers soient habillés et équipés ; car en habillant et en équipant les sapeurs-pompiers à la charge de la commune, il sera plus facile de recruter des hommes dont on aura besoin." Ce corps sera composé de 25 hommes.
15 août 1861	L'un des deux abreuvoirs (voir au 12 mai 1861) "serait construit sur la place publique de Provin et l'autre à la bifurcation de la rue du Riez" (achat de terrains supplémentaires nécessaires pour le second).
6 octobre 1861	A propos d'un dépassement des limites lors d'une construction, il est écrit : "Le chemin de Part-Dieu existe depuis un temps immémorial : il sert à relier le village de Provin avec la partie de cette commune appelée le Faubourg. La largeur de ce chemin n'a jamais été fixée par le conseil municipal, pas plus qu'elle ne l'a été pour les autres chemins ruraux, car à Provin les chemins ruraux ne sont pas classés."

1862 – 1863

18 février 1862	Le Conseil souhaite que "la commune de Provin soit autorisée à aliéner les [...] rentes [...] qu'elle possède sur l'État pour en appliquer le produit en travaux de construction de pavés dans les diverses parties de la commune encore dépourvues de pavés [où les habitants] n'ont, pour communiquer avec la commune où les appellent leurs besoins de tous les jours, que des chemins impraticables pendant une grande partie de l'année".
14 mai 1862	"Les habitants de ces diverses parties élèvent très souvent des plaintes tout à fait légitimes sur le très mauvais état des chemins surtout dans l'hiver ; et en effet des besoins de tous les jours appellent au village, et quelquefois plusieurs fois dans la même journée, les ouvriers tisserands qui sont obligés de venir chercher leur travail ou de l'y rapporter, les mères de famille que les besoins du ménage appellent très souvent aussi au village pour y faire les provisions nécessaires au ménage, enfin les enfants qui fréquentent les écoles et le catéchisme qui se fait à l'église, sont obligés de faire plusieurs fois par jour une route assez longue sur des chemins impraticables une bonne partie de l'année."
3 août 1862	Portions ménagères : importance de la nationalité ; une femme française mariée à un étranger perd la nationalité française (Code Napoléon, chapitre II, article 19), qu'elle recouvre lors du décès de son mari. Le décompte d'ancienneté sur la liste des aspirants aux portions ménagères est suspendu pendant les années où la nationalité française a été perdue.
27 août 1862	Réclamation pour inscription sur les listes d'aspirants aux portions ménagères. Les contestations sont encore nombreuses, les rivalités entre aspirants (relatives à l'ancienneté réelle, à la première date d'inscription devant être prise en compte, à la réalité d'une vie « à feu et ménage particuliers ») sont légions.
28 septembre 1862	"Construction de divers bouts de pavés sur des chemins publics" : comment faire face à la dépense ? Par une nouvelle imposition extraordinaire, un emprunt auprès de la caisse des dépôts et consignations, un emprunt auprès d'un particulier et par une participation de plusieurs cultivateurs" qui s'engagent à faire gratuitement tous les transports des matériaux nécessaires aux travaux de pavage projetés". La nécessité d'améliorer les chemins se fait sentir dans le village.
5 octobre 1862	Le chemin de la Part-Dieu à nouveau (voir au 6 octobre 1861).
15 janvier 1863	Le Conseil refuse de participer aux dépenses de réparation du chemin 39, la commune est déjà trop endettée et n'a pas de ressources suffisantes (l'on reparle alors de l'achat d'une pompe à incendie).

Années 1864 à 1911 absentes

1911 - 1912

7 octobre 1911	<ul style="list-style-type: none">- Maire : M. Laignel- Révision de la liste électorale- Nomination des Commissaires répartiteurs des contributions directes- Crédits pour éclairage, frais de bureau, mobilier scolaire et matériel d'enseignement- Location du presbytère : M. Costenoble, desservant à Provin, quitte la commune et sera remplacé par M. Queste. Le loyer est augmenté, les charges, impôts et réparations seront à la charge du nouveau desservant.
22 février 1912	<ul style="list-style-type: none">- Le Conseil "formé en Comité secret", approuve la liste de 126 inscrits sur la liste d'assistance médicale gratuite- Assistance médicale gratuite- Réception définitive d'un fossé d'égout au Trou à la Toile entre les parcelles A510 et A357- Renouvellement du bail du bureau de poste- Soutiens de famille- Cotes irrécouvrables- Assainissement du quartier du marais : " établissement d'un revers et fil d'eau pavés destinés à remplacer le fossé [???] bordant la rue Victor Hugo entre la rue Cramette et le fossé des portions ménagères"
11 avril 1912	<ul style="list-style-type: none">- Autorisation accordée à un habitant « d'établir une canalisation transversale sous le Chemin de Grande Communication N°39 »- Installation du Conseil Municipal et élection du maire et d'un adjoint « à la suite des opérations du 12 mai 1912 »- Le maire est élu : M. Louis Menu- L'adjoint est élu : M. Emile Damageux- Élection des délégués aux bureaux de bienfaisance et d'assistance- Puis aux commissions des finances et des travaux publics- Puis aux commissions de l'instruction publique, des fêtes, d'hygiène et salubrité publique- Choix à bulletins secrets de la femme de service dans les écoles communales
13 juin 1912	<ul style="list-style-type: none">- Approbation des comptes et budgets- Admissions en « assistance obligatoire »
25 juin 1912	<ul style="list-style-type: none">- Indemnités de logement aux instituteurs et institutrices, au garde-champêtre M. Wallart- Lettres de réclamation de M. Vandebussche, de Melle Laine, ex-directrice d'école à Provin- Allocation communale aux réservistes et territoriaux- Réception des travaux d'assainissement du quartier du marais- Demande de pavés de rebut suite aux travaux exécutés sur le Chemin de Grande Communication N°39- Séance à huis clos : hospitalisation d'une enfant au sanatorium de Zuydcoote
26 juillet 1912	<ul style="list-style-type: none">- Autorisation donnée à M. le Maire de signer le cahier des charges pour la concession de la distribution d'une énergie électrique pour la commune de Provin

1912 (suite)

22 août 1912	<ul style="list-style-type: none">- Décision d'établir un fossé couvert pour déverser l'eau de l'abreuvoir dans l'aqueduc récemment construit rue Victor Hugo pour l'assainissement du quartier du marais- Réparations aux écoles- Désignation de 2 délégués pour former la commission chargée de réviser les listes des électeurs au tribunal et à la chambre de commerce- « Considérant que le crédit de 907 francs porté au budget additionnel de 1912 sous l'article 20 Fêtes populaires pourrait être employé d'une manière plus utile » il est décidé « la construction d'un Dallot pour l'écoulement des eaux aux abords de l'abreuvoir public et une indemnité à M. Potteaux Julien, boucher, pour la perte totale d'une vache par suite de la non-existence d'un vétérinaire inspecteur municipal ».- Le maire d'Annœullin demande une augmentation de la subvention que verse la commune de Provin pour frais d'audiences foraines de la Justice de Paix d'Annœullin. Demande rejetée.- Lettre à M. Rousselle, maire de Bauvin, pour réclamer une indemnité due pour l'utilisation du fil télégraphique de Provin- Admission de 3 personnes au bénéfice de l'assistance obligatoire
1 ^{er} octobre 1912	<ul style="list-style-type: none">- Indemnité versée à Melle Laine, ancienne institutrice- Autorisation de signer le cahier des charges pour la concession de la distribution d'une énergie électrique pour la commune de Provin- Bureau de poste et logement de la receveuse trop petits- A ce sujet, le conseil demande au préfet l'annulation du bail de 18 ans devant commencer le 1^{er} février 1913- Réponse du maire de Bauvin à propos de l'indemnité due pour l'utilisation du fil télégraphique de Provin- Régularisation des ventes amiables
6 novembre 1912	<ul style="list-style-type: none">- Révision de la liste électorale- Nomination des Commissaires répartiteurs des contributions directes- Demande d'agrandissement du bureau de poste : lettre adressée au propriétaire, M. Laignel Amédée- En cas de refus du propriétaire, recherche d'un terrain convenable pour y construire un nouveau bureau- Portion ménagère : la cultiver « en bon père de famille » ou la rendre- Acceptation d'une demande de secours à domicile- Conditions d'inscription sur la liste d'aspirants aux portions ménagères
16 décembre 1912	<ul style="list-style-type: none">- Conditions d'inscription sur la liste d'aspirants aux portions ménagères : fin de la mise au point- Admissions au bénéfice de l'assistance obligatoire- Le Conseil "formé en Comité secret", approuve la liste de 158 inscrits sur la liste d'assistance médicale gratuite- Ouverture de divers crédits dont celui du basculeur public- Proposition de modification de la loi municipale du 5 avril 1884- Portions ménagères : radiations et inscriptions- Captage et adduction des nouvelles eaux potables de La Bassée : aucune objection- Demande d'agrandissement du bureau de poste : réponse à la lettre adressée au propriétaire, M. Laignel Amédée. Ce dernier refuse oralement

1913

18 février 1913	<ul style="list-style-type: none">- Recherche d'un terrain pour y bâtir le bureau de poste- Adjudication des fournitures scolaires- Adresse de félicitations à M. Poincaré, Président de la République Française- Occupation du domaine communal par la cabine électrique- Redevance de la Compagnie Électrique pour occupation du domaine public (lignes et poteaux)- Construction du bureau de poste : les prix demandés par les particuliers désireux de vendre un terrain sont trop élevés- Construction du bureau de poste [suite] : « Considérant que la construction d'une église nouvelle a été autorisée sur une partie de l'ancien cimetière ; considérant que le terrain restant de l'ancien cimetière est situé à quelques mètres du bureau de poste actuel et limité par la rue nationale et la rue Léon Gambetta, l'Assemblée Communale de Provin prie l'autorité compétente de vouloir bien autoriser ladite commune à bâtir un bureau de poste sur un terrain provenant de l'ancien cimetière, désaffecté depuis 18 ans, sous condition qu'aucun puits ne sera creusé dans ce terrain et que l'eau potable nécessaire y sera amenée au moyen d'une canalisation. »- Relèvement du taux des indemnités de résidence des instituteurs et institutrices : décision remise à plus tard- Admissions au régime d'assistance obligatoire et relèvement du taux de l'allocation mensuelle
7 mars 1913	<ul style="list-style-type: none">- Relèvement du taux des indemnités de résidence des instituteurs et institutrices- Adjudication pour l'enlèvement des boues et immondices, y compris le curage des aqueducs- Réponse favorable du préfet concernant la construction d'un nouveau bureau de poste sur le terrain de l'ancien cimetière. Cependant M. Laignel n'a toujours donné aucune réponse écrite, maintenant exigée par le Conseil, sous peine d'intervention d'un huissier.
20 mai 1913	<ul style="list-style-type: none">- Désignation des membres de la commission municipale des retraites ouvrières et paysannes.- Bureau de bienfaisance : approbation du budget- Subvention à l'Union des Femmes de France- Réclamation par M. Laignel Amédée d'une somme correspondant à une livraison de cassons de briques et un charroi de scories- Entretien des aqueducs des rues et du cimetière- Acquisition et vente de terrains par mesure d'alignement. A cette occasion, divers noms de rues sont mentionnés : rue du marais = rue Victor Hugo, rue de Bapaume, Chemin de Meurchin (et rue nationale, rue La Fayette, rue Léon Gambetta)- Demande de fournitures scolaires pour les enfants pauvres des écoles libres/privées ; cette demande est acceptée par le Conseil Municipal « après une discussion très mouvementée » mais sur la page précédente, une note écrite en rouge, émanant du préfet indique : « L'allocation du crédit dont il s'agit constituerait une subvention déguisée aux écoles privées. Je ne puis dès lors approuver la délibération de l'Assemblée Communale. Lille, le 7 juin 1913 »- Indemnité de logement aux instituteurs et institutrices- Approbation des comptes- Allocations journalières pour soutiens indispensables de famille- Allocations journalières pour soutiens indispensables de famille, suite de la liste des nouveaux allocataires- Assistance obligatoire, traitement de 3 dossiers

1913 (suite)

24 juin 1913	<ul style="list-style-type: none">- Assistance obligatoire, traitement de 3 dossiers, suite- Indemnité de charbon à la gendarmerie- Monument aux morts situé dans le cimetière : restauration des noms inscrits et ajout du nom du soldat Morelle- Déplacement de la date de la ducasse : « Le Conseil, considérant que bien souvent les travaux agricoles nuisent à la fête du village fixée au dimanche après le 15 août, considérant que la population minière de Provin est très importante et que toute fête, pour réussir, doit se célébrer après la quinzaine (jour de paie à la mine), prie M. le Préfet du Nord de vouloir bien autoriser la municipalité de Provin à fixer la date de la fête communale au quatrième dimanche d'août. »- Réception de travaux de voirie- Problème lors de l'acquisition de terrains pour alignement- Réclamation par M. Laignel Amédée d'une somme correspondant à une livraison de cassons de briques et un charroi de scories- Date de la remise de la médaille commémorative de la campagne de 1870-1871- Demande d'hospitalisation
29 juillet 1913	<ul style="list-style-type: none">- Portions ménagères : problème d'entretien d'une parcelle
2 septembre 1913	<ul style="list-style-type: none">- Date de la remise de la médaille commémorative de la campagne de 1870-1871 : établissement d'un programme pour la cérémonie- Allocation aux familles nombreuses. Assistance aux femmes en couches- Révision de la liste électorale au tribunal et à la chambre de commerce- Débits de boisson : maintien du statu quo, l'article 46 de la loi de finances du 30 juillet 1913 ne sera pas appliquée- Établissement sous les chemin Bertelle et chemin du Clair du Vieux Voie d'une canalisation destinée à alimenter la ville de Lille- Allocations pour 5 soutiens indispensables de famille
28 octobre 1913	<ul style="list-style-type: none">- Taxe des viandes foraines- Portions ménagères : réclamation non recevable d'un administré- Assistance obligatoire : une admission- Assistance aux femmes en couches. Assistance aux familles nombreuses- Décision d'allocation journalière
14 novembre 1913	<ul style="list-style-type: none">- Décision d'allocation journalière (suite)- Désignation de délégués (révision de la liste électorale, commission pour le jugement des réclamations)- Nomination des Commissaires répartiteurs des contributions directes- Demande d'éclairage au gaz ou à l'électricité d'une classe dans chaque école- Deux isoloirs seront construits pour les élections- Ouverture de crédits divers, dont une « indemnité de vie chère » à la gendarmerie d'Annœullin
18 décembre 1913	<ul style="list-style-type: none">- Le Conseil "formé en Comité secret", approuve la liste de 195 inscrits sur la liste d'assistance médicale gratuite- Décision d'ajournement de l'éclairage des classes- Désignation d'un agent chargé du contrôle de la distribution des énergies électriques- Désignation d'un inspecteur des viandes et tueries- Demandes d'allocation journalière- Admission à l'assistance aux familles nombreuses de 26 nouvelles familles

1914

17 février 1914	<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'une boîte de scrutin plus grande et installation d'isoloirs en mairie - Allocation journalière à deux familles dont les soutiens sont sous les drapeaux - Taxe sur les viandes foraines - Installation d'une « lampe à la cabine ou poste de transformation », rue Cramette - Révision de la liste des 21 aspirants aux portions ménagères - Liste d'assistance médicale gratuite. Admission au régime d'assistance obligatoire
21 avril 1914	<ul style="list-style-type: none"> - 3 réclamations concernant les portions ménagères - Taxe sur les viandes foraines imposée aux bouchers étrangers à la commune
17 mai 1914	<ul style="list-style-type: none"> - Allocation journalière à un soutien de famille - M. Clément Wallart, garde-champêtre est nommé secrétaire de mairie en remplacement de M. Henri Dantin - Élection du sénateur : élection de trois délégués
9 juin 1914	<ul style="list-style-type: none"> - Élection du sénateur : élection d'un suppléant - Portions ménagères : 2 réclamations - Allocation journalière à huit familles dont les soutiens sont sous les drapeaux - Élection d'un délégué du Bureau de Bienfaisance - Approbation des comptes. Vote des budgets - Subvention à l'Institut Pasteur - Admission de 2 personnes à l'assistance obligatoire et aux familles nombreuses
28 juin 1914	<ul style="list-style-type: none"> - Élection d'un sénateur - Élection de 3 délégués et 1 suppléant
2 juillet 1914	<ul style="list-style-type: none"> - Vote du budget 1915 - Relèvement de l'indemnité de logement des instituteurs - Augmentation du traitement du receveur municipal
10 août 1914	<ul style="list-style-type: none"> - Allocation familiale aux fonctionnaires municipaux : en attente - Hygiène et santé publiques : protection des puits (L'Allemagne déclare la guerre à la France le 3 août 1914) - Secours en nature aux enfants pauvres dont les soutiens sont sous les drapeaux
11 septembre 1914	<ul style="list-style-type: none"> - Secours en nature aux enfants pauvres dont les soutiens sont sous les drapeaux - M. Menu, maire, absent, est remplacé par M. Emile Damageux - Révision de la liste électorale au tribunal et à la chambre de commerce - Admission à l'assistance aux familles nombreuses - Le Conseil municipal, « considérant que les bénéficiaires des allocations journalières (décret du 2 août 1914) touchent une somme suffisante pour subvenir aux besoins du ménage en tenant compte de l'absence du mari et de la suspension du paiement des loyers, décide que les enfants dont les parents ont touché l'allocation seront éliminés des cuisines populaires à partir du lundi 14 septembre inclus et que lesdites cuisines continueront à fonctionner pour les enfants de moins de 13 ans de ceux qui sont partis à la deuxième mobilisation et de ceux en chômage. »
18 novembre 1914	<ul style="list-style-type: none"> - M. Damageux, adjoint, fait fonction de maire - Par suite d'insuffisance de fonds, due à la guerre, demande d'un prêt auprès de la ville de Seclin, qui a émis des bons communaux.

1915

20 février 1915	<ul style="list-style-type: none">- M. Damageux, adjoint, fait fonction de maire- Vote d'un emprunt à valoir après guerre pour rembourser la ville de Seclin- A la suite des circonstances graves traversées, la commune ne dispose plus de fonds suffisants : demande d'un prêt auprès de la ville de Lille, qui a émis des bons communaux.
28 février 1915	<ul style="list-style-type: none">- M. Damageux, adjoint, fait fonction de maire- A la suite des circonstances graves traversées, la commune ne dispose plus de fonds suffisants : demande d'un prêt auprès de la ville de Lille, qui a émis des bons communaux. (suite)
13 mai 1915	<ul style="list-style-type: none">- « Vu la nécessité de fournir à l'autorité allemande l'impôt de 9.720 francs qu'elle réclame à la commune, et se trouvant dans l'impossibilité de faire face à cette demande, [le Conseil] a jugé bon de prendre sur l'emprunt fait à la ville de Lille la somme demandée pour libérer la commune. »- M. Damageux, adjoint, fait fonction de maire- Proposition d'émission de bons communaux au nom de la commune de Provin, garantis par un emprunt qui sera contracté après la guerre. Comme pour les emprunts précédents, il s'agit de subvenir aux besoins des familles nécessiteuses
25 juin 1915	<ul style="list-style-type: none">- Augmentation du fonds du Bureau de Bienfaisance, destiné à aider « certaines familles de la commune qui sont dans le plus complet dénuement »- M. Damageux, adjoint, fait fonction de maire- Avance de fonds de la ville de Lille épuisée. Nouveau prêt sollicité- Nouvelle augmentation du fonds du Bureau de Bienfaisance
10 septembre 1915	<ul style="list-style-type: none">- M. Damageux, adjoint, fait fonction de maire- Nouveau prêt sollicité auprès de la ville de Lille
18 décembre 1915	<ul style="list-style-type: none">- Nouvelle augmentation du fonds du Bureau de Bienfaisance- M. Damageux, adjoint, fait fonction de maire- Nouveau prêt sollicité auprès de la ville de Lille- Nouvelle augmentation du fonds du Bureau de Bienfaisance

1916

15 février 1916	<ul style="list-style-type: none">- Admission à l'assistance obligatoire de 5 personnes ayant atteint l'âge de 70 ans- M. Damageux, adjoint, fait fonction de maire- 1 admission au bénéfice de l'assistance obligatoire
29 février 1916	<ul style="list-style-type: none">- M. Damageux, adjoint, fait fonction de maire- Nouveau prêt sollicité auprès de la ville de Lille
12 avril 1916	<ul style="list-style-type: none">- Nouvelle augmentation du fonds du Bureau de Bienfaisance- M. Damageux, adjoint, fait fonction de maire- Nouveau prêt sollicité auprès de la ville de Lille- Nouvelle augmentation du fonds du Bureau de Bienfaisance
17 mai 1916	<ul style="list-style-type: none">- M. Damageux, adjoint, fait fonction de maire- Nouveau prêt sollicité auprès de la ville de Lille- Nouvelle augmentation du fonds du Bureau de Bienfaisance
20 juin 1916	<ul style="list-style-type: none">- M. Damageux, adjoint, fait fonction de maire- Nouveau prêt sollicité auprès de la ville de Lille- Nouvelle augmentation du fonds du Bureau de Bienfaisance- 1 admission au bénéfice de l'assistance obligatoire
1 ^{er} juillet 1916	<ul style="list-style-type: none">- Lettres de M. Damageux aux autorités allemandes à propos d'une contribution obligatoire, que la commune ne peut assurer
8 juillet 1916	<ul style="list-style-type: none">- Le texte de cette lettre qui met en lumière les difficultés des habitants
16 juillet 1916	<ul style="list-style-type: none">- L'autorité militaire allemande réclame le paiement de frais d'internement pour une habitante provinoise. Le conseil s'y refuse puis accepte, sous conditions.- La commune réglera les frais d'hospitalisation d'un Provinois- Lettre des autorités allemandes réclamant le paiement de la contribution (voir ci-dessus)- Décision de demander à la ville de Lille de régler ces sommes, sous forme de prêt
27 juillet 1916	<ul style="list-style-type: none">- M. Damageux, adjoint, fait fonction de maire- Nouveau prêt sollicité auprès de la ville de Lille- Nouvelle augmentation du fonds du Bureau de Bienfaisance- Participation aux frais d'hospitalisation d'une habitante
5 septembre 1916	<ul style="list-style-type: none">- M. Damageux, adjoint, fait fonction de maire- Nouveau prêt sollicité auprès de la ville de Lille
24 octobre 1916	<ul style="list-style-type: none">- Nouvelle augmentation du fonds du Bureau de Bienfaisance- M. Damageux, adjoint, fait fonction de maire- Nouveau prêt sollicité auprès de la ville de Lille
19 décembre 1916	<ul style="list-style-type: none">- M. Damageux, adjoint, fait fonction de maire- Nouveau prêt sollicité auprès de la ville de Lille

1917

21 février 1917	<ul style="list-style-type: none">- Nouvelle augmentation du fonds du Bureau de Bienfaisance- M. Damageux, adjoint, fait fonction de maire- Nouveau prêt sollicité auprès de la ville de Lille
16 mars 1917	<ul style="list-style-type: none">- Une somme est allouée au Bureau de Chômage- Hospitalisation d'une habitante pour blessure au pied prise en charge par la commune- M. Damageux, adjoint, fait fonction de maire. Depuis le début de la guerre ont siégé avec M. Damageux : Lucien Malbranque et Joseph Duriez, conseillers municipaux. A partir de ce jour se joint Léon Dujardin, secrétaire.
11 avril 1917	<ul style="list-style-type: none">- Nouveau prêt sollicité auprès de la ville de Lille- Une somme est allouée au Bureau de Chômage
7 mai 1917	<ul style="list-style-type: none">- M. Damageux, adjoint, fait fonction de maire. D'autres personnes se sont jointes.- Lettre des autorités allemandes réclamant le paiement d'une contribution- Décision de demander à la ville de Lille de régler ces sommes, sous forme de prêt
6 juin 1917	<ul style="list-style-type: none">- M. Damageux, adjoint, fait fonction de maire- Nouveau prêt sollicité auprès de la ville de Lille
27 juin 1917	<ul style="list-style-type: none">- Une somme est allouée au Bureau de Chômage- Nouvelle contribution demandée par la Kommandantur- Nouvelle contribution demandée par la Kommandantur : les conditions imposées par l'autorité allemande
10 juillet 1917	<ul style="list-style-type: none">- Sur le même sujet, décision est prise de solliciter un nouveau prêt- Retrait définitif de la circulation des bons communaux
13 juillet 1917	<ul style="list-style-type: none">- M. Damageux, adjoint, fait fonction de maire- Nouvelle imposition allemande d'où une demande de prêt à la ville de Lille
1 ^{er} août 1917	<ul style="list-style-type: none">- Nouveau prêt sollicité auprès de la ville de Lille- Une somme est allouée au Bureau de Chômage- Nouvelle contribution exigée par les Allemands- Suite des exigences de l'occupant- Nouveau prêt sollicité auprès de la ville de Lille
10 août 1917	<ul style="list-style-type: none">- Allocation attribuée à une famille nombreuse- Retrait des bons communaux (daté du 1^{er} août)
19 septembre 1917	<ul style="list-style-type: none">- Vote d'un emprunt auprès de la ville de Lille
14 novembre 1917	<ul style="list-style-type: none">- Une somme est allouée au Bureau de Chômage- M. Damageux, adjoint, fait fonction de maire- Vote d'un emprunt auprès de la ville de Lille- Une somme est allouée au Bureau de Chômage

Année 1918 absente

1919

20 janvier 1919	<p>M. Menu maire.</p> <ul style="list-style-type: none">- Demande d'avances de l'état pour le paiement des charges communales (approuvé par le préfet le 24)- Révision de la liste électorale- Indemnité de cherté de vie pour les employés municipaux
1er février 1919	<ul style="list-style-type: none">- Révision du taux de l'allocation mensuelle servie à certains bénéficiaires
8 février 1919 1er mars 1919	<ul style="list-style-type: none">- Demande d'avances de fonds- Projet de réorganisation de la police rurale, « le personnel étant payé par l'état »- Désignation des assesseurs pour faire partie des commissions arbitrales concernant les modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre- Admission à l'assistance de 9 personnes
20 mars 1919	<ul style="list-style-type: none">- Constitution de liste pour une commission arbitrale puis pour "une commission qui sera chargée de l'établissement des états de secours aux réfugiés"- Demande d'aide à l'état (accordée)
6 mai 1919	<ul style="list-style-type: none">- Prévision des dépenses pour le mois- Demande, acceptée, de M. Parsy, maire d'Annœullin "ayant pour objet l'intervention de la commune de Provin dans les dépenses résultant de l'entretien du médecin militaire chargé de donner ses soins à la population civile".- Admissions au bénéfice d'aides
19 mai 1919	<ul style="list-style-type: none">- La directrice de l'école des filles, le directeur de l'école des garçons et leurs adjoints recevront un supplément de traitement égal à celui qui a été perçu en 1914, avec effet à partir du 1er janvier 1919- L'école continue d'être une préoccupation : "Vu le nombre toujours croissant de garçons fréquentant l'école laïque, attendu que 125 élèves à surveiller et à instruire est une surcharge de besogne pour deux maîtres, le Conseil décide de demander à Monsieur le Préfet d'user de son influence pour la création d'une troisième classe, dans l'intérêt des enfants dont l'instruction a beaucoup souffert pendant l'occupation."- Le bureau de poste, partiellement détruit pendant la guerre, sera installé provisoirement dans un immeuble appartenant à M^{elle} Marie Demol ; la location en coûtera à la commune la somme de 300 francs annuellement "sous réserve de quitter le dit immeuble le jour où l'ancien sera réinstallé".- Avis favorable pour les indemnités de logement et d'habillement versées au garde-champêtre.
27 mai 1919	<ul style="list-style-type: none">- Lucienne Wallart, fille du secrétaire de mairie, viendra pendant quelques mois aider son père (surcharge de travail).- Allocation aux réfugiés- Demande d'aide financière
1er juillet 1919	<p>Détermination du taux de l'allocation à servir aux bénéficiaires de l'assistance aux femmes en couches</p>

1919 (suite)

1er juillet 1919	Remboursement de la somme de 2000 francs empruntée pour acheter "un baraquement provenant de l'armée anglaise" qui servira "d'installation provisoire de locaux scolaires". (La somme a été avancée par Louis Menu) "Le Conseil, à l'unanimité des membres présents, décide de payer, à titre de récompense, la somme de cinq francs à chaque lauréat et lauréate du Certificat d'études."
9 juillet 1919	Décision de fêter "le 14 juillet avec le plus d'entrain possible"
21 juillet 1919	Assistance aux familles, augmentation des salaires des employés communaux Il est donné lecture de la "lettre du chef de secteur du STPU en rapport avec la circulaire ministérielle du 15 juin 1919 du Ministre des régions libérées concernant la construction de maisons provisoires en matériaux durs pour suppléer aux habitations détruites des faits de guerre. Attendu que le nombre d'habitations est trop restreint pour loger la population ; attendu que plusieurs familles évacuées ne peuvent réintégrer leur domicile légal et ne savent où se loger ; considérant qu'un grand nombre de ménages sont forcés d'habiter ensemble, sous le même toit, ce qui est de nature à causer préjudice à la salubrité publique ; attendu que les frais de construction sont à la charge de l'état, [le Conseil] donne un avis favorable pour la construction de vingt maisons provisoires Type N° 1, en matériaux durs, pour servir au logement de personnes n'ayant pas de dommages de guerre à réclamer, dont les habitations ont été détruites ou rendues inhabitables, et s'engage à fournir le terrain destiné à l'emplacement desdites constructions et situé rue Léon Gambetta.
14 août 1919	Allocation militaire pour les soutiens de famille nommés
14 août 1919	Liste des habitants bénéficiant d'une assistance Liste des candidats "commissaires répartiteurs des contributions directes"
27 août 1919	Nomination de membres de diverses commissions (retraites ouvrières et paysannes, électeurs aux tribunaux des chambres de commerce) Modification de la délibération du 21 juillet, suite à lettre du préfet (traitement des employés communaux)
6 septembre 1919	- Admission de M. Staelen résidant à Orléans au bénéfice de l'assistance aux familles nombreuses (possède un domicile de secours à Provin)
8 septembre 1919	- "Par suite de la construction d'écoles provisoires par la reconstruction (travaux de première urgence) les baraquements achetés par la commune à l'armée anglaise pour cet usage sont devenus inutiles. [Le Conseil] demande à Monsieur le Préfet du Nord l'autorisation de les revendre."
20 septembre 1919	- Lettre de réclamation de M ^{lle} Florine Fourmaux "au sujet de la maison qu'elle avait mise gracieusement à la disposition de la municipalité pour servir d'école provisoire de garçons [...] du 11 février au 15 septembre 1919" : les réparations prévues n'ont pas été faites, elle demande "de ce fait qu'il lui soit payé un loyer de 60 francs par mois". Des réparations ont été faites, mais le Conseil "décide d'accorder à Mademoiselle Florine Fourmaux un loyer mensuel de 30 francs". - Participation de la commune de Provin dans les dépenses résultant de l'entretien du médecin militaire chargé de donner ses soins à la population civile.

1919 (suite)

8 octobre 1919	<ul style="list-style-type: none">- Les maires de Bauvin et Provin tombent d'accord sur le projet de conservation du "chemin reliant le marais de Provin à Bauvin".
9 octobre 1919	<p>Le Préfet a fait expédier 600 couvertures et 600 draps, à charge pour le maire d'en organiser la répartition. L'ensemble sera distribué "aux vieillards, aux veuves de guerre, aux familles nombreuses et nécessiteuses de la commune".</p>
22 octobre 1919	<ul style="list-style-type: none">- Préparation de la journée du 2 novembre pour "les combattants provinois tombés au champ d'honneur". Le cortège se rendra au cimetière et y déposera une gerbe de fleurs.- Assistance aux familles nombreuses, vieillards, infirmes et incurables
27 novembre 1919	<ul style="list-style-type: none">- Gestion du comité de ravitaillement- "Le Conseil approuve les travaux de première urgence que Monsieur le Curé s'est chargé de faire exécuter au presbytère, qui appartient à la commune, pour le rendre en état d'habitabilité."- Suite à une nouvelle lettre de M^{elle} Fourmaux, "concernant son immeuble occupé par la commune servant d'école provisoire", le Conseil précise que, l'immeuble étant "encore occupé par l'instituteur qui l'habite en attendant une habitation", le loyer mensuel de trente francs sera payé jusqu'au dernier jour de l'occupation.- M. A. Duthoit, architecte, fera le compte des dommages de guerre subis par la commune.- Paiement des arrérages dus à M. Delannoy, instituteur adjoint, et à M. Houriez, directeur d'école.
10 décembre 1919	<ul style="list-style-type: none">- Installation du Maire, M. Louis Menu, et d'un adjoint, M. Martial Mortelecque- Élections sénatoriales : élection de 3 délégués et 1 suppléant- Membres de la commission des finances, des travaux publics, de l'Instruction Publique, de l'Hygiène et salubrité publique, des Fêtes
23 décembre 1919	<ul style="list-style-type: none">- Élection de 2 délégués du Conseil municipal- Mise en état des chemins conduisant aux portions ménagères- Remise en état de deux chemins conduisant aux portions ménagères ; des tranchées ont été creusées, qui seront comblées avec les débris de blockhaus- Nomination du délégué du Conseil municipal pour l'établissement de la liste d'électeurs à la chambre d'agriculture- Établissement de la statistique annuelle agricole- Établissement des dégâts causés aux récoltes par la sécheresse- Don du comité américain, la somme (4200 francs) permettra d'acheter des fournitures "à toutes les écoles de Provin [et du] charbon pour le chauffage des dites écoles".- Allocation au garde-champêtre, M. Clément Wallart- "Par suite des décès survenus depuis le 20 novembre 1914 jusqu'au 15 juillet 1919, cinquante quatre portions ménagères ont été dépossédées. Les évènements de guerre n'ayant pas permis leur attribution aux aspirants, la liste ayant disparu pendant l'invasion, se basant sur des mariages contractés dans la commune depuis le 11 juillet 1883, rôle faisant suite au dernier aspirant mis en possession, une liste provisoire a été établie et affichée le 20 août 1919 pour permettre aux autres aspirants ayant domicile dans la commune, feu et ménage particulier, de produire leurs réclamations et demander leur inscription. Ces réclamations étant faites avec pièces justificatives à l'appui, une deuxième liste récapitulative a été affichée le 25 octobre 1919." 54 noms seront ainsi répertoriés.

1920

9 janvier 1920	<ul style="list-style-type: none">- Révision de la liste électorale.- Reconstitution foncière du cadastre : désignation des membres de la commission.- Toute reconstruction devra respecter l'alignement adopté lors des projets de reconstruction et d'embellissement du village.- Remboursement des sommes prêtées aux habitants pendant l'occupation.- Nomination d'un correspondant de l'office départemental des pupilles de la nation- La décision du 27 novembre 1919 s'appliquera également aux institutrices.
16 janvier 1920	<ul style="list-style-type: none">- Demande d'avance par M. Duthoit, architecte- Soutiens de famille. Paiement de salaires- Paiement du loyer, du 15-02-1919 au 1er février 1920, à M^{elle} F. Fourmaux, pour location de sa maison, "sise rue nationale, qui a servi d'école provisoire de garçons".
26 janvier 1920	<ul style="list-style-type: none">- "Considérant que le commerce et l'industrie de la commune n'ont pas encore repris l'activité d'avant guerre et que la distribution du courrier le dimanche n'est pas indispensable actuellement, [le Conseil] accepte le repos hebdomadaire demandé par les employés de la poste, sous réserve de rétablir une distribution le dimanche lorsque les besoins du commerce et de l'industrie de la commune l'exigeront."- Achat d'un terrain "d'une contenance de 25 ares environ" appartenant à M. Gustave Mortelecque, "tenant à la mairie et à l'école des garçons", pour agrandissement et construction d'une nouvelle mairie. Sur ce terrain "était bâtie une ferme détruite pour fait de guerre, tenant d'un côté à la mairie et à l'école de garçons de l'autre à Laignel-Laden, d'un bout à la route Nationale et de l'autre à un sentier."Mention marginale : satisfait (???) M^e Colette, le 8 août 1922- Monument commémoratif des morts de la Grande Guerre, qui sera situé dans le cimetière de Provin : la commission des travaux publics est chargée de l'étude de l'emplacement, de l'estimation de la dépense et du crédit à inscrire au budget, de l'organisation d'une souscription.
6 mars 1920	<ul style="list-style-type: none">- Le Conseil approuve la vente par M. le Maire du baraquement de l'armée anglaise qui servait d'école provisoire. Il a été acheté 2000 francs pour le District de Seclin par le Chef du Service des Travaux de l'État.- Assistance médicale gratuite, l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables- Monument commémoratif des morts de la Grande Guerre, qui sera situé dans le cimetière de Provin : la commission des travaux publics est chargée de l'étude de l'emplacement, de l'estimation de la dépense et du crédit à inscrire au budget, de l'organisation d'une souscription.- Les institutrices demandent une augmentation de traitement "afin d'être traitées sur les mêmes bases que les instituteurs". Un membre du Conseil, s'appuyant sur la cherté de la vie, est d'avis de leur donner satisfaction. Monsieur le Maire, sans toutefois s'opposer à l'augmentation, fait remarquer que si le Conseil l'accorde aux institutrices, il va falloir l'accorder aux instituteurs attendu qu'il y a toujours eu une différence de traitement entre instituteurs et institutrices. Cette nouvelle dépense étant assez importante, les ressources de la commune étant actuellement fort restreintes, il propose de remettre à plus tard cette augmentation. Les avis paraissant être différents, plusieurs conseillers proposent de mettre aux voix cette question. Il est alors décidé de procéder par bulletins secrets avec vote par oui ou non sur cette question, dont voici le résultat : nombre de votants : 13 ; nombre de bulletins : 13 ; oui : 4 ; non : 9. En conséquence l'augmentation demandée est remise à une date ultérieure.- Octroi de portions ménagères suite à décès- M^{elle} Jacquot, institutrice à Provin, est décédée (la date n'est pas précisée) ; ses héritiers réclament les indemnités qui lui étaient dues (réclamation acceptée).

1920 (suite)

13 mars 1920	Prévision du budget pour 1920 ; une deuxième séance aura lieu pour fixer les priorités
22 mars 1920	- Les boulangers refusent d'accepter les tickets de pain à prix réduit, qu'il faut ensuite échanger pour être remboursé. Un employé de la mairie s'en chargera.
8 avril 1920	- Demande d'un crédit pour régler la facture d'entretien des bâtiments communaux en 1914 - Suite de l'examen du budget ; une subvention est demandée à l'état - "Le Conseil [...], considérant que les institutrices ont au moins dans leurs classes le même nombre d'élèves [que les instituteurs] et que leur besoin mérite beaucoup de dévouement, attendu que cette augmentation est équitable et de nature à leur venir en aide dans ce moment de vie chère, décide de porter ce traitement facultatif de 300 à 400 francs pour la directrice et de 100 à 250 francs pour les adjointes, à partir du 1er avril 1920. - Nomination d'une commission pour la Caisse des retraites ouvrières et paysannes
6 mai 1920	- M. Collette, à Seclin, procédera au renouvellement de la location de la zone de chasse - Le Crédit Foncier fait une proposition pour un emprunt de 17000 francs pour l'achat de la propriété de M. Mortelecque (construction d'une nouvelle mairie). - Il sera demandé aux institutrices de désigner des quêteuses pour la journée des mères de famille, le 9 mai 1920. - Ajout de noms à la liste de l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables - Un crédit, à valoir sur les dommages de guerre, est voté pour les réparations de la mairie, les écoles des garçons et des filles, les logements des instituteurs et institutrices, l'église, la sacristie et le presbytère.
15 mai 1920	- Suite à une demande de la préfecture, le budget est revu à la baisse. - Marchés de gré à gré pour les réparations au presbytère communal
5 juin 1920	- « Le Conseil [...] après examen des surfaces de terrain accordées avant la guerre à la cour de l'école des garçons, qui n'avait que 121 m.q. 50, pour une moyenne de 120 à 130 élèves, ce qui fait ressortir une surface de 1 m.q. de cour environ par élève, autorise Monsieur le Maire à prendre toutes dispositions pour solliciter de Monsieur le Préfet la désaffectation des bâtiments scolaires actuellement atteints par les faits de la guerre, à tel point qu'ils ne sont plus réparables. Le Conseil Municipal sollicite également de Monsieur le Préfet l'autorisation de construire une École à quatre classes au lieu de l'école primitivement affectée à cet effet, qui ne possède que deux classes complètement insuffisantes. Il fait valoir, pour pouvoir construire lesdits bâtiments qu'un terrain d'une superficie totale de 1900 m.q. a été acquis par la commune et que les dommages de guerre d'immeubles précédemment construits sur ce terrain, complètement anéantis par les faits de la guerre, et s'élevant à 20 000 francs environ (prix 1914) pourraient être affectés à la construction des dites Écoles [...]. Ledit terrain contigu au terrain actuel, possédant à la fois mairie, logement du directeur d'école à deux classes, pourrait par sa situation, être réuni à ce terrain [...]. Les deux terrains réunis auraient une superficie totale de 2865 m.q. qui permettrait de grouper les quatre classes, la mairie et le logement du directeur de l'école au centre même de l'agglomération du bourg tout en accordant aux cours et classes toutes les dispositions nécessaires à l'hygiène et aux dernières exigences des programmes de Monsieur le Ministre de l'Instruction Publique. »

1920 (suite)

14 juin 1920	<ul style="list-style-type: none">- Renouvellement du bail de la location de la chasse- Création d'une consultation de nourrissons, "cette œuvre utile n'entraînant aucune dépense pour la commune"- Démission du garde-champêtre à compter du 30 juin : "M. Wallart donne sa démission pour prendre un emploi plus lucratif." (secrétaire de mairie à Bauvin)- Mauvaise qualité du pain : "Considérant que le pain depuis longtemps est de mauvaise qualité et qu'actuellement il est presque immangeable, que les farines fournies aux boulangers par le moulin de Seclin en sont entièrement la cause ; attendu que les plaintes des habitants sont pleinement justifiées, [le Conseil] charge Monsieur le Maire [...] d'en informer Monsieur le Préfet et de le prier de bien vouloir ordonner une enquête pour remédier si possible à cet état de chose qui devient de plus en plus nuisible à la santé publique".
24 juin 1920 8 juillet 1920	<ul style="list-style-type: none">- Ajout d'habitants à l'assistance obligatoire- Programme de la fête du 14 juillet 1920- Monument commémoratif aux morts de la Grande Guerre, consultation de marbriers pour obtenir un devis- Établissement du budget concernant les chemins vicinaux et les chemins de grande communication
30 juillet 1920	<ul style="list-style-type: none">- "M. le Maire donne connaissance d'une lettre de M. L. Robelin, délégué général de l'Union des Grandes Associations Françaises pour l'Essor National, le priant de répondre à un questionnaire au sujet de l'adoption éventuelle de la commune de Provin comme filleule par une ville de France n'ayant pas été envahie.- Monument commémoratif : une souscription aura lieu le 8 août, dont le montant sera ajouté au crédit qui sera voté et à la subvention promise par l'état.- L'indemnité versée à l'agent voyer avait été fixée en 1895 ; elle sera revalorisée et passera de 100 à 200 francs.- L'offre de location de la chasse au marais communal, le 23 juillet 1920, "n'a pas eu lieu faute d'amateurs". Elle sera à nouveau proposée (date non fixée).- Un garde sera chargé de la surveillance de la moisson et les glaneurs seront conduits par groupes (abus constatés)- Les baraquements seront distribués par ordre des dates de demande- Fixation du prix à demander "aux saltimbanques et marchands forains le 22 août prochain à l'occasion de la ducasse".- Approbation du budget du Bureau de Bienfaisance- Emprunt de 17 000 francs auprès du Crédit Foncier pour l'achat du terrain "pour l'agrandissement de l'école des garçons et l'érection d'une nouvelle mairie".- Assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables
14 août 1920	<ul style="list-style-type: none">- Délégués pour la révision de la liste électorale (tribunal et chambre de commerce)- Établissement d'un "cahier des charges pour l'adjudication de l'enlèvement des boues provenant des aqueducs, du balayage des rues, ainsi que l'enlèvement des ordures ménagères".
2 septembre 1920	<ul style="list-style-type: none">- "Devis de l'agent voyer pour la réparation des dommages causés aux égouts et aux ouvrages accessoires d'écoulement d'eau des voies publiques par faits de guerre".- Monument commémoratif : "Afin de hâter la souscription et faire ressortir la générosité des habitants pour l'érection d'un monument commémoratif aux morts de Provin de la Grande Guerre, le Conseil [...] décide d'afficher la liste des souscripteurs."

1920 (suite)

11 septembre 1920	<ul style="list-style-type: none">- Réparation du presbytère et de l'école des filles. Entrepreneurs provinois retenus : Ochin, menuiserie : Guilbert, maçonnerie ; Delfosse, plafonneur ; Destailleur, couverture- "Le plan du cimetière a disparu pendant l'invasion et il est indispensable de le faire rétablir."
25 septembre 1920	<ul style="list-style-type: none">- La souscription "en cours dans la commune de Provin pour rendre plus beau et plus digne le monument commémoratif [...] a déjà rapporté plus de 3000 francs, [...] la subvention éventuelle prévue par l'article 81 de la loi du 31 juillet 1920 [...] s'élèvera à environ 6000 francs" ; le crédit qui sera demandé sera du même montant que "la subvention définitive de l'état".- Avis favorable pour la création d'un marché à bestiaux à Haubourdin.- Des portions ménagères rendues incultes par suite du déversement des décombres provenant des maisons endommagées.- Montant des devis réalisés pour la réparation de l'école de filles et le presbytère, touchés pendant la guerre.- Taxe à recevoir pour l'inspection des viandes. Sont donnés les noms de bouchers de Provin : Albert Taillez, Paul Ruquois, Romuald Masselot, charcutiers ; Martial Galant, Louis Mortelecque, Julien Potteaux, Henri Legroux, bouchers.- Augmentation du taux d'intérêt pour le prêt de 17 000 francs destiné à l'achat du terrain mairie/école
6 novembre 1920	<ul style="list-style-type: none">- Le Trésor Public exige des certificats de vie pour le paiement des pensions- Retard pris dans les réparations de l'école des filles ; lettre de mise en demeure adressée à l'entrepreneur en cause- Assistance obligatoire aux vieillards, infirmes et incurables- Portions ménagères redistribuées suite à un décès- Établissement de la statistique agricole- Le blockhaus construit pendant la guerre dans la cour du presbytère sera détruit- Organisation de la fête nationale du 11 novembre 1920, c'est le cinquantième de la République et l'anniversaire de la victoire de 1918- Emprunt de 17 000 francs (école / mairie) auprès de Crédit Foncier, remboursable sur 30 ans- Réparation de la bascule publique détruite par faits de guerre
3 décembre 1920	<p>Le Conseil n'est pas satisfait de la qualité des maisons semi-provisoires en construction dans le cadre de la Reconstitution d'après-guerre (menuiseries, quincaillerie, toitures) et "demande à Monsieur le Préfet que les maisons semi-provisoires soient prises en charge par le département".</p> <ul style="list-style-type: none">- Subvention à l'office départemental des pupilles de la nation- Le contrôle des distributions d'énergie électrique sera effectué par des agents de l'état (loi du 15 juin 1906, décrets des 17 octobre 1907 et 6 septembre 1912).- Confirmation de la décision du 1er mars 1919 concernant le renforcement de la police rurale.- "Considérant que le matériel d'incendie a disparu complètement pendant l'invasion allemande et qu'en cas de sinistre le défaut de ce matériel pourrait avoir des conséquences graves, le Conseil invite Monsieur le Maire à demander à Monsieur le Préfet que ledit matériel soit remplacé au plus vite, ou qu'une avance assez importante soit consentie à la commune pour procéder à son achat."- Institution de cours pour adultes donnés par les instituteurs du village.- Portions ménagères redistribuées suite à décès- Demande d'un crédit pour dépenses imprévues

1920 (suite)

23 décembre 1920

- Le Conseil rejette la proposition d'acquisition de fourneaux économiques pour venir en aide aux personnes nécessiteuses et préfère augmenter l'aide déjà fournie.
- Révision de la liste électorale pour l'année 1921
- Engagement des bouchers et charcutiers à payer la taxe sur les viandes. A la liste du 25 septembre est ajouté le nom de Henri Messian, boucher.
- Vente d'un terrain au J.T.R. (?)
- Les cours gratuits donnés aux adultes rassemblent 70 élèves et deux instituteurs et seront reconduits l'année prochaine.
- Le Conseil Municipal s'associe à la protestation du maire de Reims qui dénonce la diminution du budget alloué aux Régions Libérées.
- Nomination des commissaires répartiteurs des contributions directes.
- Approbation du budget.
- Achat des fournitures scolaires
- Assistance obligatoire : rejet de demandes, radiations, admissions.
- Règlement de rentes aux portionnaires dépossédés pendant les années de guerre.

1921

13 janvier 1921

- Dénombrement de la population en 1921. Parmi les recenseurs nommés, figurent les noms de M. Charles Houriez, directeur d'école ; Louis Delannoy et Louis Lescouffe, instituteurs adjoints.
- Indemnité accordée aux instituteurs dont les logements de fonction sont inutilisables.

10 février 1921

- Allocations pour soutiens de famille
- Demande de sursis (accordée)
- Vote du budget des chemins de grande communication, d'intérêt commun et des chemins vicinaux pour l'année 1921
- Achat de fournitures pour la mairie et de fournitures scolaires
- Vote d'un crédit pour l'érection du monument aux morts ; demande d'une subvention à l'état
- Taxe pour l'inspection des viandes. Sachant que les frais de prélèvement de la taxe sont devenus très élevés alors que des bouchers extérieurs à la commune ne paient pas la taxe approvisionnement des provinois, "le Conseil demande à Monsieur le Préfet d'autoriser Monsieur le Maire soit à faire payer aux bouchers des communes voisines une taxe sur les viandes qu'ils livrent aux habitants de Provin, soit, d'accord avec ces commerçants, une redevance mensuelle à forfait".
- Renouvellement du bail du presbytère pour neuf ans
- Vente d'un terrain au J.T.R. d'Haubourdin (23 décembre 1920) : litige en ce qui concerne le prix
- Augmentation du traitement du receveur municipal
- Budget du bureau de bienfaisance
- Vote du budget de 1921

1921 (suite)

21 février 1921	<ul style="list-style-type: none">- Assistance médicale gratuite- Portions ménagères redistribuées suite à décès- Pompe à incendie : décision d'achat- Acceptation du devis concernant les travaux de remise en état de la maison d'habitation de la directrice de l'école des filles- Allocation pour soutien de famille
25 mars 1921	<ul style="list-style-type: none">- Taxe pour l'inspection des viandes : modification demandée par le préfet- "Sur la demande de Monsieur Houriez, directeur d'école, le Conseil lui accorde une indemnité de 15 francs annuelle pour se procurer un terrain nécessaire à son jardinage, son jardin habituel n'étant plus cultivable par suite de la construction prochaine de la nouvelle école."- Approbation des comptes de gestion du Bureau de bienfaisance pour l'année 1914.- Assistance obligatoire et hospitalisation prise en charge.
14 avril 1921	<ul style="list-style-type: none">- Vente d'un terrain au J.T.R. d'Haubourdin (23 décembre 1920 et 10 février 1921) : suite au litige, proposition d'expertise du terrain.
25 avril 1921	<ul style="list-style-type: none">- Marché de gré à gré passé avec M. L. Trupin, entrepreneur de peinture et vitrerie à Provin, pour vitrage et peinture à l'école des filles, les menuiseries étant posées.- La délibération du 21 février est annulée : la pompe à incendie sera achetée auprès des sapeurs-pompiers de Lille : "en la commandant, il y aurait économie de temps et d'argent pour la commune".- Alors que "les charges indispensables de la commune ne font que s'accroître, [le Conseil], approuvant la perpétuelle commémoration de l'héroïne [Jeanne d'Arc], [ne peut] que recommander à Monsieur le Maire de bien vouloir faire pavoiser et illuminer les édifices communaux et d'inviter les habitants à pavoiser et illuminer également leurs maisons."- Soutien de famille.- Approbation du compte de gestion du ravitaillement- Nominations à la Commission Historique du Nord- Recouvrement pour le compte du Bureau de bienfaisance de la location perdue pour les terrains "occupés par la Reconstitution pour construction d'écoles et de maisons d'habitation semi-provisoires".- Le sou de poche des hospitalisés.- Assistances.- L'engagement annuel pour acquittement de la taxe sur les viandes est accepté par les bouchers. Aux noms des bouchers provinois déjà cités, s'ajoutent ceux de bouchers des villages voisins : Mme Lutz, Octave Delplace et François Régniez, Annoeullin ; Louis Menu, Alfred Vicart et Emile Crombecque, Bauvin ; Aimable Dufour, Meurchin ; Mme Louis Delcroix-Legroux, Allennes-les-Marais.
26 mai 1921	<ul style="list-style-type: none">- Portions ménagères redistribuées suite à décès- Achat de divers ouvrages administratifs (non cités)- Approbation des comptes du Bureau de bienfaisance- Assistance obligatoire
2 juin 1921	<ul style="list-style-type: none">- Portions ménagères redistribuées suite à décès, "dans le but de lui venir en aide sur ses vieux jours".- Nomination d'un régisseur pour la perception des droits de stationnement et de la taxe d'inspection des viandes

1921 (suite)

7 juin 1921	<ul style="list-style-type: none">- Adoption de Provin par la commune de Saint-Symphorien : "Cette commune, de concert avec les communes formant le canton de Tours Nord (Indre et Loire) adopte la commune de Provin pour lui venir en aide afin de lui rendre la prospérité d'avant guerre et lui demande en outre quels sont les besoins les plus pressants." Monsieur le Maire se mettra en rapport avec Monsieur le Maire de Saint-Symphorien d'abord pour le remercier puis pour convenir d'une aide appropriée.- Le Conseil rejette la proposition d'un projet de contrat pour la vente de maisons semi-provisoires, faite par le Service Technique de la Reconstitution d'Haubourdin (voir aussi au 3 décembre 1920).- "Sur la demande de la commission scolaire, le Conseil vote une somme de 600 francs à prélever sur les dommages de guerre pour le remplacement d'une partie des livres de la bibliothèque scolaire disparus pendant l'invasion."- Assistance aux femmes en couches, aux familles nombreuses.- Ouverture de crédits supplémentaires pour 1921- Sont présentés le devis et le croquis du Monument aux Morts. Monument conçu par M. Omer Dehay-Dufour, marbrier à Carvin ; grille d'entourage du monument fabriquée par M. Emile Leroy, constructeur à Provin.
12 juillet 1921	<ul style="list-style-type: none">- "La bascule publique, en partie réparée, est en état de fonctionnement." Le Conseil fixe les droits de pesage ainsi que le traitement du basculeur (M. Arthur Demol, "basculeur d'avant guerre").- Portions ménagères redistribuées suite à décès- Assistance obligatoire. Assistance aux femmes en couches
5 août 1921	<ul style="list-style-type: none">- Approbation du budget du bureau de bienfaisance- Nomination d'un nouveau garde messier, "le nommé Héreng Julien, mutilé de guerre, âgé de 25 ans", en remplacement d'André Leborgne.- Approbation des comptes de gestion- Sou quotidien de poche des hospitalisés. Assistances- Révision de la liste électorale à la Chambre de commerce
13 août 1921	<ul style="list-style-type: none">- École des filles : assurance contre l'incendie- Vote de l'inscription au budget des crédits nécessaires à l'entretien des chemins- Budget additionnel de 1921- Subvention aux Pupilles de la Nation- "M. le Maire soumet à l'assemblée un projet de remaniement et d'agrandissement de la gare de Bauvin-Provin, qui comporte déviation du chemin de grande communication N° 39 et suppression des passages à niveau N° 100, 125, 127 et 128. Ce projet, établi par la Compagnie du Chemin de fer du Nord lui a été adressé par Monsieur l'agent voyer qui lui demande un avis écrit et motivé. Le Conseil, considérant que ce remaniement serait désavantageux pour les voies de communication avec la commune de Bauvin, qu'il nuirait à l'embellissement de la commune de Provin, à la valeur des habitations et des propriétés avoisinant les viaducs en projet, aux commerçants installés actuellement aux environs de la gare, aux cultivateurs pour se rendre à leurs champs situés au-delà de la ligne du chemin, donne un avis défavorable au projet."
23 août 1921	<ul style="list-style-type: none">- Travaux de peinture à l'école des filles et à l'habitation de la directrice
16 septembre 1921	<ul style="list-style-type: none">- Assistances

1921 (suite)

3 octobre 1921	<ul style="list-style-type: none">- Remboursement de titres financiers. "Le Conseil Municipal actuel n'avait aucune connaissance [de l'affaire, datant de 1914] par suite de la disparition des archives".- Portions ménagères redistribuées suite à décès- Hospitalisation à l'hospice de Seclin d'une personne bénéficiant de l'assistance obligatoire aux vieillards- Adjudication pour gargouilles, plaques de regards et bouches d'égouts en fonte, dont une en face de l'estaminet "Au Sébastopol".
13 octobre 1921	<ul style="list-style-type: none">- Modification du budget 1921. "La somme portée en dépenses extraordinaires pour l'érection d'un monument peut être supprimée en 1921 par suite de nombreuses formalités restant encore à remplir pour l'approbation de ce projet".- M. Duthoit, architecte de la commune, accélérera les formalités d'acquisition du terrain de M. Mortelecque et ouvrira une adjudication pour la démolition des anciens bâtiments de l'école de garçons.- Suppression des cours pour adultes, qui n'ont pas donné les résultats attendus.- La Société des Anciens Militaires s'occupe "de la manœuvre de la pompe à incendie et de son entretien".
4 novembre 1921	<ul style="list-style-type: none">- Règlement de la facture de charbon fourni pour les écoles- La Section Syndicale des Mineurs de Provin a organisé une souscription auprès de la population en faveur des grévistes du Nord ; le Conseil municipal "vote un secours de 100 francs pour les grévistes du Nord" ; le préfet s'y oppose le 9 du même mois.- Relèvement de la natalité : sera accordée "une prime de 300 francs à la naissance du quatrième enfant vivant et des suivants aux familles domiciliées dans la commune de Provin à partir du 1er janvier 1922".- Approbation du budget primitif de 1922 et demandes d'assistance- "Adjudication restreinte entre les entrepreneurs locaux pour la démolition des vieux bâtiments de la mairie et de l'école de garçons en vue de préparer le terrain pour la reconstruction », bâtiments condamnés à être démolis, par suite de faits de guerre.
19 novembre 1921	<ul style="list-style-type: none">- Reconstruction de l'école des garçons : projet et devis sont acceptés- Fermage des terrains sur lesquels ont été construites les maisons et écoles provisoires
10 décembre 1921	<ul style="list-style-type: none">- Nomination des candidats commissaires répartiteurs des contributions directes- Nomination des délégués et adjoints pour la révision de la liste électorale pour 1922- Comptes du receveur municipal- Vente des 18 maisons bâties provisoirement sur un terrain du bureau de bienfaisance- Sommes à rembourser à des particuliers, avancées ou dues pendant la guerre- Comptes du comité de ravitaillement- Portions ménagères redistribuées suite à décès- Révision de la liste de l'assistance obligatoire et assistances diverses- Règlement des réparations de menuiserie et charpente effectuées par M. Ochin, entrepreneur à Provin, à l'école des filles
29 décembre 1921	<ul style="list-style-type: none">- Règlement des taxes vicinales en tâches ; conversions et tarifs- Vente d'un camion et d'un fourgon par adjudication- Paiement de transports effectués par le comité de ravitaillement pendant l'occupation- Reconstruction de l'habitation du directeur de l'école des garçons : demande d'autorisation auprès du préfet- Paiement du timbre pour les registres d'état-civil- Demande de soutien de famille

1922

2 février 1922	<ul style="list-style-type: none">- Date de la ducasse : "La ducasse de Provin, dont la date depuis de longues années était fixée le dimanche après le 15 août, mais qui a été reportée au 4ème dimanche d'août par délibération du Conseil municipal en date du 24 juin 1913, ne donne pas les résultats attendus. [...] Considérant que le 4ème dimanche d'août il y a aux environs plusieurs ducasses empêchant beaucoup de forains de venir s'installer à Provin, ainsi que beaucoup de personnes d'assister à la fête attendu qu'actuellement avec l'outillage perfectionné de la culture, la moisson est souvent plus avancée qu'anciennement et que, pour ces raisons, la fête gagnerait beaucoup en étant remise à sa date primitive, [...] le dimanche après le quinze août."- Achat de fournitures pour le bureau de la mairie (accord de gré à gré)- Achat de fournitures scolaires (adjudication)- Assistances. Allocations journalières pour soutiens de famille
13 mars 1922	<ul style="list-style-type: none">- Renouvellement du bail des propriétés du Bureau de bienfaisance- Location du presbytère, suite au départ de l'abbé Queste, à l'abbé Sigier, "contributions, réparations et assurance à la charge du locataire".- Remplacement des livres de la bibliothèque des écoles "disparus pendant l'occupation allemande"- Désignation d'un correspondant pour l'office des pupilles. Assistances- Portions ménagères redistribuées suite à décès- Indemnité due au bureau de bienfaisance pour l'occupation d'un terrain (écoles et mairie provisoires)- Indemnité de vie chère versée au secrétaire de mairie et au garde-champêtre- Réduction de la taxe d'inspection des viandes. Demande de sursis
30 mars 1922	<ul style="list-style-type: none">- Audiences foraines payées à Annœullin (audiences qui, contrairement au principe qui veut que les audiences d'un tribunal, d'une cour ou d'un juge se déroulent dans les palais de justice, sur ordonnance, se tiennent hors des murs du palais de justice et dans une autre commune que celle où siège la juridiction.)- Augmentation de l'indemnité de loyer accordée à M. Delannoy, instituteur- Le camion et le fourgon mis en vente par adjudication le 13 février n'ont pas trouvé preneur. Il sera procédé "à leur vente publique, par voie d'huissier, sur la place de Provin, au plus offrant, après les publications d'usage."- Réduction de la taxe d'inspection des viandes acceptée par le préfet.- Approbation des travaux de réparation de la bascule publique qui seront effectués par la maison Morival, entrepreneur à Lille.
6 avril 1922	<ul style="list-style-type: none">- Nouveau projet pour le monument commémoratif : le projet établi par Monsieur O. Dehay, marbrier à Carvin, accepté par le Conseil municipal le 7 juin 1921 n'a pas été accepté par la commission d'examen des projets à la préfecture, "même avec modification apportée par l'auteur. [...] La besogne a été confiée à Monsieur A. Duthoit de Lambersart, architecte de la commune de Provin, qui soumet au Conseil, en présence de Monsieur O. Dehay, qui en accepte l'exécution, un nouveau projet pour être présenté à ladite commission."- Remplacement de livres classiques et de bibliothèque aux écoles- Assistances- Modification du règlement de police municipale (dont les cabaretiers, le ramassage des ordures ménagères, le balayage des trottoirs)
22 avril 1922	<ul style="list-style-type: none">- Reconstruction de l'école des garçons, d'habitations pour les instituteurs et de la mairie : demande urgente du montant de la subvention de l'état- Subvention à l'école Normale de Douai pour l'érection d'un monument commémoratif

1922 (suite)

13 mai 1922	<ul style="list-style-type: none">- Subvention à la caisse des pupilles- Réception définitive des travaux réalisés à l'école des filles- Approbation des comptes de gestion "pendant l'occupation allemande, [remis par] Monsieur Emile Damageux, adjoint au maire de Provin, à cette époque faisant fonction de maire, le maire de Provin étant mobilisé".- Assistances
16 juin 1922	<ul style="list-style-type: none">- Vente d'un terrain du bureau de bienfaisance, "situé au lieu-dit Chemin de Carvin, Section B N° 293 d'une contenance de 11 ares 85. M. Deren pressenti à ce sujet fait savoir par écrit en date du 16 juin 1922 qu'il se rendrait acquéreur pour la somme de 4000 francs".
24 juin 1922	<ul style="list-style-type: none">- La date de l'inauguration du monument aux enfants Morts pour la France est fixée au 3 septembre 1922.- Cession des maisons provisoires- Organisation de la Fête Nationale du 14 juillet- Avis sur l'indemnité de logement aux instituteurs et institutrices- Assistances
6 juillet 1922	<ul style="list-style-type: none">- Réponse positive du préfet au maire qui avait insisté sur l'urgence de commencer les travaux de l'école des garçons- Budget 1923, service vicinal- Compte de gestion et administratif de la commune- Assistances- Déplacement d'un poteau électrique gênant la circulation
18 juillet 1922	<ul style="list-style-type: none">- Projet d'aliénation par le Bureau de bienfaisance d'un terrain de 37 ares 49 centiares dépendant de la parcelle N° 1151 Section A du cadastre- Nomination d'un garde messier "chargé de la surveillance de la moisson et de la conduite des glaneurs par groupes".- Modification de la liste des livres scolaires, par suite d'une augmentation de certains tarifs.- Devis pour l'entretien des chemins vicinaux ordinaires- Approbation du devis de reconstruction de l'école des garçons, "considérant qu'il y a urgence à reconstruire des écoles neuves et spacieuses dans un délai très rapproché [et] que les enfants sont actuellement logés et instruits dans des écoles provisoires impropres à leur santé".
6 août 1922	<ul style="list-style-type: none">- La ville de Mons en Belgique demande le remboursement pour hospitalisation de femmes de mauvaise vie "atteintes de maladies vénériennes et qui ont été par ordre des autorités allemandes hospitalisées dans des hôpitaux belges". Deux provinoises sont concernées mais le Conseil précise "qu'il n'appartient pas à la commune de payer les dettes que certaines femmes de mauvaise vie auraient contractées pendant l'invasion, par leur désintéressement à la cause française, leur insouciance et leur mépris du bon sens, que ces dépenses relatives au traitement des dites prostituées ne doit pas constituer une charge municipale [et par conséquent] refuse ledit remboursement des ces dites sommes".- Modification de la date d'inauguration du Monument aux Morts : le 17 septembre 1922- Le règlement municipal de police sera imprimé- Assistances

1922 (suite)

19 août 1922	<ul style="list-style-type: none">- Révision de la liste électorale des tribunaux de commerce- Adjudication de l'entretien des chemins vicinaux le 22 août- Adjudication des travaux de construction des écoles le 28 septembre- "Le Conseil à l'unanimité vote des félicitations à Mademoiselle Victoire Mortelecque, qui par son organisation, son intelligence et sa patience a su récolter le fruit de son labeur" : elle a en effet organisé "une fête de famille au profit du monument aux enfants de la commune morts pour la France".- Réparations urgentes à effectuer au logement du directeur de l'école de garçons, c'est-à-dire l'ancienne mairie
9 septembre 1922	<ul style="list-style-type: none">- Révision de la liste électorale de la chambre de commerce- Assistances- Le préfet n'assistera pas à l'inauguration du monument aux morts mais il sera représenté par un délégué de la préfecture et le général Lacapelle, empêché, sera représenté par le capitaine Grassart du 43ème d'infanterie. Modalité de la cérémonie.
23 septembre 1922	<ul style="list-style-type: none">- Proposition d'achat d'un terrain pour agrandir le cimetière- Allocations journalières et soutiens de famille, assistances
16 octobre 1922	<ul style="list-style-type: none">- L'agent voyer engage la commune à réparer le "chemin rural situé rue Victor Hugo, qui [...] traverse le territoire sur une longueur de 800 mètres environ [et] se trouve dans un état lamentable au point de vue hygiénique et commercial".- Autorisation d'aliénation d'une parcelle appartenant au Bureau de bienfaisance, située rue Léon Gambetta "reprise sur le cadastre sous le N° 1151 de la Section A, d'une contenance de 37 a 49 c". [...] Sur cette parcelle il est construit depuis 1919 par le service de la reconstitution 18 maisons semi-provisoires, que les locataires sont tous acquéreurs de la parcelle où est érigée leur maison."- Adjudication des travaux de l'école des garçons, le 28 septembre.<ul style="list-style-type: none">- Terrassement, maçonnerie, fers, plafonnages, carrelage adjugés à M. Guilbert- Couverture, installation des eaux adjugées à M. Destailleur- Charpente, menuiserie adjugées à M. Henri Mérelle- Vitrierie, peinture adjugées à M. Désiré Delattre- Augmentation du budget consacré au nettoyage des aqueducs- Réception définitive des travaux de gargouilles de chaussées et trottoirs, rue Nationale- Honoraires de M. Duthoit, architecte de la commune- Installation de l'éclairage électrique dans les écoles de filles et de garçons et à la mairie, "considérant que l'installation électrique existait avant la guerre"
27 octobre 1922	<ul style="list-style-type: none">- Assistance, hospitalisation et secours en nature- Listes de fournitures scolaires pour 1923
6 novembre 1922	<ul style="list-style-type: none">- Modification de la liste d'assistance médicale gratuite- Projet de loi relatif à la création d'associations syndicales de chasse. Où l'on apprend que la commune recouvre une superficie de 275 hectares.- Les bibliothèques resteront dans les écoles.- Organisation de la journée de commémoration de la victoire et de la paix le 11 novembre. Assistances diverses.- État des restes à recouvrer de l'exercice 1914 (dont la taxe sur les chiens).- La foudre est tombée sur l'école des filles le 21 juillet et a causé un incendie. La réparation des dégâts sera réglée par la Cie d'assurances Le Nord.

1922 (suite)

30 novembre 1922	<ul style="list-style-type: none">- Les établissements Morival reprendront les vieilles fontes inutilisées.- Remboursement à des particuliers des sommes prêtées pendant la guerre pour régler les contributions exigées par les Allemands.
14 décembre 1922	<ul style="list-style-type: none">- Portions ménagères redistribuées suite à décès- Nomination des membres délégués pour la révision de la liste électorale- Candidats à la commission des commissaires répartiteurs des contributions directes- Cas des parcelles de portions ménagères occupées par des décombres- Assistances diverses

1923

11 janvier 1923	<ul style="list-style-type: none">- Demande de sursis de M. Léon Trupin accordée- Allocations journalières pour soutiens de famille- Comptes de gestion 1920- Assistances diverses. Allocations journalières- Budget primitif pour 1923- Agrandissement du cimetière. L'on utilisera "les fonds et subventions versés par certaines communes du canton de Tours Nord, Indre et Loire, à la commune de Provin, pour lui rendre sa prospérité". Suit la liste des communes et les montants versés. (Saint-Symphorien, Saint-Cyr, ...)
27 janvier 1923	<ul style="list-style-type: none">- Portions ménagères redistribuées suite à décès- Assistances diverses. Hospitalisations
8 février 1923	<ul style="list-style-type: none">- Modification des conditions d'attribution des portions ménagères
18 février 1923	<ul style="list-style-type: none">- Encouragement à la politique de natalité- La proposition d'association "des communes pour être en mesure de contrebalancer la force des compagnies concessionnaires des services publics" sera étudiée ultérieurement.- Approbation des travaux exécutés à l'école des filles par M. A. Trupin, entrepreneur de peinture- Concession du service d'éclairage électrique- Allocations pour soutiens de famille- Fournitures pour le bureau de la mairie
13 mars 1923	<ul style="list-style-type: none">- Portions ménagères redistribuées suite à décès- Assistances diverses- Allocations ménagères- Budget primitif de 1923- Il est décidé de conserver, pour son utilité, le chemin de Provin à Bauvin au lieu-dit Le Grand Marais, "chemin installé pendant l'invasion par les Allemands sur des parcelles de terrain appartenant à un certain nombre de propriétaires". Les propriétaires de ces parcelles seront indemnisés.

1923 (suite)

9 avril 1923	<ul style="list-style-type: none">- Approbation des travaux exécutés à l'école des filles par M. Destailleur- Étude d'une proposition d'éclairage électrique dans la commune faite par la Compagnie Électrique du Nord à Douai- Les riverains du chemin de la Chapelle du Riez souhaitent la réfection de cette voie.- Assistances diverses- Obtention de concessions au cimetière
23 avril 1923	<ul style="list-style-type: none">- Portions ménagères redistribuées suite à décès- Le Conseil municipal demande à la compagnie électrique du Nord de faire les modifications nécessaires "au sujet des lampes électriques servant à l'éclairage des rues de la commune, qui sont installées dans des conditions assez défectueuses et qui ne satisfont pas aux conditions demandées, principalement rue Léon Gambetta face au chemin du cimetière, à l'angle de la rue de Bapaume et l'angle des rues Nationale et Carnot".- Demande de sursis déposée par M. Léonard Morelle (accordée)- Indemnité de logement accordée à Mme I. Mortelecque Philippe, institutrice adjointe et à M. Godon, instituteur adjoint remplaçant de M. Lescouffe- Subvention à l'Institut Pasteur ; organisation d'une journée du centenaire le 27 mai
26 mai 1923	<ul style="list-style-type: none">- Le 22 août 1922, à la suite d'une adjudication, M. Bos, entrepreneur à Provin, signait un "bail d'entretien des chemins vicinaux ordinaires de la commune". Ce bail est prolongé pour l'année 1923-1924.- "La concession d'une distribution d'énergie électrique sur le territoire de la commune de Provin en vue de l'éclairage public et privé est accordé à la Cie Électrique du Nord".- Dispense de purge d'hypothèques- Assistance aux femmes en couches et aux familles nombreuses- Portions ménagères redistribuées suite à décès- Indemnité de logement versée au garde-champêtre, M. Louis Damageux- Règlement d'une somme due à la Cie des Mines de Lens, avancée pendant la guerre- Assistances diverses et allocations journalières- Demande de sursis de M. Charles Houriez- Consultation de nourrissons (modalités de fonctionnement du service)- Liste préparatoire du jury criminel pour 1924. On apprend que M. Louis Laignel est brasseur à Provin et M. Edouard Mortelecque fabricant de toiles- Protestation au sujet de la modification de la loi sur les dommages de guerre
28 juin 1923	<ul style="list-style-type: none">- Organisation de la Fête Nationale du 14 juillet- Budget vicinal 1924- Nomination d'un garde messier pour la période du 1er au 31 août (M. Julien Héreng)- Approbation des comptes de gestion- Augmentation du traitement du facteur du télégraphe- Somme allouée à la bibliothèque- Adoption d'un tarif pour les concessions au cimetière- Demande de renseignements sur la construction de maisons ouvrières "à bon marché"- Augmentation du loyer payé à M. Laignel, propriétaire du bâtiment occupé par le bureau de poste "dont le bail finit en 1931" : "Cet immeuble serait sans aucun doute loué un prix beaucoup supérieur étant donné sa situation au centre du village et très favorable au point de vue commercial."- "[Le Conseil], considérant que la reconstruction totale de l'église s'impose, il y a lieu d'autoriser Monsieur le Maire à faire établir par M. Duthoit, architecte, les projets et devis de ladite église."- Assistances et refus de participer aux frais d'hospitalisation d'un patient à l'asile d'aliénés de Lommelet

1923 (suite)

13 août 1923	<ul style="list-style-type: none">- Demande de bourse et de trousseau accordée, assistances diverses- Révision de la liste électorale des tribunaux du commerce pour 1923- "Adjudication pour l'enlèvement des boues provenant des aqueducs et du balayage des rues ainsi que de l'enlèvement des ordures ménagères et des cendres de la commune."
4 septembre 1923	<ul style="list-style-type: none">- Commission de préconciliation (demande d'indemnité)- Participation à l'érection au Soudan d'un "monument à la gloire des Héros Noirs [...] qui, venus de terres lointaines pour défendre nos droits et nos libertés, sont tombés sur notre sol".- Appel entendu du sanatorium des instituteurs et institutrices situé à Ste Feyre- Les habitants de la rue Victor Hugo s'impatientent : les crédits ont été votés le 16 octobre 1922 et le chemin n'a pas encore été remis en état.- Le Conseil demande à être exonéré du paiement d'une somme due à la Cie des Mines de Lens.- Le chauffage va être installé dans les écoles : le Conseil "fixe son choix sur le projet [de] chauffage à la vapeur, système installé en général dans les hôpitaux et grandes écoles et semblant être le plus pratique et le plus économique."- L'état participera aux dépenses d'érection du Monument aux Morts pour un montant de 1799 francs 30- L'achat du mobilier nécessaire à la nouvelle école de garçons s'élève à 16 201 francs.- Allocations journalières. Assistances diverses- "Les lumières électriques devant éclairer les rues de la commune seront fermées tous les jours de la semaine à 9 h 30 et les dimanches et jours de fête à 11 h 30."- Portions ménagères redistribuées suite à décès
13 septembre 1923	<p>L'installation du mobilier scolaire sera faite pour la rentrée du 1er octobre</p> <ul style="list-style-type: none">- Le Conseil, "considérant que c'est un grand devoir sacré de respecter nos Soldats Morts pour la France qui sont inhumés dans le cimetière ou ceux qui y seront ultérieurement, il y a lieu de leur céder gratuitement et à perpétuité une concession de deux mètres et demi superficiels de terrain à seule fin de les laisser dormir en paix dans leur tombe pour l'éternité sans que jamais l'on puisse désaffecter ce terrain, mais à la seule condition que cette concession est cédée personnellement pour nos soldats Morts pour la France, et que leurs parents ne seront jamais autorisés à faire inhumer l'un des leurs dans cette même tombe."
13 octobre 1923	<ul style="list-style-type: none">- Compte-rendu de la commission de préconciliation du 6 septembre- Rappel de la lettre du 6 septembre à propos de lampes ne fonctionnant pas, de la demande d'installation de 2 lampes chez le garde champêtre, "comme cela existait avant-guerre" et de la réparation du système d'éclairage "adossé sur le bâtiment de M. Leroy, maréchal ferrant".- Problème d'écoulement des eaux des maisons provisoires rue Léon Gambetta.- Approbation des travaux exécutés au Monument aux Morts par M. O. Dehay Dufour, "suivant marché de gré à gré du 2 juin 1922.- Le devis descriptif de la reconstruction de l'église, s'élevant à 436.510,68 francs, est accepté ; il sera procédé à l'adjudication. MAIS une note en marge indique que "cette délibération est annulée : voir celle du 27 avril 1924".- Organisation de la fête du 11 novembre- Aide "aux malheureux sinistrés [japonais] qui ont perdu la majeure partie de leurs familles et de leurs biens". *- Participation à l'édification du Monument aux soldats de Verdun- Assistances diverses

** Note : Le 1er septembre 1923, La région de Tokyo-Yokohama, zone surpeuplée, est secouée par un violent tremblement de terre, suivi d'un incendie et d'un raz-de-marée. Près des trois quarts de Tokyo sont détruits et plus de 100 000 personnes périssent dans la catastrophe.*

1923 (suite)

30 octobre 1923	<ul style="list-style-type: none">- Maintien de certaines femmes dans leurs droits (dossier "Femmes en couches")- Rejet d'une demande de participation à des frais hospitaliers- Des démarches seront effectuées pour obtenir des subventions nécessaires à l'ouverture d'une troisième classe.- Assistance obligatoire aux vieillards. Hospitalisation d'un habitant- Représentation de la commune devant la Commission d'évaluation des dommages de guerre
2 décembre 1923	<ul style="list-style-type: none">- Élection des délégués sénatoriaux- Augmentation des remises du receveur principal- Délégués pour la révision de la liste électorale 1924- Révision de la liste d'assistance médicale gratuite- Subvention accordée au Comité départemental des mutilés et réformés- Assistances diverses. Allocations journalières- Application de la loi du 30 avril 1921 et de la circulaire préfectorale du 31 octobre 1922 et versement d'une indemnité de logement à M. Houriez, directeur de l'école de garçons.- Fournitures scolaires pour 1924
27 décembre 1923	<ul style="list-style-type: none">- Le Conseil approuve le choix de M. Bayon, qui a l'intention de louer un immeuble situé rue Nationale "dans le but d'y transférer le bureau de poste".- Maisons à bon marché en attente- Achat de "la construction semi provisoire ayant servi d'école de garçons, y compris la petite maisonnette annexée à ladite école ayant servi de logement au directeur de l'école, en vue de loger des familles nombreuses." L'ancienne école de garçons sera aménagée en logements.- Hospitalisation demandée pour deux personnes âgées, qui, ajoute une mention marginale, "ont déclaré ne pas vouloir partir à l'hospice".- Rejet de demandes de prise en charge. Assistances diverses

1924

2 février 1924	<ul style="list-style-type: none">- Candidats répartiteurs des contributions directes pour 1924- Commission de classement des chevaux- Portions ménagères ayant servi de dépôt : paiement des fermages- Portions ménagères redistribuées suite à décès- Remboursement dû aux Mines de Lens- Approbation de l'achat projeté le 27 décembre- Assistances diverses- Demande d'augmentation d'indemnité de logement rejetée
7 février 1924	<ul style="list-style-type: none">- Présentation par M. Duthoit, architecte de la commune, des "plans dressés pour les travaux de construction de la maison du directeur d'école de garçons et de la reconstruction de l'église. [...] Les travaux seront exécutés avec les indemnités de dommages de guerre."- Maintien de la décision prise le 18 juin 1923 de ne pas prendre en compte les frais d'hospitalisation d'un habitant.

1924

13 mars 1924	<ul style="list-style-type: none">- Portions ménagères redistribuées suite à décès ; avertissement donné aux personnes n'habitant plus la commune mais ayant conservé une portion ménagère- Augmentation du traitement du secrétaire de mairie et du garde champêtre- MM. Dufour (Meurchin), Fourmaux (Bauvin) et Delplace (Annœullin) ne régleront plus la taxe sur les viandes, puisqu'ils ne livrent plus de viande à Provin.- Une nouvelle concession de 40 ans est accordée à la Cie électrique du Nord- M^{lle} Victoire Mortelecque, directrice de l'école des filles, souhaite que soit embauchée "une femme de service pour la surveillance des enfants". Le Conseil "regrette de ne pouvoir prendre cette demande en considération", les ressources étant insuffisantes.- Erreur dans le contrat d'achat de la construction semi provisoire ; retour.- Circulaire concernant la fréquentation scolaire- Plan de la construction de la maison du directeur d'école
22 avril 1924	<ul style="list-style-type: none">- Adjudication de la construction de la maison du directeur d'école de garçons- Choix des maisons d'école pouvant être louées comme habitations.- Affichage électoral. Assistances diverses. Aspirants aux portions ménagères
2 mai 1924	<ul style="list-style-type: none">- "Le bail du presbytère ayant pris fin par suite du décès de M. l'abbé Sigier", il est renouvelé au profit de son successeur, l'abbé Lefebvre- Rappel de la délibération du 6 novembre 1920 (démolition d'un blockhaus)- Délivrance de nouvelles concessions dans le nouveau cimetière- Le Conseil décide de ne pas adhérer au Syndicat des communes.- Décision de mise en location les anciennes maisons d'école.- Renouvellement d'une demande de sursis.
17 juin 1924	<ul style="list-style-type: none">- Comptes de gestion et budgets- Julien Héreng à nouveau nommé garde messier- Programme de la fête nationale du 14 juillet- Augmentation du dixième des remises du receveur municipal- Signature du contrat avec la Compagnie électrique de Douai- Engagement d'une nouvelle porteuse de dépêches- Allocations journalières et assistances diverses- Indemnité du garde champêtre
3 août 1924	<ul style="list-style-type: none">- Demande de bourse accordée (Pierre Trupin)- Portions ménagères redistribuées suite à décès. Assistances diverses- Proposition d'acquisition d'un corbillard, "considérant [...] l'importance de la commune et sa superficie, [...] que la commune de Provin est appelée à prendre de l'extension, considérant qu'un grand nombre de maisons et de baraquements sont érigés un peu partout et se trouvent éloignés du cimetière communal, considérant qu'un service de pompes funèbres créera des revenus pour la commune".- Révision de la liste électorale des tribunaux de commerce- Lettre préfectorale du 23 février 1934 au sujet des pompes à essence- Taxe sur les appareils distributeurs d'essence (voir aussi 23 février 1934)- Cession de dommages de guerre- Le Conseil refuse de participer pour moitié au maintien du chemin allant de Bauvin à Provin au lieu-dit Le Grand Marais, tracé par les Allemands pendant la guerre (rachat des parcelles aux propriétaires, entretien) et demande à l'état d'indemniser les propriétaires. "Dans le cas contraire, l'état devrait remettre les parcelles de terre en culture et rétablir le sentier tel qu'il existait avant-guerre."- Emprunt destiné à la reconstruction de la mairie

1924 (suite)

27 août 1924	<ul style="list-style-type: none">- Legs au Bureau de bienfaisance. Assistances diverses- "Remise en état de la rue Victor Hugo, où la circulation des voitures est très difficile sinon impossible."- "Le Conseil, trouvant les prix de M. Amédée Delattre demeurant à Pont-à-Vendin les plus avantageux, le choisit comme fournisseur du corbillard pour la commune de Provin. [...] La somme prévue pour ce marché est de sept mille francs environ."- Le Conseil "approuve le devis descriptif et approximatif de la reconstruction de l'église s'élevant à la somme de six cent deux mille cent quarante sept francs quatre vingt six centimes (602147,86 F).- Révision des évaluations foncières de la commune (courrier de la préfecture)
16 septembre 1924	<ul style="list-style-type: none">- Nomination de classificateurs- Portions ménagères redistribuées suite à décès- Prise en charge de frais d'hospitalisation- Demande d'assistance aux familles nombreuses- Côtes irrécouvrables- A propos du versement de sommes contribuant à la construction de maisons à bon marché par l'Office Départemental.- "Un certain nombre de cultivateurs et autres se plaignent que la Compagnie du Chemin de Fer du Nord a supprimé dernièrement la garde-barrière du passage à niveau N° 120, lieu-dit Le Marais, cependant très fréquenté, sans même demander l'avis du Maire et du Conseil municipal. Lesdits cultivateurs ou voituriers sont obligés de faire appel à une garde-barrière située à 200 mètres en aval de la gare pour faire fonctionner la barrière automatique qui se trouve très souvent fermée, et d'attendre quelquefois assez longtemps pour avoir le passage libre, ce qui est tout à la fois très dangereux en raison des accidents toujours à craindre [...] car la garde-barrière en aval de la gare [n'a] pas la visibilité sur ce passage à niveau en raison de la courbe qui existe, et une perte de temps assez sensible au moment où le temps presse pour rentrer les dernières récoltes qui ont déjà tant souffert et dans quelques jours ce sera l'arrachage et le charroi des betteraves et autres. [...] Le Conseil municipal proteste énergiquement contre ce procédé et invite Monsieur le Préfet à bien vouloir intervenir auprès de qui de droit pour le rétablissement du garde-barrière."- Cession de dommages de guerre- Nomination d'un membre au Bureau de bienfaisance (M. Louis Leclercq remplacera M. Edouard Mortelecque, décédé)
13 octobre 1924	<ul style="list-style-type: none">- Révision du traitement du receveur municipal- Préparation de la Fête du 11 novembre- Adjudication des travaux du chemin de la rue Victor Hugo- Pétition de la ligue <i>Souvenez-vous</i> réclamant le jugement des criminels de guerre- Assistance des femmes en couches- Conditions de l'emprunt de 56000 francs- Établissement d'un devis pour l'emplacement du corbillard- Les habitants des maisons provisoires se plaignent d'être inondés les jours de grande pluie.
28 octobre 1924	Adjudication des travaux de réfection de "la chaussée pavée de la rue Victor Hugo sur une longueur de 24 mètres" à M. Louis Denneullin à Carvin. (Feuille volante en fin de registre, à l'année 1926)

1924 (suite)

6 novembre 1924	<ul style="list-style-type: none">- "La commune ayant fait l'acquisition d'un corbillard, il y aurait lieu de fixer le mode d'exploitation et le tarif en se basant sur l'heure des enterrements. Le Conseil, après en avoir délibéré, est d'avis que la commune assure directement le service extérieur des pompes funèbres et fixe comme suit la taxe à la charge de toutes les personnes non indigentes : Pour un enterrement à 11 heures : 1ère classe 120 francs Pour un enterrement à 10 heures : 2ème classe 75 francs Pour un enterrement à 9 heures : 3ème classe 40 francs Pour un enterrement à 8 heures ou après midi 20 francs Pour les indigents le service sera fait gratuitement.- "Cahier des charges pour adjudication publique pour le transport des morts par corbillard".- Révision de la liste d'assistance médicale gratuite- Vote des centimes additionnels- Nomination d'un "homme de peine pour l'entretien du chauffage central de l'école de garçons et pour exécuter divers travaux dans la commune, tels que nettoyage du cimetière, nettoyage des aqueducs, des rues, etc. etc."- Allocations journalières- Subvention accordée à la caisse de retraite des journalistes- Assistance aux femmes en couches
9 décembre 1924	<ul style="list-style-type: none">- L'emprunt de 56000 francs devra être remboursé en 29 ans, d'où le vote d'une imposition extraordinaire.- L'adjudication pour le corbillard aura lieu le 4 janvier 1925. (noté 1924 dans le compte-rendu)- Révision des listes électorales pour 1925.- M. Trupin, entrepreneur en peinture, est autorisé à "remiser son auto dans une dépendance de la mairie servant de débarras, [...] qui se trouve tout à fait à l'extrémité du bâtiment [et] ne gêne en rien le service de la mairie" La somme versée annuellement par M. Trupin sera remise au Bureau de bienfaisance.- Avance de fonds pour la construction des bâtiments communaux

1925

21 janvier 1925	<ul style="list-style-type: none">- L'adjudication pour la construction de l'église aura lieu le 22 janvier.- Nomination d'un nouveau basculeur.- "Considérant que la commune de Provin est située à environ 4 kilomètres du Bureau de perception, attendu qu'il y aurait un grand dérangement pour les familles qui se serviraient du corbillard de se rendre à Annœullin pour acquitter le prix du transport de leurs morts, [le Conseil] nomme le Sieur Léon Dujardin, secrétaire de mairie de Provin, Régisseur comptable, lequel sera chargé de percevoir contre reçu régulier le prix du transport des morts, suivant le tarif établi par la délibération du Conseil municipal du 6 novembre 1924, approuvé par M. le Préfet le 4 décembre 1924."- La commune participera aux frais de chauffage de la gendarmerie d'Annœullin.- Assistances diverses, hospitalisation
11 février 1925	<ul style="list-style-type: none">- Candidats répartiteurs pour 1925 des contributions directes.- Rapport des agents voyers pour l'entretien des chemins vicinaux ordinaires.- Location des baraquements- Fonds commun, pourcentage réparti entre les communes- Adjudication prévue pour les fournitures scolaires, année 1925- Assistances diverses

1925 (suite)

11 mars 1925	<ul style="list-style-type: none">- Portions ménagères redistribuées suite à décès- Adjudication le 19 mars pour l'entretien des chemins vicinaux.- Le nécessaire sera fait pour que le corbillard soit garni d'une housse pour le mettre à l'abri des intempéries.- Demande d'avance pour la reconstruction des bâtiments communaux.- Présentation du devis descriptif de la nouvelle mairie.- Assistances diverses- "Le Maire de la commune de Provin a l'honneur d'exposer à Monsieur le Préfet que la mairie de la commune se composait en 1914 d'un simple bâtiment à double usage de mairie et salle unique au rez-de-chaussée avec salle de délibération au 1er étage et d'un logement pour le directeur de l'école avec escalier d'accès commun à usage de la mairie et de l'habitation du directeur. La cour de la mairie était commune avec celle de l'école et du directeur de l'école. Par l'acquisition d'une ancienne ferme et des dommages qui y étaient survenus, il a été possible de reculer les bâtiments d'école et de construire une classe supplémentaire. Ces locaux sont complètement terminés ainsi que le logement du directeur et une cour très spacieuse permet aux enfants de se livrer en toute liberté aux jeux de plein air. <p>Le projet de reconstruction de la mairie envisage un bâtiment complètement indépendant et uniquement affecté aux services municipaux. Toute l'aile droite du rez-de-chaussée comprend le secrétariat, celle de gauche comprend deux salles, l'une pour les commissions, la deuxième pour le cabinet de Monsieur le Maire.</p> <p>Le 1er étage, auquel on accède par un large escalier, comprend une salle de délibérations sur toute la largeur de la mairie et deux salles sous toiture pour conservation des archives et des plans cadastraux.</p> <p>Au-dessus de la salle des délibérations s'élève un petit campanile sur lequel est prévu l'emplacement d'une horloge publique. Une petite cave permet l'installation éventuelle d'une chaudière pour chauffage de tout l'immeuble."</p> <ul style="list-style-type: none">- Assistance médicale- Les enfants de Magenta fréquentant les écoles de Provin paieront les ouvrages scolaires.
10 avril 1925	<ul style="list-style-type: none">- Les contrats de location des bâtiments provisoires en question.- Listes électorales d'agriculture.- Assistance nationale aux aveugles.- Réception définitive, le 5 mars 1925, des travaux exécutés à la reconstruction de l'école des garçons.- Assistance aux familles nombreuses.- Autorisation d'achat du baraquement ayant servi d'école de filles, transformé actuellement en mairie provisoire, qui pourra être transformé en logements.- Assistances diverses.- Portions ménagères redistribuées suite à décès
29 avril 1925	<ul style="list-style-type: none">- Admission à l'assistance obligatoire.- Classement des véhicules automobiles.- Déblocage des fonds pour l'achat du baraquement ayant servi d'école de filles, transformé actuellement en mairie provisoire, qui pourra être transformé en logements.- Portions ménagères : les personnes ne résidant plus à Provin se les verront supprimer.- Assistances diverses.- Assurance des biens de la commune
13 mai 1925	<ul style="list-style-type: none">- Procès verbal de l'installation du Conseil municipal et de l'élection du maire et de l'adjoint. Liste des conseillers municipaux. Maire élu : M. Pierre François Gard ; adjoint élu : M. Arthur Leborgne- Élection au Bureau de bienfaisance- Renouvellement de sursis

1925 (suite)

27 mai 1925	<ul style="list-style-type: none">- Élections à diverses commissions.- Révision du traitement du receveur.- Augmentation du dixième des remises du receveur municipal- Formation du jury criminel.- Consommation des huîtres et des coquillages, circulaire préfectorale du 11 mai.- La décision du 29 avril à propos des portions ménagères et du lieu actuel de résidence est remise en question et repoussée.- Budget du service vicinal.- Assistances diverses.
21 juin 1925	<ul style="list-style-type: none">- Nomination d'un garde messier (renouvellement)- Allocations journalières.- Comité départemental des pupilles de la nation.- Les comptes de guerre seront confiés à un commis d'office.- Demande d'avance pour le remplacement du mobilier de l'école des filles et de celui de la mairie.- Préparation de la fête du 14 juillet- Le dénombrement aura lieu le 7 mars 1926.- Assistance obligatoire aux vieillards.- Location des baraquements aux personnes nécessiteuses.- L'utilisation du corbillard est obligatoire pour tous et reste gratuite pour les "indigents reconnus". Un barème est fixé pour son utilisation à l'extérieur de la commune.- Les lauréats au Certificat Études Primaires se verront dorénavant remettre "un livret de Caisse d'Épargne de 20 francs [...] au lieu de 5 francs qui leur était alloué antérieurement".- Comptes de gestion, comptes administratifs, budget- Assistances diverses
1er juillet 1925	<ul style="list-style-type: none">- Excédents de dépenses
11 juillet 1925	<ul style="list-style-type: none">- Portions ménagères redistribuées suite à décès- Nomination d'un nouveau régisseur pour le droit de stationnement.- Commission de statistique agricole.- Chemin de Provin à Bauvin, par le Grand Marais : entente entre les deux communes pour l'indemnisation des parcelles et l'entretien au prorata de la superficie
21 août 1925	<ul style="list-style-type: none">- Révision des listes électorales des tribunaux de commerce.- Assistances diverses
19 septembre 1925	<ul style="list-style-type: none">- Remboursement de la dette de la commune à l'état- Portions ménagères redistribuées suite à décès- Assistances diverses.- Marché de gré à gré passé avec M. Ochin, entrepreneur de menuiserie à Provin, pour le remplacement du mobilier scolaire de l'école des filles
21 octobre 1925	<ul style="list-style-type: none">- Portions ménagères redistribuées suite à décès- Diminution du loyer d'une maison provisoire, "entendu que les murs sont très humides [et] nuisent plutôt à la santé des habitants".- Augmentation du traitement du facteur du télégraphe.- Organisation de la fête du 11 novembre.- Assistances

1925 (suite)

27 octobre 1925	<ul style="list-style-type: none">- Un devis sera établi pour "l'établissement de bordures de trottoirs et pavage de fil d'eau dans les rues des maisons provisoires, travaux absolument nécessaires ; pose de tuyaux en ciment dans cette rue, permettant de déverser les eaux dans l'aqueduc rue Léon Gambetta, travaux très utiles et urgents, supprimant les dépôts des eaux de pluie ; couverture du fossé longeant la rue Victor Hugo au moyen de tuyaux, travaux utiles et hygiéniques".- Consultation de nourrissons.
12 décembre 1925	<ul style="list-style-type: none">- Nomination des commissaires répartiteurs des contributions directes- Révision de la liste électorale- Allocations journalières.- M. Léon Dujardin, ancien secrétaire de mairie, quitte ses fonctions de régisseur comptable aux pompes funèbres et sera remplacé par M. Emile Rucquois, secrétaire de mairie.- Assistance aux familles nombreuses.- Assistance médicale gratuite.- Assistance aux vieillards.- Assistance aux femmes en couches- Demande de déblocages de fonds- L'adjudication des travaux de bordures de trottoirs rue des maisons provisoires et de couvrement du fossé de la rue Victor Hugo aura lieu le samedi 16 janvier.

1926

25 janvier 1926	<ul style="list-style-type: none">- Dispense de procéder à la purge des hypothèques légales- Familles nombreuses- Portions ménagères redistribuées suite à décès- Recensement de la population- Assistance médicale
8 février 1926	<ul style="list-style-type: none">- Adoption de l'augmentation du barème des primes à la natalité.- Adhésion de la commune à la Caisse Intercommunale des Retraites des agents des communes- Nominations à la Chambre départementale d'agriculture- Emprunt du département du Nord destiné à la reconstruction- Assistances diverses- Avances sur les dommages de guerre
4 mars 1926	<ul style="list-style-type: none">- Projet d'installation du téléphone à la mairie- Installation d'une cabine électrique : subvention au propriétaire du terrain- Participation à l'érection d'un monument à Narbonne en hommage au Citoyen Ferroul- Assistance- Vente aux locataires des terrains sur lesquels sont construites les maisons semi-provisoires- Hospitalisation d'une habitante- Désignation des recenseurs pour le recensement du 7 mars

1926 (suite)

En fin de registre	Suppression de la taxe vicinale (Feuille volante non datée)
	Une ristourne importante ayant été accordée au titre du prêt pour le matériel cultuel de l'église, Monsieur le Maire "propose d'en affecter une partie au règlement des sommes restant dues à divers entrepreneurs ayant contribué à la reconstruction de l'église et de régler avec le reste disponible l'installation de l'horloge destinée à ladite église". (Feuille volante non datée)
	Nomination de M. Augustin Pouille, agriculteur, à la commission communale de statistique agricole, en remplacement de M. Laden, décédé. (Feuille volante datée du 29 octobre 1932)
	Adjudication des travaux de réfection de "la chaussée pavée de la rue Victor Hugo sur une longueur de 24 mètres" à M. Louis Denneullin à Carvin. (Feuille volante datée du 28 octobre 1924)
6 avril 1926	(M. Pierre François Grard, maire) - Portions ménagères redistribuées suite à décès - Allocations journalières - Assistance obligatoire - Fournitures scolaires
22 avril 1926	- Installation du téléphone à la mairie - Demande de classement du chemin de Provin à Bauvin "créé par les Allemands presque à l'emplacement du sentier de rue Dollet [dans] la catégorie des chemins ruraux reconnus". - Caisse intercommunale des retraites des agents communaux - Création du service des layettes et assistances - Classement des véhicules automobiles - Admissions à l'assistance aux familles nombreuses
10 juin 1926	- Nouvelles règles et nouveaux tarifs pour les concessions au cimetière - Service des layettes - Renouvellement de sursis - Demande de subvention par l'Union des Amicales Laïques - Suppression de la taxe vicinale (voir la feuille volante, non datée). Mention marginale : "Il n'a pas été donné suite à la délibération ci-contre". - Jury criminel - Augmentation du traitement des employés municipaux - Travaux de voirie rue Victor Hugo (réparation d'une goulotte en fonte) - Budget du service vicinal - Excédent des dépenses de l'exercice 1925 - Approbation des comptes de gestion - Demande d'assistance aux vieillards
26 juin 1926	- L'agent voyer dépose un rapport "en vue du nouveau plan d'alignement et d'élargissement de la rue Léon Gambetta. [...] Considérant que cette rue présente une certaine activité, que la circulation y est devenue aussi intense que dans les rues principales ; attendu que cette rue ne mesure que six mètres de largeur, que deux voitures se rencontrant risquent d'occasionner des accidents, [le Conseil] décide de porter à huit mètres la largeur de ladite route et approuve dans son entier le nouveau plan d'alignement." - Assistance obligatoire - Portions ménagères redistribuées suite à décès - Organisation de la fête du 14 juillet - Dépenses imprévues

1926 (suite)

6 août 1926	<ul style="list-style-type: none">- Révision des listes électorales des tribunaux et chambres de commerce- Nomination d'un régisseur pour le droit de stationnement- Assistance aux vieillards, aux femmes en couches
18 août 1926	<ul style="list-style-type: none">- Prévision d'une "adjudication de l'enlèvement des boues provenant des aqueducs et du balayage des rues ainsi que de l'enlèvement des cendres ménagères."- "Le Conseil adresse ses félicitations au Corps Enseignant des Écoles laïques pour les brillants succès obtenus cette année aux Examens du Certificat d'études Primaires."- Assistance
24 septembre 1926	<ul style="list-style-type: none">- Vente de vieux fers- Cession de dommages de guerre- Inscription sur la liste des portions ménagères- Assistance- Réception définitive des travaux de reconstruction de l'habitation du directeur d'école des garçons (Entrepreneurs de Provin : MM. Guilbert Emile, Vendeville A., Dancoisne, Trupin)
27 octobre 1926	<ul style="list-style-type: none">- Organisation du 11 novembre- "Cahier des charges pour le transport des Morts par Corbillard". Adjudication pour deux années consécutives. Article 2 ; "Nul ne sera admis pour concourir à l'adjudication s'il n'a pas le cheval nécessaire, noir ou bai brun, et le harnais pour assurer le service." Article 3 : "L'entrepreneur sera tenu d'entretenir le corbillard en bon état de propreté, de poser les garnitures pour les convois" en fonction de la classe choisie par la famille. Article 4 : "Le conducteur devra toujours être présent à la maison mortuaire cinq minutes avant l'heure fixée pour le départ du convoi." Article 5 : "L'entrepreneur sera responsable des accidents qui pourraient se produire par la conduite du corbillard et de toutes les infractions aux règlements de police."- 2ème emprunt du Département du Nord pour les dommages immobiliers de manière à reconstruire au plus vite les bâtiments communaux- Demande de participation à l'emprunt du Pas-de-Calais- Assistances- Radiation ou non de la liste des portions ménagères lorsque les personnes n'ont pas réintégré leur domicile provinois
26 novembre 1926	<ul style="list-style-type: none">- Portions ménagères redistribuées suite à décès- Réception définitive du matériel de l'école des filles- Ouverture d'un crédit- Approbation de la gestion des comptes faite pendant la guerre (par MM. Damageux et Dujardin, régisseurs comptables)- Achat de cinq baraquements "en très mauvais état, mais pour permettre à [des] familles indigentes d'avoir un abri, car la crise du logement sévit fortement dans la commune".- Assistances- "Par suite de la mauvaise qualité du charbon distribué aux ouvriers des Mines de Lens, les rues de la commune sont devenues un dépotoir de pierres, et à tout instant on y rencontre des tas de pierres sur les trottoirs. [...] Une expertise faite sur un wagon a trouvé 3000 kilos de pierres au minimum. [...] Le Conseil décide d'écrire à Monsieur le Directeur des Mines de Lens pour lui demander d'améliorer la fourniture de ce charbon ou bien alors de faire passer un de ses charretiers pour déblayer les rues de la commune."- Assistance aux femmes en couches

1926 (suite)

28 novembre 1926	<ul style="list-style-type: none">- Nomination des commissaires répartiteurs des contributions directes- Révision de la liste électorale- Attribution d'allocations journalières- "L'ancienne municipalité a utilisé une avance qui était destinée à la reconstruction de l'église, à des travaux communaux plus urgents, [...] cette façon de faire étant illégale, d'après la loi du 17 avril 1919, il y aurait lieu de remettre cette avance à sa première destination. [...] Cette somme a été utilisée à des travaux plus urgents tels que École des Filles, École des Garçons, Habitation du directeur, Presbytère, Calvaire, Cimetière, Bascule et divers."- Besoin de crédit, "le Conseil considérant que l'enlèvement des boues et immondices doit se faire régulièrement pour assurer l'hygiène de la commune".
23 décembre 1926	<ul style="list-style-type: none">- Portions ménagères redistribuées suite à décès- Assistance aux femmes en couches- Liste d'assistance médicale gratuite
31 décembre 1926	<ul style="list-style-type: none">- Un seul adjudicataire s'est présenté lors de l'adjudication du transport des Morts par Corbillard "avec une augmentation de 30% sur les prix prévus au cahier des charges". En conséquence les tarifs sont modifiés : Pour un enterrement de 1ère classe 140 francs Pour un enterrement de 2ème classe 90 francs Pour un enterrement de 3ème classe 55 francs Pour un enterrement de 4ème classe 20 francs- M. Albert Trupin résilie son contrat de location pour le garage de son automobile (dans le garage du corbillard). La place sera louée à M. Bos, entrepreneur à Provin.- Assistance aux femmes en couches, hospitalisation, assistance aux vieillards- Demande de crédit pour l'éclairage des rues

1927

25 janvier 1927	<ul style="list-style-type: none">- Demande d'allocation journalière- Portions ménagères redistribuées suite à décès- Le Conseil, "considérant qu'on a fait toutes les démarches possibles auprès de tous les voituriers et charretiers de la commune et qu'aucun d'entre eux n'a consenti à faire le service à meilleur marché [...] décide de maintenir telle qu'elle est l'adjudication du Transport des Morts par Corbillard pour les années 1927 et 1928 et d'accepter M. Leborgne Arthur adjudicataire".- Caisse intercommunale des retraites- Assistances- "Mme Veuve Decarpentry, porteur des télégrammes, déclare démissionner pour le 1er février prochain, en raison de sa santé. [...] Vu la demande de Crombecque Pierre Louis âgé de 56 ans, considérant que celui-ci présente toutes les garanties, tant au point de vue d'honnêteté et de sobriété, [le Conseil décide] qu'il est apte à remplir cet emploi."
-----------------	--

1927 (suite)

30 janvier 1927	<ul style="list-style-type: none">- "Monsieur le Maire expose que depuis longtemps, et notamment par lettres des 8 juillet 1926, 30 décembre 1926 et 25 janvier 1927, l'administration des Postes et Télégraphes réclame une nouvelle installation postale à Provin, étant donné l'exiguïté des locaux actuels ; que le seul et unique moyen de donner satisfaction à l'administration et au public, c'est de transférer l'installation actuelle dans l'immeuble appartenant à la commune, aujourd'hui occupé par l'abbé Lefebvre et dont la jouissance expire le 1er mars prochain ; que des démarches amiables ont été faites près de Monsieur Lefebvre en date du 12 août 1926 et 17 septembre 1926, cette dernière recommandée, pour qu'il abandonne la propriété qu'il occupe à la fin de sa jouissance, mais que ce dernier a répondu qu'il entendait se prévaloir du bénéfice de la loi du 1er avril 1926, voulant en conséquence se maintenir en jouissance jusqu'au 1er avril 1931 ; qu'il y a lieu de contraindre l'abbé Lefebvre à quitter les locaux qu'il occupe, et pour cela revendiquer au profit de la commune de Provin le bénéfice de l'art. 4 paragraphe 7 de ladite loi du 1er avril 1926. Le Conseil municipal, à l'unanimité des voix [...] autorise Monsieur le Maire de Provin à intenter toute action en justice contre le locataire actuel à l'effet de voir dire que c'est à bon droit que la commune de Provin revendique à son profit le bénéfice de la loi du 1er avril 1926 [...] et demander en conséquence l'expulsion du locataire actuel."- Nomination d'un délégué à la chambre d'agriculture- Reconstitution : l'emprunt étant accepté, les travaux de reconstruction de la mairie et de l'église débiteront au printemps prochain.
17 mars 1927	<ul style="list-style-type: none">- Classement des chevaux, mulets et mules- Demande d'allocation militaire formulée par deux réservistes de la classe 20 qui doivent accomplir leur période de 25 jours.- Subvention accordée à une Caisse de Secours- Participation à la souscription "ouverte en vue de l'érection d'un monument au regretté Gustave Delory, ancien Maire de Lille, député du Nord, vice-président du Conseil général".- Faible loyer à régler par les familles occupant les 5 baraquements rachetés- Lettre de M. Duthoit, architecte, au sujet des justifications des dommages de guerre- Assistanes diverses
2 avril 1927	<ul style="list-style-type: none">- Demande de mise en adjudication des travaux de reconstruction de la mairie- Portions ménagères redistribuées- Organisation de la fête du 1er mai avec "Grand bal gratuit et à Grand' Orchestre chez Vasse Ringot, Gd Place"- Demande d'allocation militaire pour "période de 25 jours"- Assistanes
24 avril 1927	<ul style="list-style-type: none">- Élection des délégués sénatoriaux- Portions ménagères redistribuées- Rappel : "un aménagement a déjà été prévu en date du 26 juin 1926 pour la rue Léon Gambetta qui avait une largeur de 6 mètres laquelle fut portée à 8 mètres. [...] Le Conseil ne prévoit pas la nécessité d'un nouveau plan d'alignement."- "Considérant que le chômage étant insignifiant et le travail à peu près normal dans la commune de Provin, [le Conseil] décide que pour le moment il n'y a aucune nécessité d'adhérer au fonds départemental de chômage."- Renouvellement de sursis- Réajustement de l'indemnité de logement des instituteurs et institutrices

1927 (suite)

19 mai 1927	<ul style="list-style-type: none">- Demande d'allocation journalière- Jury criminel- Organisation de la fête des mères françaises du 22 mai- Changement de la date de la foire de Lens- Classement du chemin construit par les Allemands entre Bauvin et Provin en "Chemin rural N°11 - Rue du Marais prolongée" (partie située entre la rue Dollet à Bauvin et le Chemin rural N°3). "Ce chemin sera empierré d'une longueur de 385 mètres entre la rue Dollet à Bauvin et le P.N. de la ligne de Don à Lens à Provin." On recourra à une seule adjudication pour les deux communes.- M. Dancoisne, entrepreneur à Annœullin, rendu adjudicataire le 22 janvier 1925 du lot charpente et menuiserie pour la construction de l'église, ne peut plus maintenir ses prix. Le Conseil décide de lui conserver le bénéfice de l'adjudication.- L'adjudication des travaux de la mairie se fera le 9 juin.- Demandes d'allocation militaire (période de 25 jours)- Assistances- 3ème tranche de l'emprunt pour la reconstruction
29 juin 1927	<ul style="list-style-type: none">- Un crédit est prévu pour l'affaire de l'abbé Lefebvre- Organisation de la fête du 14 juillet- Présentation du plan de la sacristie par M. Duthoit, architecte, accepté "tel qu'il est établi en recommandant à M. Duthoit de ne pas faire trop de luxe à seule fin de ne pas augmenter la dépense."- M. Jules Willefert, "adjudicataire de la maçonnerie pour la reconstruction de l'église [demande] à employer des briques de four à air libre au lieu de briques de four à air continu." Le Conseil, "considérant que l'église détruite dont il reste plusieurs pans de mur en bon état avait été construite avec des briques de four à air libre" donne son accord.- Assistances
23 juillet 1927	<ul style="list-style-type: none">- Relèvement de l'indemnité des instituteurs et institutrices- A la suite du refus d'allocation militaire par l'état, le Conseil "décide d'allouer un secours de 50 francs à chaque réserviste" effectuant sa période de 25 jours.- Vente des matériaux inutilisables de l'église détruite- Le Conseil demande au préfet "d'abroger son arrêté en date du 23 avril 1926 et d'autoriser la circulation sur les rives de la Deûle, principalement par les ouvriers se rendant au travail à vélo et les cultivateurs pour se rendre aux champs."- Budget du service vicinal- Approbation des comptes du receveur de la commune, des divers budgets et comptes- Personne ne s'étant porté volontaire lors de l'adjudication des travaux de peinture et vitrerie de la nouvelle mairie, un marché de gré à gré est passé avec MM. Durot. Sant "ayant offert les prix les plus avantageux".- Augmentation du prix de location du terrain sur lequel sont bâties la mairie et les maisons provisoires.- Assistances- Augmentation du traitement des employés communaux et du garde-champêtre
31 août 1927	<ul style="list-style-type: none">- Listes électorales des tribunaux et chambres de commerce- La librairie Dervaux à Marcq-en-Barœul, moins chère que ses concurrentes, livrera les fournitures scolaires nécessaires à l'école des filles.- Les vieux matériaux de l'église seront vendus "par petits tas afin d'en tirer le plus de profit possible".- Achat d'un dommage de guerre destiné à la reconstruction de la mairie- Modification du budget pour remboursement de la dette- Assistances

1927 (suite)

8 octobre 1927	<ul style="list-style-type: none">- Portions ménagères redistribuées- Aide aux vieillards- Lutte contre la tuberculose et vente de timbres- M. Charles Hurtebise sera autorisé à faire toutes les réparations électriques urgentes dans la commune- Assistances
13 novembre 1927	<ul style="list-style-type: none">- Nomination des commissaires répartiteurs des contributions directes, qui auront pour tâche "de rechercher les modifications à apporter aux tarifs d'évaluation concernant les propriétés non bâties et à déterminer la valeur locative de chacun des immeubles bâtis dans la commune".- Révision de la liste électorale- Vente du timbre antituberculeux. On apprend à cette occasion : M. Houriez directeur d'école, M. Godon et M. Gambier adjoints ; Melle Mortelecque directrice, Mme Mortelecque et Melle Desmet adjointes ; M. Jean Honoré brasseur et M. Louis Demonchy directeur de brasserie ; M. Julien Potteaux et M. L. Mortelecque bouchers ; M. Augustin Potteaux épicier.- Changement de noms de rues : la rue de Bapaume s'appellera rue Henri Ghesquière ; une partie de la rue Victor Hugo s'appellera rue saint-Venant ; la rue Cramette >>> rue Gustave Delory ; la Grand Place >>> Place Jean Jaurès ; la Cité Grise >>> Cité Sacco et Vanzetti- Assistance médicale gratuite, assistance aux femmes en couches
15 décembre 1927	<ul style="list-style-type: none">- Fournitures scolaires- Portions ménagères redistribuées- La maison Roger Fils de Lille, adjudicataire des travaux de couverture de l'église en janvier 1925 ne peut maintenant ses prix. Le Conseil décide d'accepter ses nouvelles propositions, au vu de l'augmentation des prix des matériaux.- Rapport d'entretien des chemins vicinaux- Présentation des plans des guichets de la nouvelle mairie et de "la cloison pliante qui doit séparer la consultation des nourrissons". M. Duthoit, architecte, assure que les travaux seront terminés fin mars 1928. La date de l'inauguration est fixée au dimanche 29 avril 1928. Mais une mention marginale indique : "Annulée : voir délibération du 18 mai 1928."- Inscription "École communale de filles"- Virement de crédit pour l'éclairage. Achat d'une housse pour le corbillard (1500 francs).- Assistances- M. Louis Crombecque démissionne de son poste de facteur du télégraphe. Il sera remplacé par Melle Victorine Mortreux.

1928

2 février 1928	<ul style="list-style-type: none">- Portions ménagères redistribuées- Allocation journalière- Nomination d'un délégué à la Chambre d'agriculture- Le bureau de vote sera installé "comme d'habitude dans les locaux de la mairie". Panneaux d'affichage électoral. Arrêté d'affichage.- Accord pour la création d'une foire d'hiver annuelle à Grenay.- Marché de gré à gré "pour l'installation du chauffage central par eau chaude à la mairie" par M. Deketelaère à Roubaix.- Assistance aux femmes en couches
----------------	---

1928 (suite)

27 février 1928	<ul style="list-style-type: none">- Virement pour l'entretien des bâtiments communaux- Travaux supplémentaires à la mairie, dont le vitrail "posé en verre de couleur mis en plomb".- Assistances, admission à la maternité de l'Hospice de Seclin- Réception définitive de l'installation "du chauffage central par la vapeur à basse tension à l'école des garçons" effectuée par MM. Viste et Clarisse, Lille. (marché du 4 septembre 1923).- Vote d'une subvention en faveur de la Fédération Internationale des Associations des Instituteurs (rapprochement franco-allemand).- Vote d'un crédit pour les fournitures classiques- Représailles contre M. Houriez, directeur de l'école de garçons, "à cause d'une odieuse calomnie".
5 avril 1928	<ul style="list-style-type: none">- Portions ménagères redistribuées- Le soubassement de la salle des délibérations de la nouvelle mairie sera fait en "carreaux céramiques".- Assistance aux femmes en couches
17 avril 1928	<ul style="list-style-type: none">- Allocation journalière- Organisation de la fête du 1er mai- Assistances et hospitalisation
18 mai 1928	<ul style="list-style-type: none">- Portions ménagères redistribuées- Allocations militaires- La fête des mères est reportée au dimanche 3 juin.- Jury criminel- Assistances- Abonnement à la Société des Auteurs et Compositeurs
23 juin 1928	<ul style="list-style-type: none">- Budget vicinal- Comptes de gestion du receveur municipal- Comptes administratifs du maire- Budgets- Fête des mères- "Le Conseil décide que les pesées de la bascule publique qui étaient faites jusqu'à présent par le nommé T'Kindt Henri seraient effectuées à partir du 1er juillet par les employés communaux."- Assistances- Les 5 baraquements achetés coûtant trop cher en réparations, les maigres loyers ne suffisant pas à couvrir la dépense, le Conseil "décide de céder lesdits baraquements aux occupants" (idem page 104 bis).- Organisation de la fête du 14 juillet.
31 juillet 1928	<ul style="list-style-type: none">- Révision des listes électorales des tribunaux et chambre de commerce- Subvention à la Caisse de Secours et de Mutualité des Contributions Indirectes- Abonnement à la Fédération des Municipalités Socialistes
16 août 1928	<ul style="list-style-type: none">- Portions ménagères redistribuées- Inspection des viandes : changement d'inspecteur

1928 (suite)

23 août 1928	<ul style="list-style-type: none">- Demande de sursis d'incorporation- Nouvelle adjudication pour le service d'enlèvement des boues et immondices et cendres ménagères- Assistances
25 septembre 1928	<ul style="list-style-type: none">- Règlement de l'indemnité de logement à M. Gambier, ex-instituteur à Provin- Location de la chasse- Restauration des rues de la commune
11 octobre 1928	<ul style="list-style-type: none">- "Les rues de la commune doivent être nettoyées en temps voulu pour le maintien de l'hygiène publique" ; M. François Damageux est maintenu comme adjudicataire pour les deux années à venir ; "l'intéressé est obligatoirement tenu de nettoyer les rues de la commune deux fois par semaine les mercredi et samedi."- Révision des taux des pesées de la bascule publique- Fournitures scolaires- Assistances
7 novembre 1928	<ul style="list-style-type: none">- Cahier des charges pour fournitures scolaires- Formation du comité chargé de la vente des timbres antituberculeux. Aux noms déjà cités pour la même occasion, s'ajoutent : Antoine Mortelecque-Trupin et Mme Veuve Fourmaux chefs de tissage ; Louis Mortelecque et Mortreux-Wiplier chevilleurs ; Jean Baptiste Bocquet commerçant.- Location de la chasse
21 novembre 1928	<ul style="list-style-type: none">- "L'adjudication pour la conduite du corbillard vient à expiration le 31 décembre 1928.". Établissement du cahier des charges (pas de modifications)- Révision de la liste électorale- Assistances
27 décembre 1928	<ul style="list-style-type: none">- Redistribution de portions ménagères- Le Conseil "remercie la Municipalité Bauvinoise d'avoir songé à faire profiter les habitants de Provin dans leur initiative : [les Provinois qui le désirent sont invités] à faire partie de la Coopérative d'Habitations à bon marché "La Concorde Bauvinoise"".- Assistances- Gratification en faveur du garde-champêtre

1929

3 février 1929	<ul style="list-style-type: none">- Révision de la liste d'agriculture- Indemnité de logement accordée à Melle Cordier Eugénie, institutrice- Travaux de réfection de la chapelle du chemin du Riez- Allocations militaires- Monsieur le Maire [...] a reçu une offre d'achat du presbytère par Monsieur l'abbé Lefebvre, locataire actuel de cet immeuble, pour la somme de trente mille francs. [...] Considérant que le terrain sur lequel est construit cet immeuble a été donné exclusivement pour y construire un presbytère, que celui-ci, bâti depuis déjà un certain temps, présente une grande vétusté, qu'une offre meilleure n'est pas à envisager [le Conseil] décide de céder cet immeuble au pris sus-indiqué. [...] Cette somme sera destinée à payer une partie de l'édification d'un bureau de poste que la commune se propose de faire construire à la demande réitérée de l'administration des P.T.T."- Assistances
----------------	--

1929 (suite)

28 février 1929	<ul style="list-style-type: none"> - Portions ménagères redistribuées - Classement des chevaux - Nomination des candidats à la commission des commissaires répartiteurs des contributions directes - Adjudication du corbillard à M. Arthur Leborgne. Augmentation des tarifs : <ul style="list-style-type: none"> Pour un enterrement de 1ère classe 150 francs Pour un enterrement de 2ème classe 95 francs Pour un enterrement de 3ème classe 55 francs Pour un enterrement de 4ème classe 20 francs Indigents Gratuit - Assistances, demande d'hospitalisation, secours en nature - La commune donne sa garantie pour les deux habitants de Provin qui ont adhéré à la Concorde Bauvinoise ainsi que pour ceux qui pourraient y adhérer dans l'avenir.
30 mars 1929	<ul style="list-style-type: none"> - L'on souhaite "l'exacte reconstitution de l'église telle qu'elle était en 1914".
18 avril 1929	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation de la fête du 1er mai - Assistances ; accord avec "La Concorde Bauvinoise" concernant les garanties
19 mai 1929	<ul style="list-style-type: none"> - Installation du Conseil municipal, élection d'un maire (Pierre François Gard) et d'un adjoint (Arthur Leborgne) - Bureau de bienfaisance
29 mai 1929	<ul style="list-style-type: none"> - Commissions diverses - Assistances diverses et assistance aux aveugles - Allocation militaire - Jury criminel
3 juillet 1929	<ul style="list-style-type: none"> - Achat de dommages de guerre - Organisation de la fête du 14 juillet - Allocation journalière et assistances
17 juillet 1929	<ul style="list-style-type: none"> - Achat de dommages de guerre qui seront utilisés pour la construction d'un nouveau bureau de poste - Assistance aux aveugles - Budget du service vicinal - Gestion des comptes et budgets - Subvention à l'Institut Pasteur
15 août 1929	<ul style="list-style-type: none"> - Redistribution de portions ménagères (M. P F Gard, le maire, est âgé de 70 ans) - Liste des électeurs à la chambre de commerce ; Commission de statistique agricole - "Monsieur l'Inspecteur fait connaître qu'il y aurait lieu d'envisager d'urgence la création d'une quatrième classe à l'école des garçons, vu le nombre effectif des élèves qui se monte actuellement à 141 et paraissant atteindre 166 fin août 1930 avec les naissances de 1924." Le Conseil "décide la construction d'une quatrième classe sur le terrain contigu à l'école des garçons. En attendant que la construction de cette classe soit finie, il serait possible que la quatrième classe se fasse dans une salle de la nouvelle mairie très propice à cet effet et à proximité de l'école des garçons". - Révision de la liste des portions ménagères - Contrat entre la Cie Électrique du Nord et le Maire concernant le statut du personnel. (L'acte de concession date du 23 juin 1924.)

1929 (suite)

12 septembre 1929	<ul style="list-style-type: none">- Redistribution de portions ménagères- Participation à l'édification d'un monument "au Citoyen Emile Pierronne, Maire de Neuville-sur-Escout ainsi qu'à celle d'un monument "à la mémoire du camarade Claude Triquet [qui] fut lâchement assassiné un jour de grève [aux Mines de Marles, Ferfay-Cauchy] (15 mai 1920) par un coup de fusil tiré à bout portant par un non gréviste. Également à celle du "citoyen Jules Nadi, député de 1914 à novembre 1928 de la 2ème circonscription de Valence, Drôme, [qui] fut toujours un ardent défenseur des travailleurs et des infortunés, toujours dévoué pour leur rendre service".- Rétablissement de "la fête du quartier du Riez qui existait avant-guerre le dernier dimanche de septembre, [qu'il] aurait lieu de rétablir."- "M. Jean Francki garagiste rue Nationale à Provin a fait une demande d'autorisation de débiter sur la voie publique de l'essence par chariot transporteur en face de son garage sis Rue Nationale, Chemin de Grande Communication N°39". Cette demande sera acceptée, respectant les dispositions de l'arrêté en date du 1er décembre 1923.- Augmentation du traitement des employés de la mairie- Subvention demandée par "La Fanfare Ouvrière"- Assistances, demande d'hospitalisation
23 octobre 1929	<ul style="list-style-type: none">- Redistribution de portions ménagères- Indemnité de logement accordée à M. Marcel Lohez, instituteur- Vente du timbre antituberculeux (3ème année)- Allocation militaire- Assistance
31 octobre 1929	<ul style="list-style-type: none">- Organisation de la fête du 11 novembre- Sera approuvé par le préfet le 18 février 1830 : "Toutes les démarches auprès des propriétaires de terrains situés dans la rue Nationale sont restées vaines au sujet de l'établissement d'un bureau de poste, celui existant étant de beaucoup trop exigü. [Monsieur le Maire] appelle l'attention de l'assemblée sur l'opportunité d'acquérir un immeuble appartenant à Madame Veuve Parsy-Roiseau Georgina, situé Rue Léon Gambetta, consistant en un bel immeuble et dépendances avec jardin, le tout d'une contenance de neuf ares soixante dix huit centiares, section A N° 998P"- Augmentation des remises du receveur municipal (M. A. Bernard)- Comptes de gestion- Vente aux locataires des parcelles sur lesquelles sont situées 5 maisons semi-provisaires.- Révision des listes électorales
30 novembre 1929	<ul style="list-style-type: none">- Assemblée extraordinaire (décès de M. Alfred Cousin, conseiller municipal) 11 décembre 1929- Fournitures scolaires pour 1930 et cahier des charges- A propos des "dix-huit maisons semi-provisaires construites par le service de la Reconstitution et situées rue Léon Gambetta à Provin, sur la parcelle de terrain N° 1151 section A [...] il y aurait lieu d'y effectuer d'urgence les travaux nécessaires, tels que pavage, électrification, etc., signalés l'année dernière et dont le montant pourrait s'élever à cent deux mille francs. Il va sans dire que la commune de Provin n'entrera pas dans les dépenses susmentionnées, attendu que des frais considérables ont déjà été engagés pour celles-ci pour la construction d'un égout et fils d'eau pour l'évacuation des eaux pluviales et ménagères. En conséquence le Conseil municipal prie Monsieur le Préfet de bien vouloir faire effectuer desdits travaux d'urgence en y donnant son approbation."- Assistances diverses, demande d'hospitalisation

1930

21 janvier 1930	<ul style="list-style-type: none">- Demande d'hospitalisation, assistance- Demande de crédit pour la reconstruction de la mairie, en conséquence de la diminution de l'Emprunt départemental.- L'achat de l'immeuble destiné à être le nouveau bureau de poste est sur le point d'aboutir. La somme recueillie lors de la vente des 5 maisons semi-provisoires y sera consacrée.- Allocations pour réservistes- Réception définitive des travaux de reconstruction de la mairie le 9 janvier 1930. Travaux effectués par M. Guilbert-Leborgne Emile, entrepreneur à Provin et Roger Fils, entrepreneur à Lille ; Durot Sant, entrepreneur de peinture à Bauvin.- Assistance
6 février 1930	<ul style="list-style-type: none">- Vote d'un emprunt de 65.000 francs remboursable sur 30 ans destiné à l'achat de l'immeuble de Mme Veuve Parsy-Roiseau devant devenir bureau de poste, "dont le prix s'élèvera à la somme de 95 000 francs".- Commissaires répartiteurs des contributions directes- Délégué à la chambre d'agriculture- Allocation militaire
4 mars 1930	<ul style="list-style-type: none">- Réception définitive des travaux de reconstruction de la mairie le 14 janvier 1930. Travaux effectués par M. P. Lecieux, entrepreneur à Provin- Secours aux ouvriers en grève depuis plusieurs mois à Beauvois-Fontaine- Création d'une 4ème classe et d'un 3ème emploi d'adjoint à l'école des garçons acceptée- Indemnité allouée à quelques "élèves indigents ou très modestes continuant leurs études" (6 garçons, 2 filles)
14 mars 1930	<ul style="list-style-type: none">- Allocation militaire- Vote d'un crédit pour la fête des mères- Acceptation de la proposition de M. Duthoit, architecte, de plans et devis au sujet de la 4ème classe à l'école des garçons. "La construction d'une 3ème classe a déjà eu lieu en 1924 et la subvention sollicitée à cette époque n'eut aucune suite". Demande de subvention.- Assistances- Le Conseil vote "un secours extraordinaire" en faveur des sinistrés du Midi, qui "ont subi une effroyable catastrophe "due aux inondations. "Il décide en outre qu'une quête à domicile sera organisée dans la commune le dimanche 16 mars."
31 mars 1930	<ul style="list-style-type: none">- Embauche de femmes de service pour les écoles et la mairie- Allocations militaires- Assistances- "M. Guilbert-Leborgne, entrepreneur de menuiserie à Provin, s'engage à exécuter pour la commune de Provin les travaux de charpente et menuiserie du [nouveau] bureau de poste, suivant devis détaillé en date du 17 mars 1930." Un même marché de gré à gré est passé avec M. Liévin Marcy pour les travaux de maçonnerie.- Organisation de la fête du 1er mai.- Arrêté municipal concernant l'interdiction du commerce de psittacidés (transmission de maladie)

1930 (suite)

16 avril 1930	<ul style="list-style-type: none">- Sur la demande de l'Inspecteur des P.T.T., le chauffage central sera installé au Bureau de poste. Le local sera loué à l'administration 6000 francs annuellement ; le jardin étant étendu, le Conseil "se réserve pour des besoins ultérieurs 13 mètres de façade du côté Féron-Leborgne".- La proposition de concession d'eau potable aux Eaux du Nord sera discutée plus tard.- Acquisition de pavés provenant de la route de Seclin à Camphin.- Indemnité de logement accordée à M. Leboeuf, instituteur- M. Lismond Gillard, entrepreneur à Annœullin, sera chargé des travaux de plafonnage au bureau de poste.
15 mai 1930	<ul style="list-style-type: none">- La reconstruction du Maître Autel de l'église sera confiée à M. François Lecat, marbrier à Cousolre. Suit une très longue et précise description des travaux attendus.- M. Ch. Wauthy, fondeur à Sin-le-Noble, exécutera, livrera et posera une nouvelle cloche pour l'église. Suivent les détails de la commande.- Le chauffage central sera installé dans l'église ainsi que dans le bureau de poste par M. De Ketelaëre, Roubaix.
28 mai 1930	<ul style="list-style-type: none">- Assistances- L'installation électrique de l'église sera faite par l'Entreprise Électrique du Nord à Lille. Suit la répartition de l'équipement.- Jury criminel- Assistance aux familles nombreuses- Acceptation de l'installation d'une porcherie, "demandée par M. Goddaërt François [qui] se trouvera à l'extrémité du village sur la route de Provin à Annœullin et éloignée de toute habitation".- Organisation de la fête des mères françaises
25 juin 1930	<ul style="list-style-type: none">- Redistribution de portions ménagères- Organisation de la fête du 14 juillet- Relèvement de la taxe sur les chiens- Comptes de gestion divers- Garantie accordée pour "La Concorde Bauvinoise"- Assistance
28 juillet 1930	<ul style="list-style-type: none">- Virement de crédit- Allocation militaire- Augmentation du prix des concessions au cimetière, en faveur du Bureau de bienfaisance- Assistance aux femmes en couches
29 août 1930	<ul style="list-style-type: none">- Redistribution de portions ménagères- Révision de la liste des électeurs aux tribunaux de commerce- Demande de virement de crédit destiné au bureau de poste- Assistances
6 septembre 1930	<ul style="list-style-type: none">- Redistribution de portions ménagères- Allocation militaire- Assistances- Budget vicinal- M. Albert Trupin, entrepreneur de peinture à Provin, exécutera les travaux de peinture dans les classes de l'école des garçons et de l'école des filles.- Cette page comporte un plan d'alignement sur lequel figure l'ancien abreuvoir. 30 décembre 1931 également. (Voir aussi une feuille volante)

1930 (suite)

septembre 1930	Plan d'alignement sur lequel figure l'ancien abreuvoir (feuille volante placée en fin du registre 1926-1934 – voir aussi en décembre 1931)
12 octobre 1930	<ul style="list-style-type: none"> - Élections sénatoriales - Réception définitive des travaux de M. Trupin à l'école des garçons et à l'école des filles
3 novembre 1930	<ul style="list-style-type: none"> - Fête du 11 novembre - 4ème vente du timbre antituberculeux. A cette occasion : <ul style="list-style-type: none"> >>> noms des instituteurs laïques : Charles Houriez, Louis Delannoy, Marcel Lohez, Edgard Leboeuf >>> noms des institutrices laïques : Melle Victoire Mortelecque, Mme Veuve Mortelecque, Melle Eugénie Cordier >>> noms des institutrices libres : Hélène Tiberghien, Jeanne Tiberghien, Marie-Thérèse Tiberghien - Cahier des charges pour l'adjudication du transport par corbillard - Cahier des charges pour l'adjudication de l'enlèvement des boues - Réception des travaux d'installation du chauffage central au bureau de poste - Réception des travaux d'installation de la cloche de l'église - Assistances
27 novembre 1930	<ul style="list-style-type: none"> - Révision des listes électorales pour 1931 - Assistances - demande d'autorisation de construire la 4ème classe, avec engagement auprès de la préfecture - Assistance médicale
23 décembre 1930	<ul style="list-style-type: none"> - Redistribution de portions ménagères - Adjudication de l'enlèvement des boues et cendres ménagères : Camille Leborgne, voiturier à Provin - Adjudication du transport par corbillard : Arthur Leborgne - Résultat de la quête organisée le 30 novembre pour les marins sinistrés - Assistances, hospitalisation - Femmes de service : départ et embauche - Réception définitive des travaux de chauffage à l'église le 21 janvier 1931 - Réception définitive des travaux d'installation du maître autel à l'église le 21 janvier 1931 - Fournitures scolaires

1931

7 février 1931	<ul style="list-style-type: none"> - Redistribution de portions ménagères - Nomination des commissaires répartiteurs - La chambre d'agriculture - Allocation militaire - La loi sur les loyers - Assistances - "La somme (1000 francs) destinée à l'achat d'un kiosque démontable pour concerts n'ayant pas été utilisée", autorisation est demandée "de se servir de cette somme à seule fin de pouvoir parvenir à payer les sommes restant dues sur les fournitures scolaires livrées pendant l'année 1930." Même destination de la somme non utilisée pour régler le garde messier.
----------------	---

1931 (suite)

24 février 1931	<ul style="list-style-type: none">- Redistribution de portions ménagères- Allocation militaire- Classement des chevaux et voitures hippomobiles- Recensement du 8 mars prochain : désignation des recenseurs- Adhésion au fonds départemental de chômage- Réception définitive des travaux de plafonnage, de charpente, de menuiserie, de maçonnerie et de carrelage du bureau de poste- Demandes d'hospitalisation, assistance
4 avril 1931	<ul style="list-style-type: none">- Allocation militaire- Entretien des chemins vicinaux- Demande d'avance pour régler le mobilier cultuel de l'église et d'autres travaux- "Couverture du fossé longeant le chemin rural N°11 dit du Marais prolongé"- Assistances- Nomination d'un régisseur comptable chargé de la distribution des secours aux chômeurs (Louis Damageux, 41 ans, par ailleurs garde-champêtre de la commune)
21 avril 1931	<ul style="list-style-type: none">- Redistribution de portions ménagères- La fête du 1er mai- La fête des mères françaises- Assistances- Femmes de service : départ et embauche
5 juin 1931	<ul style="list-style-type: none">- Jury criminel- Vente des timbres antituberculeux
1er juillet 1931	<ul style="list-style-type: none">- La fête nationale du 14 juillet- Remerciements reçus- Allocation militaire- Assistance- Budget du service vicinal- Réception définitive des travaux de serrurerie et de ferronnerie à l'église- Assistance
17 juillet 1931	<ul style="list-style-type: none">- Comptes de gestion, budgets- Réception d'un avis favorable à la demande de subvention pour la construction d'une 4ème classe à l'école des garçons- Assistance- Classement des routes départementales et des chemins d'intérêt commun dans la catégorie des chemins de grande communication
14 août 1931	<ul style="list-style-type: none">- Redistribution de portions ménagères- Révision des listes électorales des tribunaux et chambres de commerce- Entretien des chemins vicinaux- Aux écoles, réfection de peinture effectuée par M. Albert Trupin- Demandes d'hospitalisation- Assistance- Allocation militaire

1931 (suite)

25 septembre 1931	<ul style="list-style-type: none"> - Redistribution de portions ménagères - Assistance - Budget - Le Maire, M. Pierre François Gard, "prend sa retraite d'ouvrier mineur cette année". Un crédit de frais de représentation lui est voté, contre un premier avis du préfet. - Taxe sur les chiens - Assistance
6 novembre 1931	<ul style="list-style-type: none"> - Redistribution de portions ménagères - Réception définitive des travaux de peinture aux écoles - Assistances - Aliénation d'un terrain détenu par le Bureau de Bienfaisance "pour y construire des maisons à bon marché".
17 novembre 1931	<ul style="list-style-type: none"> - Allocation militaire - Demande d'hospitalisation - Habitations à bon marché : loi Loucheur et participation communale - 5ème vente du timbre antituberculeux. Où l'on apprend que M. Achille Lamand est débitant de tabac, Albert Tailliez boucher, Alexandre Héreng minotier.
1er décembre 1931	<ul style="list-style-type: none"> - Assistances - Choix d'un conseiller correspondant de l'Office Départemental de la Main d'œuvre - Révision des listes électorales - Formation des listes électorales de la Chambre des Métiers Nord, qui a été créée par décret le 5 octobre 1931. Où l'on apprend que M. Emile Delhay né à Selvigny le 15 août 1886 est horloger et ébéniste, M. Léon Marcy est maçon, M. Julien Gard est rémouleur.
30 décembre 1931	<ul style="list-style-type: none"> - Allocation militaire - Redistribution de portions ménagères - Assistances - Réception définitive le 26 novembre 1931 des travaux réalisés à la nouvelle église, "plafonnages simili-pierres, Sculptures exécutés par messieurs Courbez et Boque, entrepreneurs à Lille, suivant adjudication du 8 mai 1926 approuvée le 17 mai 1929" - Marché de gré à gré avec M. Trupin qui effectuera au bureau de poste les travaux de peinture, vitrerie et tapisserie. - Caisse des retraites et assurance sociale - Assistance - Plan d'alignement sur lequel figure l'ancien abreuvoir
décembre 1931	Plan d'alignement sur lequel figure l'ancien abreuvoir (feuille volante placée en fin du registre 1926-1934 – voir aussi en septembre 1930)
	MANQUENT 2 PAGES
	<p>Emplacement des panneaux électoraux</p> <p>Demandes d'allocations militaires (Épouses des réservistes).</p> <p>Assurances sociales en chômage. Demandes adressées au gouvernement, dont celle de la réduction de la semaine de travail à 40 heures sans perte de salaire.</p> <p>Fournitures scolaires pour l'année 1932.</p>

1932

<p>18 février 1932</p>	<p>Redistribution de portions ménagères. L'une des 2 délibérations sera annulée et remplacée par celle du 18 mars 1932. Nomination des candidats commissaires répartiteurs des contributions directes. Nomination d'un délégué auprès de la Chambre d'agriculture. Demandes d'allocations militaires (Épouses des réservistes). Demande d'hospitalisation. Assistance aux vieillards. Assistance aux femmes en couches. Crédits pour le fonds de chômage. Les chômeurs seront employés à divers travaux. Approbation des travaux de peinture et vitrerie effectués par M. Trupin au Bureau de poste. Arrêté municipal au sujet du creusement des tombes dans le cimetière communal. La sécurité sociale du garde-champêtre. Réception définitive des travaux de carrelage exécutés par M. Emile Guilbert, entrepreneur à Provin, à l'église, suivant adjudication du 8 mai 1929. "Réception définitive des travaux de plafonnage, simili-pierres, sculptures exécutés par MM. Courbez et Boque, entrepreneurs à Lille à la Reconstruction de l'Église, suivant adjudication du 8 mai 1929". S'ajoutent les travaux de plâtrerie effectués par la même entreprise, "suivant marché de gré à gré supplémentaire du 23 janvier 1930" ; les travaux de maçonnerie et cimentage réalisés par M. Jules Willefert ; les travaux de couverture et zingage de M. Roger fils, entrepreneur à Lille ; les travaux de charpente et menuiserie effectués par M. P. Dancoisne d'Annœullin.</p>
<p>18 mars 1932</p>	<p>Portions ménagères : correction de l'erreur du 18 février. Le 1er octobre 1932 la commune prendra possession de portions ménagères pour y établir un terrain de sports. Fournitures scolaires pour 1932.</p>
<p>21 avril 1932</p>	<p>Organisation de la fête du 1er mai. Secours aux chômeurs. Assistance aux femmes en couches, aux vieillards. Approbation des travaux de peinture et vitrerie réalisés à l'église par M. Ch. Cordonnier, entrepreneur à Bauvin, suivant adjudication du 8 mai 1929.</p>
<p>29 avril 1932</p>	<p>Redistribution de portions ménagères Inspection sanitaire des viandes</p>
<p>10 mai 1932</p>	<p>Élections sénatoriales Problème de mitoyenneté</p>
<p>27 mai 1932</p>	<p>Redistribution de portions ménagères Clôture du cimetière et rachat de terrain</p>
<p>13 juin 1932</p>	<p>Jury criminel. Budget vicinal exercice 1933. Ouverture de crédit pour paiement aux assurances sociales. Assistance aux femmes en couches, aux vieillards. Fête du 14 juillet 1932 Clôture du cimetière (confirmation)</p>

1932 (suite)

3 juillet 1932	<p>Redistribution de portions ménagères. Comptes de gestion du receveur municipal. Compte administratif du maire. Budgets. Assistance aux femmes en couches. Reconstruction de l'église : l'installation d'une horloge sera faite par "M. Jean Baptiste Philippe, fabricant d'horloges monumentales, 38 rue Jeanne d'Arc à Arras" (avec détails et description).</p>
21 juillet 1932	<p>Lotissement d'un terrain appartenant au bureau de bienfaisance "pour y bâtir des maisons à bon marché à usage d'ouvriers". Approbation des travaux d'électricité à l'église "suivant marché de gré à gré du 21 mai 1930" passé avec l'Entreprise Électrique du Nord, Lille.</p>
25 août 1932	<p>Redistribution de portions ménagères. Listes électorales (tribunaux, chambre de commerce). Adoption d'un nouveau crédit d'aide aux chômeurs (rétribution de travaux d'intérêt public). Demande de bonification d'intérêts. Demandes d'allocations pour départs à l'armée. École des filles : création d'une 4ème classe (détail du nombre d'élèves). Clôture du cimetière. Révision des évaluations des propriétés non bâties</p>
11 septembre 1932	<p>Élections sénatoriales.</p>
16 septembre 1932	<p>Demande d'allocation militaire. Subvention accordée à la commune de Commentry (Allier) pour servir à l'édification d'une statue. Assistance aux vieillards, aux femmes en couches. Société de Secours des Mines de Lens, consultation des malades (délibération annulée le 10 octobre 1938)</p>
8 octobre 1932	<p>Redistribution de portions ménagères. Nouveaux crédits pour le fonds de chômage. Adjudication de la clôture du cimetière : M. Dubois, Bauvin. Achat du terrain jouxtant le cimetière</p>
29 octobre 1932	<p>Nomination de M. Augustin Pouille, agriculteur, à la commission communale de statistique agricole, en remplacement de M. Laden, décédé. (Feuille volante en fin de registre, à l'année 1926)</p>
15 novembre 1932	<p>Clôture presque terminée, nouvelles concessions à vendre au cimetière. Installation d'une porte en bout de cimetière pour en faciliter l'accès au fossoyeur. Installation d'une pompe au cimetière. Caisse de secours des percepteurs et employés de perception. Adjudications en prévision : boues et immondices ; corbillard Révision des listes électorales pour 1933. Ouverture de crédit sur ristournes d'emprunt. Cahier des charges pour le transport par corbillard (détails). Cahier des charges pour l'enlèvement des boues et immondices (détails).</p>

1932 (suite)

25 novembre 1932	<p>Redistribution de portions ménagères. Assistance aux vieillards. Demande d'hospitalisation. Vente du timbre anti-tuberculeux. A cette occasion, noms des instituteurs : Charles Houriez, Louis Delannoy, Marcel Lohez, Edgar Leboeuf ; noms des institutrices laïques : Victoire Mortelecque, Eugénie Cordier, Melle Legrand ; noms des institutrices libres : Hélène, Jeanne et Marie-Thérèse Tiberghien. Bouchers : Julien Potteaux, René Mortelecque, Eugène Masselot, Cyrille Masselot, Albert Tailliez. Puis Jean-Baptiste Mortreux, chevilleur ; Augustin Potteaux et Maurice Dewever, épiciers ; Louis Menu, quincaillier ; Alexandre Héreng, minotier. Assistance aux femmes en couches. Mutilés de guerre. Clôture et embellissement du cimetière : travaux exécutés par des chômeurs. Demande de subvention. Assistance aux incurables. École de garçons : construction d'une 4ème classe, demande de prêt. Travaux communaux : subventions</p>
------------------	--

1933

14 janvier 1933	<p>Redistribution de portions ménagères. Crédit pour venir en aide aux ouvriers au chômage. Adjudications : boues et immondices : André Pouille ; corbillard : Pierre Buisette Demande d'hospitalisation. Assistance aux femmes en couches. Emprunt pour construction d'une 4ème classe à l'école des garçons. Suppression de la distribution postale du dimanche. Crédit pour les dépenses d'éclairage public. Demande de bonification d'intérêts. Assistance aux vieillards. Règlement des dépenses occasionnées par la vaccination antidiptérique</p>
21 février 1933	<p>Redistribution de portions ménagères Révision des listes électorales de la Chambre des Métiers du Nord, de la Chambre d'agriculture Nomination des commissaires répartiteurs Réception des travaux de clôture du cimetière Ouvertures de crédits</p>
21 mars 1933	<p>Redistribution de portions ménagères Assistance aux femmes en couches Demandes d'allocation militaire Demande de sursis d'incorporation Bonification d'intérêts</p>
27 mars 1933	<p>Demande de sursis d'incorporation</p>

1933 (suite)

13 avril 1933	<p> Demande d'allocation militaire Dispensaire antituberculeux de Seclin Assistance aux vieillards Fête du 1er mai 1933 Allocation militaire pour réserviste Réception définitive de la 4ème classe Inspection sanitaire des viandes </p>
16 mai 1933	<p> Ouverture de crédit pour la 4ème classe et l'horloge de l'église Jury criminel Bonification d'intérêts Assistance aux vieillards </p>
28 juin 1933	<p> Assistance aux femmes en couches, aux infirmes et incurables Fête du 14 juillet 1933 </p>
28 juin 1933	<p> Extraits datés du 28 juin 1933 (assistance aux infirmes et incurables) placés en fin de ce registre </p>
27 juillet 1933	<p> Compte de gestion du receveur municipal Compte administratif du maire Budget additionnel 1933 Budget prévisionnel 1934 Comptes et budget du Bureau de Bienfaisance Budget vicinal Allocation militaire pour réserviste Désaffectation de portions ménagères et versement de rentes aux portionnaires dépossédés en vue de l'établissement d'un terrain de sports Demande de virement du capital des dommages de guerre </p>
26 août 1933	<p> Révision des listes électorales : tribunaux, chambre de commerce Redistribution de portions ménagères Augmentation du traitement des employés municipaux et du garde-champêtre Subventions à diverses sociétés : la Fanfare Ouvrière, la Jeune Garde Provinoise, la Société Sportive </p>
14 octobre 1933	<p> Demande d'allocation militaire </p>
7 novembre 1933	<p> Assistance aux femmes en couches Redistribution de portions ménagères Affaire du sentier dit "le cordon du village", coupé par une construction de M. Honoré Cordier. Crédit pour les honoraires d'un avocat Vente du timbre antituberculeux </p>
2 décembre 1933	<p> Affaire Honoré Cordier. L'avocat-conseil a été choisi. Vote d'un crédit </p>
18 décembre 1933	<p> Délégués à la révision des listes électorales pour 1934 Révision des évaluations foncières Assistance aux femmes en couche. Régularisation de crédits Installation de l'horloge à l'église : réception définitive Réfection des sentiers en mauvais état </p>

1934

18 janvier 1934	Assistance aux vieillards Révision de la liste électorale de la Chambre d'agriculture Assistance aux femmes en couches Allocations militaires Construction de la 4ème classe (école de garçons) : subvention obtenue
8 février 1934	Extension du réseau électrique (noms des rues concernées) Païement des allocations de chômage Demande d'ouverture de crédits Nomination d'un délégué à la Chambre départementale d'agriculture Fournitures scolaires pour 1934 Liste électorale de la Chambre des métiers du Nord
31 mars 1934	Entretien des chemins vicinaux (adjudication) Allocation militaire pour réservistes Assistance aux femmes en couches Extension du réseau électrique (suite)
21 avril 1934	Organisation de la fête du 1er mai Entretien des chemins vicinaux ordinaires Nomination des commissaires répartiteurs Réfection des peintures de la mairie par M. Trupin (marché de gré à gré) Jury criminel
27 juin 1934	Utilisation d'un reliquat pour solder certains comptes de travaux Assistance aux femmes en couches Fête nationale du 14 juillet 1934 Allocations militaires
3 juillet 1934	Affaire Cordier : décision du juge, "remettre le sentier dans son état primitif" Classement chemins ruraux. (Lien avec l'affaire Cordier)
3 août 1934	Budget vicinal Compte de gestion du receveur municipal Compte administratif du maire Budget additionnel 1934 Budget primitif 1935 Comptes du Bureau de bienfaisance Assistance aux infirmes et incurables
30 août 1934	Assistance aux vieillards, aux femmes en couches Listes électorales des tribunaux et chambres de commerce
12 septembre 1934	Redistribution de portions ménagères
19 octobre 1934	Allocations militaires Garantie accordée à la Société d'habitation à Bon Marché "La Concorde Bauvinoise" Assistance aux femmes en couches, aux infirmes et aux incurables Fête du 11 novembre 1934 Accord entre les communes en faveur des chômeurs

1934 (suite)

7 novembre 1934	Adjudication des boues et immondices (avec cahier des charges) Adjudication du corbillard pour 1935-36 (avec cahier des charges) Réception des travaux de peinture et tapisserie à la mairie Vente du timbre antituberculeux Allocations militaires
22 novembre 1934	Paiement des allocations familiales généralisé Ouverture de crédit pour les aliénés Virement de crédits Extension du réseau électrique : nouveau devis de la Compagnie Électrique, moins élevé
20 décembre 1934	Révision des listes électorales pour 1925 Redistribution de portions ménagères Assistance aux femmes en couches Demande d'hospitalisation Noël des enfants des écoles (une coquille), des enfants des chômeurs (somme recueillie auprès de la population, ainsi que 35 dons en nature). [suite dans le registre suivant] Rétablissement d'un sentier rue Victor Hugo. Le Conseil s'élève contre les suppressions de postes d'enseignants dans le département. Règlement de l'adhésion à la Caisse Intercommunale de Retraite.
En fin du registre 1926-1934 Feuilles volantes	Extraits des registres, en date du 28 juin 1933 (assistance aux infirmes et incurables).
	8 février 1937 : Feuille volante : Obligation de transmettre copie des délibérations à la préfecture
	Ci-après, feuilles volantes suivantes placées en fin du registre 1926-1934. Elles concernent toutes le même secteur de Provin.
11 mars 1937	Lettre d'un particulier : demande d'alignement en vue d'une construction rue Gustave Delory.
11 mars 1937	Réponse faite à la demande d'alignement
	Plan se rapportant à la demande précédente.
12 mars 1937	Lettre d'un particulier : demande d'alignement en vue d'une construction rue Saint-Venant.
	Réponse faite à la demande d'alignement
	Plan se rapportant à la demande précédente.
	Original de la réponse faite à la demande d'alignement, avec timbre
15 mars 1937	Lettre d'un particulier : demande d'alignement en vue d'une construction rue Saint-Venant.
17 mars 1937	Lettre d'un particulier : demande d'alignement en vue d'une construction rue Gustave Delory.
	Réponse faite à la demande d'alignement
	Plan se rapportant à la demande précédente.
	Original de la réponse faite à la demande d'alignement, avec timbre

1934 (suite)

31 mars 1937	Lettre d'un particulier : demande d'alignement en vue d'une construction rue Saint-Venant.
septembre 1930	Plan d'alignement sur lequel figure l'ancien abreuvoir (feuille volante placée en fin du registre 1926-1934 – voir aussi en décembre 1931)
décembre 1931	Plan d'alignement sur lequel figure l'ancien abreuvoir (feuille volante placée en fin du registre 1926-1934 – voir aussi en septembre 1930)

1935

1er février 1935	<p> Demande de sursis d'incorporation Redistribution de portions ménagères Allocations militaires pour réservistes Fournitures scolaires pour 1935 Augmentation du budget du poste "Indemnité à divers élèves nécessiteux pour continuation d'études [...] par suite de l'augmentation du nombre des élèves qui continuent leurs études" </p>
27 février 1935	<p> Assistance aux femmes en couches Révision des listes électorales de la Chambre des métiers, de la Chambre d'agriculture Adhésion à la Caisse de Chômage partiel </p>
18 mars 1935	<p> Nomination des commissaires-répartiteurs des contributions directes Assistance aux infirmes et incurables </p>
9 avril 1935	<p> Demande d'ouverture de crédits Allocations militaires Fête du 1er mai </p>
19 mai 1935	Procès-verbal de l'installation du maire (P. F. Grard) et d'un adjoint (Antoine Menu).
23 mai 1935	<p> Formation de diverses commissions (Finances, Travaux publics, Instruction publique, Hygiène et Salubrité publiques, Fêtes) Fête des mères Élection de 2 délégués du Bureau de Bienfaisance Jury criminel Allocations militaires Fonctionnaires et employés communaux Participation aux frais de pension de deux enfants sourds-muets à l'Institut de Ronchin Allocation militaire (réservistes) </p>
25 juin 1935	<p> Fête nationale du 14 juillet Redistribution de portions ménagères Allocations militaires Assistance aux infirmes et incurables </p>

1935 (suite)

26 juillet 1935	<p>Allocations militaires (réservistes) Comptes de gestion, budgets</p> <p>A la suite de la récente ré-élection, le Conseil municipal adresse "à Monsieur le Maire ses vives félicitations pour la bonne gestion et la bonne conduite des affaires communales. Monsieur le Maire, très touché de la marque de sympathie des membres du Conseil, remercie infiniment ses dévoués collaborateurs et leur fait la promesse d'agir et de travailler comme par le passé dans l'intérêt général de la Commune et pour le bien-être des malheureux et des déshérités de la vie."</p> <p>Assistance aux femmes en couches</p>
10 Septembre 1935	<p>Protestation contre les décrets-lois récents. Déclaration déclarée nulle par le Préfet le 28 octobre 1935</p> <p>Listes électorales des tribunaux et chambres de commerce</p> <p>Redistribution de portions ménagères</p> <p>Allocations militaires</p> <p>Assistance aux femmes en couches</p> <p>Assistance aux vieillards, infirmes et incurables</p> <p>Protestation contre l'atteinte portée par les décrets-lois [des 16 juillet et 8 août 1935] à l'autonomie communale. Déclaration déclarée nulle par le Préfet le 4 novembre 1935</p> <p>Demande d'hospitalisation</p> <p>Remboursement fait au maire des frais occasionnés lors de l'affaire Cordier Honoré (suppression d'un sentier communal)</p>
17 novembre 1935	<p>17 novembre 1935</p> <p>Élections sénatoriales</p> <p>L'affaire Honoré Cordier et Cie contre la commune rebondit : "Monsieur le Maire donne lecture à l'assemblée d'une lettre de MM. Honoré-Cordier Lesage-Cordier, brasseurs à Provin, par laquelle ils demandent au Conseil de vouloir bien consentir de ne pas poursuivre l'exécution du jugement relatif au sentier communal qui traverse leur propriété, moyennant l'acceptation de l'une ou l'autre des solutions transactionnelles suivantes :</p> <p>1°-Versement à la commune d'une somme de quarante mille francs, le sentier devant rester à l'état de choses actuel.</p> <p>2°-Versement à la commune d'une somme de quinze mille francs, un passage détourné de 1m20 de largeur devant subsister à 28 mètres du sentier en litige.</p> <p>Le Conseil [...] décide, à l'unanimité des membres présents, de faire exécuter le jugement d'urgence, refusant toute transaction à ce sujet."</p> <p>Redistribution de portions ménagères</p> <p>Assistance aux femmes en couches</p> <p>Vente du timbre antituberculeux</p> <p>Budget</p>
30 décembre 1935	<p>Révision des listes électorales</p> <p>Participation de la commune aux dépenses de fonctionnement de la Caisse départementale de compensation pour le paiement des allocations familiales</p> <p>Redistribution de portions ménagères</p> <p>Assistance aux femmes en couches, aux incurables</p> <p>Allocations militaires</p>

1936

28 février 1936	<p>« Monsieur le Maire fait connaître à l'assemblée que les travaux de démolition des bâtiments érigés sur le sentier par la brasserie Cordier avaient été arrêtés depuis le jugement en référé du 14 février dernier. Monsieur Corbeau, expert, avait été nommé par ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal Civil de Lille. Que cet expert est descendu sur les lieux le 18 février écoulé, que ces travaux de démolition avaient été repris aujourd'hui vers 15 heures et avaient continué jusqu'à 17 heures malgré la pantomime et discours verbaux que Monsieur Honoré est venu tenir devant nous après avoir amené tout le personnel de la brasserie. Il parle toujours de nous faire des propositions mais aucune ne tient. Je lui ai dit de faire des propositions fermes lesquelles seraient soumises au Conseil municipal.</p> <p>Ce soir vers 17 heures 30, j'ai été assigné par Me Vanoverschelde, Huissier à Lille, d'avoir à comparaître devant Monsieur le Président du Tribunal de Lille Samedi 29 février 1936 à 9 heures 30, attendu que consorts Cordier entendent procéder eux-mêmes aux travaux nécessaires pour le remise en état du sentier litigieux. C'est pour cela que j'ai dû vous convoquer d'urgence et demande au Conseil son avis. »</p> <p>Le Conseil, après avoir entendu les explications de Monsieur le Maire, après avoir pris connaissance de l'assignation reçue ce jour, après en avoir délibéré, donne à l'unanimité des membres présents tout pouvoir à Monsieur le Maire de traiter au mieux des intérêts de la commune.</p> <p>1°- décide qu'il peut être accordé aux consorts Cordier les travaux de démolition demandés par eux à condition que lesdits travaux soient commencés d'urgence et soient terminés dans un délai de 1 mois. Passé ce délai il pourrait leur être réclamé une amende de 500 francs par journée de retard.</p> <p>2°- Si les consorts Cordier proposaient le maintien de la cave qui se trouve sur le sentier litigieux, on pourrait leur accorder satisfaction, à condition que le dessus de cette cave soit au niveau du sentier et que les consorts Cordier paieraient une redevance annuelle de 1000 francs à la commune ; moyennant cette condition, la cave pourrait être conservée, dans le cas contraire le Jugement devra être exécuté dans son entier et plein effet. »</p>
3 mars 1936	<p>Nomination des commissaires répartiteurs Redistribution de portions ménagères Fournitures scolaires Allocations militaires Assistance aux femmes en couches, aux vieillards Nomination des agents recenseurs et contrôleurs pour 1936</p> <p>"Monsieur le Maire donne lecture au Conseil Municipal de la lettre de Messieurs Honoré-Cordier et Lesage-Cordier, en date du 3 mars 1936, remise par leur Employé, Monsieur Delangue, à 17 heures et relative à des propositions transactionnelles au sujet du sentier litigieux. Le Conseil, après en avoir ouï la teneur, déclare à l'unanimité des membres présents n'être pas désireux de modifier sa décision prise lors de sa séance extraordinaire du 28 février 1936 et susceptible d'être acceptée par les deux parties, laquelle a été portée au registre des délibérations. Ces Messieurs sont certainement au courant de cette offre, attendu que le registre a été communiqué à Monsieur Honoré-Cordier le 2 mars 1936."</p> <p>Ouverture de crédit pour les enfants nécessiteux qui poursuivent leurs études Participation à la Caisse régionale de secours contre le chômage</p>

1936 (suite)

21 avril 1936	<p>Organisation de la fête du 1er mai 1936 Semaine de l'enfance Demande d'ouvertures de crédits Redistribution de portions ménagères Désignation des classificateurs, propriétés rurales Assistance aux femmes en couches, vieillards, infirmes et incurables "Monsieur le Maire expose à l'assemblée que le litige entre la commune et la Brasserie Cordier Deletombe au sujet d'un sentier communal, quoiqu'ayant déjà donné lieu à deux jugements par les tribunaux de Seclin et Lille en faveur de la commune, n'est pas terminé. Il a été porté à ma connaissance que les consorts Cordier interjetteront appel devant la Cour de Cassation de Paris, en conséquence il y a lieu de prévoir un crédit pour les frais d'honoraires de l'avocat chargé de la défense des intérêts de la commune." Désignation de deux délégués pour la révision des listes électorales de la Chambre des Métiers Vente de parcelles de portions ménagères en vue de la construction d'habitations pour ouvriers, "considérant qu'il y a pénurie d'habitations dans la commune, que 25 baraquements malsains et mal aérés existent encore à Provin".</p>
22 juin 1936	<p>Organisation de la fête du 14 juillet Allocations militaires, remboursement de frais, assistance aux femmes en couches Demande de subvention pour électrification de certaines rues</p>
4 août 1936	<p>Comptes de gestion du receveur municipal, comptes du maire, budgets Révision des listes électorales, tribunaux et chambres de commerce Allocations militaires Assistance aux femmes en couches Taxe sur la valeur locative des locaux professionnels</p>
31 août 1936	<p>Allocations militaires Vente d'une parcelle de portions ménagères en vue de la construction d'habitations pour ouvriers</p>
6 octobre 1936	<p>Caisse départementale de chômage Redistribution de portions ménagères. Assistance aux femmes en couches Augmentation du taux d'assistance aux vieillards</p>
2 novembre 1936	<p>Budget vicinal Allocations militaires Vente du timbre antituberculeux 1936-37 Assistance aux femmes en couches</p>
11 novembre 1936	<p>Allocations militaires Adjudication du corbillard (avec cahier des charges) Adjudication des boues et immondices (avec cahier des charges)</p>

1936 (suite)

30 novembre 1936	Budgets Création d'une caisse des écoles (article 17 de la loi du 28 mars 1882) Classement des chevaux et voitures hippomobiles Assistance aux femmes en couches Transfert d'une somme économisée
1 mars 1937	Redistribution de portions ménagères Allocations militaires Assistance aux femmes en couches Avenant au cahier des charges de la concession de la distribution d'énergie électrique Demande d'hospitalisation Assistance aux vieillards

1937

1 mars 1937	Redistribution de portions ménagères Allocations militaires Assistance aux femmes en couches Avenant au cahier des charges de la concession de la distribution d'énergie électrique Demande d'hospitalisation Assistance aux vieillards
11 mars 1937	Lettre d'un particulier : demande d'alignement en vue d'une construction rue Gustave Delory. (feuille volante placée en fin du registre 1926-1934)
11 mars 1937	Réponse faite à la demande d'alignement (feuille volante placée en fin du registre 1926-1934) Plan se rapportant à la demande précédente (feuille volante placée en fin du registre 1926-1934)
12 mars 1937	Lettre d'un particulier : demande d'alignement en vue d'une construction rue Saint-Venant (feuille volante placée en fin du registre 1926-1934) Réponse faite à la demande d'alignement (feuille volante placée en fin du registre 1926-1934) Plan se rapportant à la demande précédente (feuille volante placée en fin du registre 1926-1934) Original de la réponse faite à la demande d'alignement, avec timbre (feuille volante placée en fin du registre 1926-1934)
15 mars 1937	Lettre d'un particulier : demande d'alignement en vue d'une construction rue Saint-Venant (feuille volante placée en fin du registre 1926-1934)
17 mars 1937	Lettre d'un particulier : demande d'alignement en vue d'une construction rue Gustave Delory (feuille volante placée en fin du registre 1926-1934) Réponse faite à la demande d'alignement (feuille volante placée en fin du registre 1926-1934) Plan se rapportant à la demande précédente (feuille volante placée en fin du registre 1926-1934) Original de la réponse faite à la demande d'alignement, avec timbre (feuille volante placée en fin du registre 1926-1934)

1937 (suite)

23 mars 1937	Semaine de l'enfance 1937 Révision des listes électorales, chambre des métiers Fixation à 60 ans de la limite d'âge du personnel communal
31 mars 1937	Lettre d'un particulier : demande d'alignement en vue d'une construction rue Saint-Venant. (feuille volante placée en fin du registre 1926-1934)
12 avril 1937	Demande d'ouverture de crédits Demandes d'allocations militaires Fête du 1er mai 1937
10 mai 1937	Taux de l'indemnité annuelle à verser au voyer Jury criminel 1938 Entretien des chemins vicinaux Remboursement de frais de délégation Subvention accordée pour l'édification du pavillon Flandre-Artois-Hainaut à l'Exposition Internationale de Paris, 1937 Subvention "en vue de l'érection d'un monument à Bruay-en-Artois" dédié au "regretté camarade Roger Salengro". Assistance aux femmes en couches Demande d'hospitalisation Assistance médicale gratuite Assistance aux vieillards
28 juin 1937	Fête nationale du 14 juillet Demande de lotissement d'une parcelle de terrain au lieu-dit "Le Bourg" Redistribution de portions ménagères. Assistance aux femmes en couches Assistance aux incurables
26 juillet 1937	Comptes de gestion du receveur municipal, du maire ; budget
6 septembre 1937	Ducasse du Riez Assistance aux femmes en couches Assistance médicale gratuite Révision des listes électorales des tribunaux et chambres de commerce Allocations militaires Redistribution de portions ménagères Augmentation de la taxe sur les chiens Augmentation du prix des pesées à la bascule publique Assistance aux vieillards Vente d'un baraquement situé rue Négrier Budget vicinal 1938 Augmentation de la taxe sur la valeur locative des locaux professionnels
25 octobre 1937	Fête du 11 novembre Assistances Subvention à l'institut Pasteur Allocations militaires Budgets

1937 (suite)

27 décembre 1937	<p>Révision des listes électorales Redistribution de portions ménagères. Noël des enfants des écoles Règlement de frais de pension à l'Institut départemental des sourds-muets et aveugles de Ronchin de 2 élèves provinouis Assistance aux femmes en couches, aux vieillards, aux infirmes Demande de sursis "Réception définitive des travaux d'extension du réseau électrique des rues Victor Hugo, La Fayette, Bapaume et Camille Desmoulins exécutés par la Compagnie électrique du Nord à Douai suivant marché de gré à gré du 27 novembre 1934". Subvention spéciale versée par l'état (dépenses d'assistance) Allocations militaires</p>
<h3>1938</h3>	
14 février 1938	<p>Révision de la liste électorale de la chambre des métiers, de la chambre d'agriculture Remplacement de l'adjoint technique du service vicinal Allocations militaires Augmentation des frais de pension de l'Institut de Ronchin (2 élèves) Désaffectation d'une portion ménagère pour agrandir le terrain de sports (Lieu-dit "Le Grand Marais"). Ce terrain sera également utilisé comme camp de vacances. "Le terrassement et le nivellement du terrain seront exécutés par l'emploi d'ouvriers chômeurs". Demande de subvention. Gratification annuelle du garde-champêtre</p>
27 février 1938	<p>Emprunt pour le terrain de sports Fédération nationale des municipalités socialistes Vœu tendant à obtenir la création d'un conseil de prud'hommes dans le canton de Seclin La fête du quartier du Riez sera reportée au premier dimanche d'octobre au lieu du 4ème dimanche de septembre Assistance aux femmes en couches, aux vieillards, aux infirmes et incurables Allocations militaires</p>
4 avril 1938	<p>Demande d'ouverture de crédits Fête du 1^{er} mai 1938 Redistribution de portions ménagères. Allocations militaires Assistance aux femmes en couches Demande d'autorisation de débiter les travaux du terrain de sports alors que la demande de prêt n'a pas été acceptée</p>
3 mai 1938	<p>Le Conseil renonce à la subvention de l'état pour pouvoir débiter immédiatement les travaux au terrain de sports, "en vue de permettre à la municipalité d'organiser une grande fête, envisagée depuis octobre 1937, qui aura lieu au profit de la caisse des écoles, le 24 juillet prochain. Une tombola aura lieu le 2^{ème} jour de la fête, 6000 billets sont déjà placés. Des sociétés de musique, de gymnastique et des groupements d'amicales laïques ont déjà promis leur concours." Il y a donc urgence à débiter les travaux, d'autant "qu'une garderie doit fonctionner cette année pour les élèves des écoles communales". Redistribution de portions ménagères. Allocations militaires</p>

1938 (suite)

14 juin 1938	Comptes de gestion du receveur municipal, du maire ; budget Demande de sursis d'appel Redistribution de portions ménagères. Assistances Allocations militaires Emprunt auprès du Crédit Foncier de France pour le terrain de sports Augmentation des traitements et salaires du personnel de la mairie
27 juin 1938	Fête nationale du 14 juillet 1938 Extension du réseau électrique rue Négrier « en vue de donner de la lumière au stade municipal de sports. » Redistribution de portions ménagères. Location de la chasse
18 juillet 1938	Révision des listes électorales des chambres et tribunaux de commerce Revente par le particulier du terrain acheté en février 1937 Augmentation de la location du local loué à la Société de Secours des mines de Lens Allocations militaires Assistances Nomination d'un nouveau régisseur pour droit de stationnement
5 septembre 1938	Redistribution de portions ménagères. Allocations militaires Budget vicinal 1939 Assistances Statut applicable au personnel communal Changement de nom de la commune de Provin : A la demande de Monsieur le Préfet du Nord par lettre du 29 juillet 1938 et sous les instances de MM. les Ministres de l'Intérieur et des P.T.T., Monsieur le Maire fait connaître au Conseil que des erreurs et des retards dans l'acheminement des correspondances à destination des communes de Provin (Nord) et de Provins (Seine et Marne) se produisent fréquemment. Pour mettre fin à cette situation, dans l'intérêt même desdites localités, Monsieur le Maire fait remarquer qu'il y aurait lieu d'adjoindre un qualificatif à la commune de Provin, Nord, pour compléter sa dénomination. Le Conseil [...] décide que la commune de Provin, Nord, soit dorénavant appelée : Provin-les-Eaux, Nord [et] prie Monsieur le Préfet de bien vouloir approuver la présente délibération. Ouverture de crédit "Une couverture de cheval en drap rouge, longueur 1m85, largeur 2m20, a été livrée le 29 juillet 1938, pour le transport des morts par corbillard".
10 octobre 1938	"En raison des évènements survenus le 24 septembre 1938 (mobilisation partielle), la fête du Quartier du Riez des 2 et 3 octobre 1938 n'aura pas lieu cette année." Assistances Révision du tarif de location du local loué à la Société de Secours des mines de Lens (voir aussi pages 138) Budgets Traitement du personnel de la mairie en 1939
7 novembre 1938	Fête du 11 novembre 1938 Adjudication du corbillard pour 1939-1940 fixée au 25 décembre (cahier des charges) Adjudication des boues et immondices fixée au 25 décembre 1938 (avec cahier des charges) Assistances Demande d'hospitalisation Révision des listes électorales

1939

<p>26 janvier 1939</p>	<p>Révision des listes électorales des chambres de métiers et chambres d'agriculture Redistribution de portions ménagères. Assistances Allocations militaires Révision du tarif de location du local loué à la Société de Secours des mines de Courrières Taxe sur l'entrée de viandes foraines sur le territoire de la commune Réception des travaux d'extension du réseau électrique rue Négrier</p>
<p>6 mars 1939</p>	<p>Fournitures scolaires. Le décompte fait apparaître que 3 élèves vont à l'école communale de Bauvin, pour lesquels les fournitures sont dues. Dispensaire d'hygiène sociale de Seclin Augmentation de l'allocation chômage Augmentation du traitement du vétérinaire inspecteur communal Demande d'ouverture de crédit Allocations militaires Augmentation de la taxe d'inspection des viandes Redistribution de portions ménagères. L'adjudication du transport des morts par corbillard du 25 décembre n'a donné aucun résultat. En conséquence un marché de gré à gré sera passé avec M. Pierre Buissette, voiturier à Provin. L'adjudication de l'enlèvement des boues et immondices du 25 décembre n'a donné aucun résultat. En conséquence un marché de gré à gré sera passé avec M. François Sion, voiturier à Provin.</p>
<p>13 avril 1939</p>	<p>Fête du 1er mai 1939 Taxe à l'abattage et annulation de la décision du 13 mars Assistances Allocations militaires Ouverture de crédit</p>
<p>3 juillet 1939</p>	<p>Comptes et budgets Questionnaire concernant la mise en œuvre d'une Prime à la Mère au foyer versée par la Caisse d'allocations familiales Fête du 14 juillet 1939 Référendum sur le versement de l'indemnité de vie chère Allocations militaires Redistribution de portions ménagères. Assistances Camp de vacances 1939 : fixation des indemnités versées aux instituteurs, des dates et heures d'ouverture Demande d'hospitalisation Fixation des frais funéraires en matière d'accident du travail</p>
<p>7 août 1939</p>	<p>Comptes et budgets Subvention à la Section des Mutilés de guerre Le garde champêtre, M. Louis Damageux, reçoit une gratification pour remise de la médaille d'honneur de la police Allocations militaires Revente par le particulier d'un terrain acheté en février 1937</p>

1939 (suite)

22 octobre 1939	Redistribution de portions ménagères. Allocations militaires Assistances Création d'une œuvre de secours aux mobilisés
26 novembre 1939	Budget additionnel 1940 Allocations militaires (4 hommes mobilisés) Budget du service vicinal "Monsieur le Maire expose au Conseil que la chasse étant fermée par suite des hostilités, il convient de rapporter le bail conclu en 1938 avec la société locale de chasse pour la durée de la guerre."

1940

21 avril 1940	Demande d'ouverture de crédits Affiliation de la commune au fonds national de compensation Redistribution de portions ménagères
7 juin 1940	Constitution d'un comité de guerre "qui s'occupera du ravitaillement de la commune"
19 juin 1940	"En raison des circonstances actuelles qui privent les communes de leurs ressources normales, il importe de rechercher les voies et moyens de nature à assurer le paiement des dépenses qui incombent aux collectivités locales. Les fonds publics auxquels les municipalités faisaient appel n'étant plus disponibles, le Conseil Municipal décide de solliciter des autorités allemandes supérieures une avance de 244.115,80 francs, en vue du règlement des dépenses mentionnées à l'état prévisionnel ci-annexé. Dans la mesure où elle sera satisfaite, la présente demande vaudra reconnaissance de dette et engagement par la Commune de rembourser dans des conditions qui seront fixées ultérieurement. "
11 août 1940	"En raison des circonstances actuelles qui privent les communes de leurs ressources normales, il importe de rechercher les voies et moyens de nature à assurer le paiement des dépenses qui incombent aux collectivités locales. Les fonds publics auxquels les municipalités faisaient appel n'étant plus disponibles, le Conseil Municipal décide de solliciter de l'état français une avance de 69.750 francs, en vue du règlement des dépenses mentionnées à l'état prévisionnel ci-annexé. Dans la mesure où elle sera satisfaite, la présente demande vaudra reconnaissance de dette et engagement par la Commune de rembourser dans des conditions qui seront fixées ultérieurement. "
26 août 1940	-Secours aux habitants privés de ressources ; "les secours accordés aux adultes valides dépendent d'un travail, dont la durée est fixée à un maximum de 4 heures, exécuté dans l'intérêt général." -Une contravention est dressée par l'autorité allemande à Monsieur le Maire, Pierre François Gard, "pour défaut de permis de circulation à une automobile qu'il utilisait pour les besoins de la commune". Cette amende sera prise en charge par la commune. -"En raison des circonstances actuelles qui privent les communes de leurs ressources normales, il importe de rechercher les voies et moyens de nature à assurer le paiement des dépenses qui incombent aux collectivités locales. Les fonds publics auxquels les municipalités faisaient appel n'étant plus disponibles, le Conseil Municipal décide de solliciter de l'état français une avance de 98.164,42 francs, en vue du règlement des dépenses mentionnées à l'état prévisionnel ci-annexé. Dans la mesure où elle sera satisfaite, la présente demande vaudra reconnaissance de dette et engagement par la Commune de rembourser dans des conditions qui seront fixées ultérieurement. "

1940 (suite)

26 septembre 1940	Lecture est faite d'une "circulaire en date du 18 septembre 1940 afférente à la surveillance des moyens de communication de l'armée allemande et des panneaux indicateurs apposés par elle. Le maire expose au Conseil qu'un service de garde doit être institué de jour et de nuit pour remédier à l'insuffisance de cette surveillance. Le Conseil, après en avoir délibéré, vu la présence dans la commune de moyens de communication de l'armée allemande sur une longueur de 5 kms s'étendant du Marais d'Annœullin à la limite de la ville de Carvin et de la gare à la limite de la commune de Bauvin, décide d'instituer un service de garde de jour et de nuit se composant de dix personnes pour surveiller les moyens de communication de l'armée allemande et des panneaux indicateurs apposés par elle. [...] Le Conseil] décide que ces personnes surveilleront pendant huit heures par jour et seront payées 30 francs par journée de huit heures pour ce travail pénible et la responsabilité engagée."
3 novembre 1940	La demande de prêt à l'état français de 35.000 francs pour le mois d'octobre a été refusée par la préfecture. (Cette demande n'apparaît pas dans les délibérations précédentes) Demande de prêt à l'état français (Même formulation que précédemment ; la somme demandée est de 65.000 francs)
15 décembre 1940	Demande de prêt à l'état français (Même formulation que précédemment ; la somme demandée est de 30.000 francs) Demande d'ouverture de crédit Demande de transfert d'un crédit provenant des "dommages de guerre" Projet d'adduction d'eau potable : "Monsieur le Maire insiste sur l'utilité de ce projet tant au point de vue de l'hygiène qu'au point de vue protection contre l'incendie et il fait remarquer que les adductions d'eau rentrent dans le programme des grands travaux que le gouvernement essaie de mettre en œuvre afin de lutter contre le chômage. [...] La commune peut obtenir de l'état un prêt au taux réduit de 3%, taux qui pourra être inférieur à ce chiffre en raison de la situation financière de la commune et de l'utilité des travaux." Redistribution de portions ménagères

1941

12 janvier 1941	Comptes et budgets Assistances
9 février 1941	Adhésion de la commune "à un syndicat intercommunal qui groupera les communes d'Allennes-les-Marais, Annœullin, Bauvin et Provin et qui aura pour objet d'assurer l'établissement et la surveillance de l'exploitation d'une distribution publique d'eau potable" Demande de prêt à l'état français (Même formulation que précédemment ; la somme demandée est de 22.200 francs) Virement de crédit Admission à la retraite du garde-champêtre Taxe sur l'entrée des viandes dans la commune Cessation des consultations médicales des Caisses de Secours des Mines de Courrières et Lens, suite à des "événements de mai dernier", qui ne sont pas détaillés

1941 (suite)

20 avril 1941	<p>Désignation de 2 délégués auprès du syndicat intercommunal de distribution d'eau potable</p> <p>Le salaire des surveillants des lignes téléphoniques allemandes sera maintenu</p> <p>Renouvellement du bail de location du bureau de poste (qui a expiré le 31 mai 1939)</p> <p>Une circulaire préfectorale datée du 13 novembre 1940 accorde aux communes la possibilité, si elles le souhaitent, de venir en aide aux écoles libres. Cela se fera à Provin, mais aucune précision n'est donnée.</p> <p>Redistribution de portions ménagères.</p> <p>Assistances</p>
18 mai 1941	<p>Virement de crédit</p> <p>Relèvement du taux de l'assistance à domicile</p> <p>Subvention allouée à la Société sportive</p> <p>Vote d'un crédit pour les familles nécessiteuses et pour les dépenses rendues nécessaires par l'état de guerre</p>
6 juillet 1941	<p>Demande d'emprunt pour effectuer "la réparation des dommages de guerres causés aux bâtiments communaux".</p> <p>Redistribution de portions ménagères</p> <p>Demande de virement pour faire face aux "dépenses imposées par les autorités occupantes"</p>
13 septembre 1941	<p>Comptes, budgets</p> <p>Demande de prêt à l'état français (Même formulation que précédemment ; la somme demandée est de 20.000 francs)</p> <p>Augmentation de 25% de la rente versée aux portionnaires dépossédés</p> <p>Doublement du prix des pesées à la bascule publique car "la route départementale passant dans la commune [va] devenir propriété de l'état et la commune [va] payer une redevance à l'état du fait que la bascule publique se trouve sur cette route"</p> <p>Assistance aux femmes en couches</p> <p>Vote d'un crédit pour les dépenses rendues nécessaires par l'état de guerre</p> <p>Approbation de l'annulation de la location d'une salle de la mairie suite à la cessation des consultations médicales des Caisses de Secours des Mines de Courrières et Lens (9 février 1941)</p>
12 novembre 1941	<p>Installation du conseil municipal, nommé "par arrêté de Monsieur le Préfet du Nord en date du 2 octobre 1941 conformément à la loi du 16 novembre 1940". Pierre François Grard a été maintenu maire par arrêté en date du 29 juillet 1941. Suit la liste des conseillers municipaux. Pour la première fois, une femme siègera, Melle Victoire Mortelecque ; elle sera membre de la Commission des Finances, de la Commission des Fêtes et bien sûr de Commission de l'Instruction Publique ; elle sera aussi élue déléguée auprès du Bureau de Bienfaisance en remplacement d'Antoine Grard, décédé.</p> <p>Formation des commissions</p> <p>Il sera procédé à l'achat "d'un tombereau et de l'harnachement nécessaire à un cheval, absolument indispensables à la commune pour les travaux de voirie et le déblaiement des maisons détruites par faits de guerre."</p>

1941 (suite)

23 novembre 1941	<p>Le Conseil met en demeure l'architecte de la commune, M. Segers, de déposer les plans d'aménagement du terrain de sports dans un délai de huit jours, afin de ne pas perdre une subvention de l'état. Outre l'aménagement du terrain lui-même, est prévue "l'installation d'un vestiaire-abri avec douches".</p> <p>"Monsieur le Maire a constaté une certaine insuffisance dans la surveillance des lignes téléphoniques allemandes. En effet, les nuits étant maintenant plus longues et les lignes passant à travers bois sur une longue distance, il est indispensable de mettre deux gardes supplémentaires au service actuel. Monsieur le Maire informe ensuite le Conseil qu'il a remarqué aussi un relâchement de la part des gardes et que pour y remédier il convenait de placer un homme pour surveiller ces gardes." Le Conseil décidera de nommer "deux gardes supplémentaires et un surveillant qui contrôlerait la présence des gardes, leur pointage et leur exactitude aux heures de relève [et] d'allouer à ces gardes une augmentation de salaire".</p> <p>Révision de la liste des aspirants aux portions ménagères (fixée au jeudi 27 novembre)</p> <p>Assistances</p> <p>Taxe sur l'entrée des viandes à Provin</p>
------------------	--

1942

1 ^{er} février 1942	<p>Habilitation du maire à déposer une demande de subvention pour les dommages de guerre causés aux bâtiments communaux</p> <p>Prescriptions de la commission de sécurité</p> <p>Demande d'ouverture de crédit</p> <p>Assurance du maire et des adjoints pendant leurs fonctions</p> <p>"Le Conseil abandonne le projet d'aménagement d'un terrain de sports [et] décide d'aménager le terrain actuel selon les possibilités avec les matériaux trouvés sur place."</p> <p>Redistribution de portions ménagères.</p> <p>Assistances</p> <p>Budgets</p> <p>Augmentation du traitement du personnel communal</p>
30 mars 1942	<p>Suite à la demande de nombreux provinois, le Conseil "décide de suspendre pendant la durée des hostilités la mise en possession de portions ménagères devenues vacantes par suite de retrait ou de décès. Les portions ménagères seront aménagées en jardins [...] en raison du rationnement alimentaire. [Seules] les parcelles situées trop loin des habitations et par conséquent non utilisables en tant que jardins seront attribuées aux aspirants."</p> <p>Décision de remettre en état "les clôtures en ciment du cimetière et du terrain de sports ayant été en partie démolies par les bombardements et fusillades de mai 1940".</p> <p>Modification de l'augmentation de traitement du personnel communal</p>
3 mai 1942	<p>Augmentation des cotisations sociales des cantonniers</p> <p>Demande d'ouverture de crédit pour l'étude du projet d'adduction d'eau potable</p> <p>Demande d'ouverture de crédit</p> <p>Indemnité de fonction du maire</p> <p>Assistances</p> <p>Redistribution de portions ménagères</p>

1942 (suite)

28 juin 1942	"La subvention de l'état pour la remise en état des bâtiments communaux est subordonnée à la réalisation des travaux." Le Conseil décide donc d'entreprendre ces travaux et s'engage à les financer tout en demandant la subvention. Redistribution de portions ménagères. Assistances
2 août 1942	Nomination de gardes messiers ("protection des récoltes, granges, silos, etc., contre les vols et incendies volontaires") Fournitures scolaires Indemnité versée au percepteur Adhésion de la commune au Syndicat des communes de l'arrondissement de Lille Aménagement de nouvelles concessions au cimetière
7 septembre 1942	Comptes & budgets Assistances
(Pas de date)	Transcription de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 1941 portant nomination du maire (M. Pierre François Augustin Grard, né le 25 mai 1876 à Provin, demeurant 19 rue Gustave Delory) Il est précisé à cette occasion que la commune compte 2017 habitants. Transcription de l'arrêté préfectoral du 2 octobre 1941 portant nomination des conseillers municipaux (suit la liste des 18 conseillers avec leur date de naissance). Il est précisé à cette occasion que Maurice Berquet, né le 5 février 1901, est directeur de l'école de garçons et que Melle Victoire Mortelecque, "femme qualifiée pour s'occuper d'œuvres", est retraitée. Nomination des 2 adjoints
30 octobre 1942	Augmentation de la redevance allouée aux portionnaires dépossédés Demande d'ouverture de crédit pour l'indemnité du percepteur, pour l'indemnité de logement et le supplément de traitement alloués aux instituteurs et institutrices, pour l'indemnité versée aux agents du service vicinal et pour l'indemnité de fonction du maire et des adjoints La voirie communale sera confiée au service ordinaire des Ponts et Chaussées Assistance à la famille
1er décembre 1942	Budgets Reclassement des employés communaux auxiliaires Virement de crédit Traitement du receveur municipal Assistances

1943

24 janvier 1943	<p>Virement de crédit, emadnde d'ouverture de crédit Révision des prix de location du corbillard Augmentation du prix des concessions dans le cimetièrè Assistance à la famille Reclassement d'un employé auxiliaire Traitement des employés auxiliaires Reclassement et traitement du secrétaire de mairie</p>
14 mars 1943	<p>Révision des statuts de la caisse des écoles publiques Augmentation du prix des concessions dans le cimetièrè Frais de transport du maire Redistribution de portions ménagères. Assistance à la famille L'allocation versée aux habitants privés de ressources ne sera plus versée par le "Secours National", qui n'est plus en mesure de le faire ; le Bureau de Bienfaisance prend le relais, avec une participation de la commune se montant à 15% de la dépense.</p>
9 mai 1943	<p>L'allocation prévue précédemment n'a pas été approuvée par le préfet : elle doit être compensée par une recette correspondante. Redistribution de portions ménagères ; assistance Action judiciaire menée le 20 avril 1943 contre la commune par "MM. Honoré Jean et Lesage Georges, gérants de la Société à responsabilité limitée Cordier Deletombe et Cie [...] pour pillage de leur brasserie commis au cours des événements de mai et juin 1940". "Considérant 1°/que M. François Benoît, non pas surveillant de canneterie, mais directeur de la brasserie, avait reçu de la part de ses patrons, MM. Honoré et Lesage, et de Mme Honoré, lors de son évacuation, toutes délégations en leur absence, 2°/qu'il est de notoriété publique que M. François a vendu environ pour 400.000 francs de marchandises, somme qui a été remise à Mme Honoré, lors de son retour, et que par conséquent toutes les marchandises stockées n'ont pas été pillées. 3°/Que ce pillage, ayant été commis en mai et juin 1940, est le résultat d'un fait de guerre et que de ce fait la responsabilité de la commune ne saurait être engagée. Le Conseil "est d'avis pour ces motifs qu'il y a lieu de [...] plaider sur l'objet du litige devant les tribunaux compétents".</p>
6 août 1943	<p>Autorisation d'achat de 5000 pavés au Service Vicinal Redistribution de portions ménagères. Assistances, assistance à la famille</p>
15 août 1943	<p>Comptes & budgets S'appuyant sur la loi du 5 octobre 1941 et sa délibération du 30 octobre 1942, le Conseil décide de charger le Service des Ponts et Chaussées (subdivision de Seclin - Pont-à-Marcq) des plans et devis, de l'alignement, de tous travaux sur les voies, rurales et urbaines, de l'aménagement de l'écoulement et l'évacuation des eaux ; le Service des Ponts et Chaussées agira également en tant qu'expert-conseil. Le Conseil municipal projette la construction d'une piscine, avec participation de l'état. Assistance aux femmes en couches</p>
24 octobre 1943	<p>Budgets Revente de lait concentré Gloria en excédent Pour faire suite au règlement départemental du 15 avril 1943, une inspection médicale scolaire sera mise en place dans les écoles publiques et privées de la commune avec la participation du Dr Caron de Carvin. Redistribution de portions ménagères. Assistance aux familles Augmentation de l'indemnité de logement des instituteurs et institutrices</p>

1944

9 janvier 1944	<p>Modification de la valeur du centime communal Augmentation de la rente versée aux portionnaires dépossédés Redistribution de portions ménagères. (dont Mme Veuve Leclercq Lefief)</p>
19 mars 1944	<p>Ouverture de crédit pour "couvrir les frais de réparations et d'achat d'essence occasionnés par la voiture communale servant au transport des malades" Virement de crédit, en partie pour des dépenses dues à la guerre Redistribution de portions ménagères ; assistances Augmentation du traitement des employés communaux</p>
18 juin 1944	<p>Comptes & budgets Redistribution de portions ménagères ; assistances Reclassement des employés communaux "Transcription de l'Arrêté Préfectoral du 11 octobre 1944 portant constitution de la Délégation Municipale de Provin" dont le Président sera Edouard Leborgne (vice-président Marcel Leborgne), après dissolution du Conseil municipal</p>
29 octobre 1944	<p>Un deuxième vice-président est élu : Charles Dujardin Élection de 2 délégués du Bureau de Bienfaisance Texte pages 255-6 d'un vœu exprimé clairement : que justice soit rendue et que les profiteurs de la guerre aient des comptes à rendre. Les "Fusillés de la Résistance" seront honorés le jour de la Toussaint. "M. le Président rappelle que trois membres des FFI de la commune sont tombés pour la Libération". "Pour commémorer la libération, la Délégation décide d'organiser le 11 novembre prochain un grand défilé dans toutes les rues de la commune, auquel prendront part les formations de la Résistance et toutes les sociétés locales. Monsieur le Président déposera des gerbes aux monuments aux morts des guerres de 1870 et 1914-18, sur les tombes des soldats français et alliés tués en 1940 et sur les tombes des F.F.I. tués à la Libération." "Pour que le souvenir des F.F.I. tués lors de la libération reste vivace dans l'esprit de la population, la délégation décide de donner leur nom à diverses rues et cités de la commune. C'est ainsi que : la place Carnot à l'extrémité de la rue Carnot s'appellera Place René Lechantre ; la cité du Maroc s'appellera désormais cité Edgard Sion ; la rue Négrier s'appellera désormais rue Henri Catoire. [En outre] la Place Jean-Jaurès s'appellera désormais Place du général de Gaulle ; la rue Nationale s'appellera désormais rue Jean Jaurès. Vente d'un baraquement en mauvais état. Augmentation de la rente versée aux portionnaires dépossédés Budgets</p>
9 novembre 1944	<p>Révision des listes électorales Redistribution de portions ménagères</p>
17 décembre 1944	<p>Un certain nombre de vœux adressés au préfet, émis dans l'espoir d'améliorer l'ordinaire des plus pauvres, de rétablir l'équité dans la distribution des vivres et d'accélérer les décisions de justice à propos des profiteurs. Nomination de 2 délégués au syndicat d'adduction d'eau Extension du réseau électrique de la rue Catoire "sur toute la longueur du terrain de sports" Remplacement du chef cantonnier "Monsieur le Président signale que de la collecte des tickets de pain faite lors de la dernière distribution, il résulte que chaque enfant des écoles bénéficiera d'une coquille de Noël de 250 grammes. De plus, le Service Social a fait une attribution de confiserie s'élevant à environ 100 grammes par enfant." Révision du traitement des employés de mairie Prime de libération versée au personnel communal</p>

1945

28 janvier 1945	<p>"La délégation, après en avoir délibéré, autorise la Croix-Rouge Française à effectuer dans les écoles de la commune des examens radiophotographiques de tous les élèves, moyennant une participation communale de 5 francs par examen."</p> <p>Les membres de la délégation effectueront une collecte "au moyen d'une vente de vignettes [...] organisée en faveur des réfugiés et sinistrés".</p> <p>Indemnité de logement (instituteurs & institutrices, garde-champêtre)</p> <p>Demande de participation à l'Entr'aide Française</p> <p>Modification de l'allocation versée aux femmes en couches</p> <p>Redistribution de portions ménagères</p> <p>Révision des frais de représentation du maire et de ses adjoints</p>
7 mars 1945	<p>Traitement du secrétaire</p> <p>Allocation dite du "Double mois d'août" versée au personnel auxiliaire de la commune</p> <p>Location d'un abri pour le cheval et le matériel de voirie</p> <p>Redistribution de portions ménagères</p> <p>Crédits</p> <p>Nomination d'un employé de mairie supplémentaire</p>
7 mars 1945	<p>Reclassement des employés communaux auxiliaires</p> <p>Demande d'ouverture de crédit</p>
19 mai 1945	<p>Installation du Conseil Municipal, élection du maire (Marcel Leborgne) et d'un adjoint (Gaston Leclercq) "à la suite des opérations de 13 mai 1945" (Procès verbal)</p>
23 mai 1945	<p>Formation des commissions</p> <p>Campagne du timbre antituberculeux 1945</p> <p>"Semaine de l'Absent" : une collecte permet de recueillir une somme de 3450 francs, "attribuée aux livrets de pécule des prisonniers de guerre, déportés du travail et déportés politiques de la commune"</p> <p>Préparation de la Fête des Mères françaises</p> <p>Placement de troncs pour la Croix-Rouge française</p> <p>Élection de 2 délégués au syndicat des communes de l'arrondissement de Lille</p> <p>Élection de 2 délégués au Bureau de Bienfaisance</p> <p>Revalorisation du traitement du secrétaire de mairie</p> <p>"Une séance de cinéma parlant aura lieu le 5 juin 1945 au profit du Bureau de Bienfaisance" ; ce dernier ainsi que l'assemblée communale doivent en "fixer le prix des places [10 francs] ainsi que l'heure de la séance [19 heures]".</p>
21 juin 1945	<p>Jury criminel</p> <p>Semaine de l'Enfance 1945</p> <p>Établissement d'une liste des crimes de guerre commis dans la commune, reproduction du questionnaire mais peu d'éléments fournis.</p> <p>Ouverture de crédit pour reclassement des employés communaux</p> <p>Désignation des membres de la commission des impôts</p> <p>Révision des listes électorales</p> <p>Reprise de la ducasse annuelle : "elle aura lieu chaque année à la même époque que les années d'avant-guerre, c'est-à-dire le 1er dimanche après le 15 août, soit pour l'année 1945 le 19 août 1945 ; exceptionnellement cette année, les forains pourront s'installer gratuitement."</p> <p>Acompte versé aux agents municipaux titulaires et auxiliaires. "Le Conseil, après en avoir délibéré, décide que la diminution de 100 francs applicable aux personnels féminins par rapport aux salaires alloués aux employés masculins de mêmes échelons et catégories est supprimée."</p> <p>Organisation de la fête du 14 juillet 1945, avec indication des lieux et jeux</p> <p>Ouverture de crédit pour les jeux et primes du 14 juillet</p>

1945 (suite)

12 août 1945	Désignation de jurés auprès de la Chambre correctionnelle économique de Lille Redistribution de portions ménagères Augmentation de salaire du personnel auxiliaire de service Demandes de sursis d'incorporation Reclassement du personnel titulaire et auxiliaire (avec détails) Remise en vigueur de la location du bail de la chasse Redistribution de portions ménagères
27 septembre 1945	Comptes & budgets Demande d'emprunt pour équilibrer le budget additionnel Désignation de délégués pour la révision des listes d'électeurs des chambres de commerce Prolongement du réseau électrique rue La Fayette Prolongée Assistances Demandes de sursis d'incorporation Augmentation de la rente versée aux portionnaires dépossédés (mention marginale annulant / modifiant la délibération) Augmentation du prix de location des jardins ouvriers
4 novembre 1945	Organisation de la fête du 11 novembre 1945 Augmentation de la rente versée aux portionnaires dépossédés "Création d'une soupe journalière scolaire en raison de l'insuffisance de l'alimentation et par ricochet l'état déficient physique des enfants provoqué par cinq années de guerre." Un vote secret donne 15 voix pour cette création et 0 voix contre ; un second vote décide de ne l'accorder qu'aux enfants des écoles publiques (5 votants sur 15 souhaitaient l'accorder à "la totalité des écoles"). Création d'une commission chargée de la mise en œuvre Désignation de 2 délégués du syndicat d'adduction d'eau
2 décembre 1945	Désignation de 2 délégués pour la révision des listes électorales de la Chambre des métiers du Nord Redistribution de portions ménagères Subvention pour l'érection d'un monument à Jean Lebas, député maire de Roubaix Indemnité de logement versée aux instituteurs et institutrices publics Taxes sur les chevaux, mulets et voitures, sur les instruments de musique à clavier, sur la valeur locative des locaux industriels
16 décembre 1945	Taxe sur le revenu net des propriétés bâties et non bâties Prix des concessions dans le cimetière (mention marginale : délibération annulée et remplacée) Budgets Augmentation du droit de pesage à la bascule municipale Transport par corbillard (mention marginale : délibération annulée et remplacée) Augmentation de l'indemnité de fonction du maire Subventions versées à diverses sociétés locales (avec leur dénomination) Délégués pour la révision des listes électorales

1945 (suite)

En fin de registre	<p>Lettre du Préfet concernant la plainte de 3 conseillers qui ne sont plus convoqués aux réunions du Conseil municipal, suivie de la lettre de l'un d'entre eux.</p> <p>Lettre du Préfet demandant la liste des délégués pour la révision des listes électorales</p> <p>Dépassement de crédit (demande de délibération)</p> <p>La section provinoise de l'Association des déportés demande que le nom d'Ernest Lemaire, "martyr de la déportation" soit donné l'une des rues du village : "Nous avons approuvé, Messieurs et Madame, ainsi que la population de Provin, nous n'en doutons pas, le beau geste par lequel vous avez symbolisé le Souvenir de nos trois braves Provinois tombés au champ d'honneur pour la libération. Nous avons maintenant la certitude que notre camarade Ernest Lemaire, déporté, vient de prendre la quatrième place parmi les Martyrs des barbaries allemandes et que nous lui devons l'hommage de la reconnaissance. Aux chers Parents désolés et éprouvés par cette guerre, frappés en plus par la douleur de ne pouvoir pleurer sur la tombe de leur cher enfant comme tant d'autres, qu'il soit donné au moins cette consolation de voir gravé sur les murs du village le nom de leur fils bien-aimé." (Signé : Alexandre Leborgne)</p> <p>Lettre du préfet à propos des cartes de sinistrés</p> <p>3 lettres du préfet à propos de la vaccination antivariolique obligatoire</p> <p>Lettre du préfet à propos de la taxe sur les viandes</p> <p>Statuts de la société "Sports Ouvriers de Provin"</p> <p>Sur feuille volante : réunion du Conseil municipal du 4-11-45 (Fête du 11 novembre ; augmentation de l'indemnité versée aux portionnaires dépossédés ; création de la soupe scolaire)</p> <p>Lettre manuscrite d'une postulante aux portions ménagères</p> <p>Lettre du préfet informant de l'intention de la Société des auteurs compositeurs au sujet d'une somme non réglée par la commune ; lettre de ladite société</p> <p>Lettres du préfet : nomination de délégués pour la Chambre des métiers et la chambre d'agriculture</p> <p>Lettre manuscrite du garde-champêtre demandant une gratification</p> <p>Lettres du préfet (prise en charge partielle des frais de pension de deux jeunes aveugles)</p>
--------------------	--

1946

20 janvier 1946	<p>Fixation des congés annuels</p> <p>Indemnité de cherté de vie versée au personnel communal</p> <p>Transport par corbillard (relèvement du tarif)</p> <p>Prix des concessions dans le cimetière (relèvement du tarif)</p> <p>Élection des délégués auprès du Conseil de discipline</p> <p>Assistance</p> <p>Commission paritaire de fermages</p> <p>Virement de crédit</p>
24 février 1946	<p>Portions ménagères</p> <p>Nomination d'agents recenseurs, dénombrement national de la population au 10 mars 1946</p> <p>Indemnité de résidence familiale versée au personnel de la mairie</p> <p>Conducteur de la voiture communale, transport des malades et autres : appel aux propriétaires conducteurs</p>
31 mars 1946	<p>Demandes de sursis d'incorporation</p> <p>Portions ménagères</p> <p>Ouverture de crédit</p>

1946

20 avril 1946	Reconstitution des commissions communales de statistique agricole Subvention au Comité des Prisonniers. Régularisation pour 1944 Organisation de la Fête du 1er mai et de Fête de la Victoire du 12 mai 1946 Établissement du tarif de la place pour la ducasse Subvention pour l'érection d'un monument à Joseph Hentgès, maire d'Hellemmes, fusillé par les Allemands à Marquette-lez-Lille le 14 avril 1942
7 juin 1946	Majoration des loyers des propriétés communales. Mention marginale : délibération annulée, non approuvée. Voir au 1-7-46 Jury criminel 1947 Syndicat des communes de l'arrondissement de Lille. Mention marginale : délibération annulée, non approuvée Subvention accordée au camp de vacances organisé en Forêt Noire (Allemagne) par l'Amicale Laïque de Provin
1er juillet 1946	Augmentation du tarif de location du local loué à M. Clotaire Bos Chambres et tribunaux de commerce Liste électorale des tribunaux paritaires cantonaux et d'arrondissement Organisation de la Fête nationale du 14 juillet 1946. Bal Désignation des assesseurs à la Chambre correctionnelle Économique de Lille
31 juillet 1946	Comptes et budgets Demande de subvention. Des travaux de réfection sont prévus aux écoles et à la mairie Assistance
15 août 1946	Reclassement du personnel titulaire de la commune Attribution d'un acompte provisionnel de 1000 francs au personnel de la commune au titre du mois de juillet 1946 Augmentation du traitement d'une employée de mairie qui vient d'avoir 18 ans Indemnité de vie chère versée au personnel titulaire de la commune
21 septembre 1946	Portions ménagères, assistance Budget vicinal
18 octobre 1946	Organisation des Fêtes de la Toussaint et du 11 novembre 1946 Désignation des ménages qui pourront habiter des habitations réparées Indemnité facultative de traitement versée aux instituteurs et institutrices, avec copie de la lettre que ces derniers ont adressée au Conseil Augmentation du salaire des balayeuses des écoles et de la mairie Réquisition d'un terrain en vue de l'implantation de 10 baraquements destinés au logement de famille sinistrées (les portions ménagères situées rue Catoire, section A du plan N° 332, 331, 330 Ouverture de crédit pour la protection de la santé publique
29 novembre 1946	Rentes aux portionnaires dépossédés Demande d'autorisation d'emprunt pour achever les travaux d'alimentation en eau potable (pour les communes de Bauvin, Provin, Annœullin, Allennes) Demandes de sursis d'incorporation Afin de "pourvoir à la création de ressources nouvelles", institution d'une taxe sur les ventes au détail et les prestations de service (au taux de 1%) Frais d'assiette et de perception des taxes locales Proposition de supplément de traitement à verser au secrétaire de mairie, rejetée par la préfecture Ouverture de crédit sur fonds libres Régularisation de dépenses excédentaires

1946 (suite)

31 décembre 1946	Révision des listes électorales Comptes et budgets Création d'un corps de sapeurs-pompiers. Mention marginale : "Annulé. Remplacé par délibération du 15 mars 1947" Ouverture de crédits Fixation d'une indemnité pour aide au service de ravitaillement en décembre 1946 Budget du bureau de bienfaisance
------------------	---

1947

21 janvier 1947	Fixation des tarifs de licence de débits de boissons Conversions d'emprunts Subvention versée à l'hospice civil de Seclin
11 février 1947	Commission d'assainissement du marché et création de magasins témoins. Mention marginale, délibération remplacée par celle du 12 mars 1947. On apprend à cette occasion les noms de 3 épiciers du village (Victor Rucquois, Rosa Taillez, Léon Fourmaux) Augmentation de la rémunération des agents communaux Portions ménagères
15 mars 1947	Modification de l'indemnité de résidence familiale, nouveaux barèmes de prestations familiales Commission d'assainissement du marché "Produits communaux soumis à une baisse de 5%" : "Droit de concession dans le cimetière, droits de pesage et mesurage, frais de transport des corps par corbillard" Listes électorales pour la Chambre des métiers Portions ménagères Fixation du tarif appliqué à la voiture dite communale Fabrication de 2 tableaux d'affichage, par M. Guilbert Julien, menuisier "Monsieur le Maire expose l'utilité pour la commune de la création d'un service de secours contre l'incendie. A la suite de cet exposé, le conseil municipal adopte la délibération suivante : Considérant que la commune dont la population est de 2005 habitants, sans hameaux, qu'elle possède une pompe à incendie et le matériel de service nécessaire, qu'il importe, pour en assurer l'utile emploi d'organiser un corps de sapeurs-pompiers, le Conseil municipal demande que ce corps soit formé de 15 hommes, s'engage au nom de la commune à subvenir au moins pendant 15 ans aux dépenses [...] aux moyens des ressources ordinaires" (liste des hommes retenus) Régularisation de crédit
21 avril 1947	Commission de logement au sujet des baraquements devant arriver Subvention au profit de l'œuvre des pupilles des écoles publiques Organisation de la fête du 1er mai Achat d'un livre témoignage sur Auschwitz Collecte en faveur de "l'érection d'un monument à Gabriel Péri et pour l'édition de ses écrits et discours principaux"

1947 (suite)

21 avril 1947 (suite)	<p>"Le cheval de la commune ne peut plus effectuer l'enlèvement des boues et ordures ménagères ainsi que le transport des morts par corbillard. [...] Il y a lieu de confier le service de transport des morts par corbillard à un entrepreneur de la commune." Autorisation est donnée au maire de "passer marché de gré à gré avec Monsieur Guilbert Louis, cultivateur [...] pour une durée qui commencera le premier mai 1947 et finira le trente avril 1949". Est ensuite repris le règlement mis en place les années précédentes. "Monsieur Guilbert Louis s'engage [également] à exécuter les travaux d'enlèvement des boues, cendres et ordures ménagères de la commune [...] tous les mercredis et samedis".</p> <p>Régime fiscal des spectacles, jeux et divertissements</p>
30 mai 1947	Vote de centimes supplémentaires pour insuffisance de revenus
17 juin 1947	<p>Formation des listes pour le jury criminel Liste des candidats pour la chambre correctionnelle économique Budget du bureau de bienfaisance, assistances Augmentation de l'indemnité de fonction du maire et de l'adjoint Désignation de délégués aux chambres et tribunaux de commerce Organisation de la fête de 14 juillet</p>
13 août 1947	<p>Comptes et budgets Aménagement de l'indemnité provisionnelle Portions ménagères Modification de l'indemnité de gestion du receveur municipal Indemnité versée aux agents communaux</p>
7 septembre 1947	<p>Réquisition d'un terrain en vue de l'implantation de 10 baraquements. Il s'agit des terrains "préalablement destinés à l'implantation de baraquements promis par le Ministre de la reconstruction et de l'Urbanisme", toujours en attente. "Par suite de nombreuses réclamations émanant de la population de la commune protestant contre l'encombrement des trottoirs du village de véhicules automobiles, camions, camionnettes, etc [...] le Conseil, après en avoir délibéré décide que le stationnement prolongé de véhicules de tous genres est interdit sur les trottoirs de la commune, sauf sur la Place Jean Jaurès ; que toute personne qui ne se conformerait pas à cette règle sera passible de contravention."</p> <p>Régime fiscal des spectacles, jeux et divertissements</p>
10 octobre 1947	<p>Renouvellement du bail de chasse pour les 9 ans à venir. On apprend à cette occasion que les portions ménagères comprennent environ 72 hectares. Budget du bureau de bienfaisance, assistance Fixation de la rente allouée aux portionnaires dépossédés Caisse de compensation des allocations familiales</p>
2 novembre 1947	Procès verbal de l'installation du conseil municipal et de l'élection du maire (M. Charles Vion) et d'un adjoint (M. Fernand Crombecque)
6 novembre 1947	<p>Fête du 11 novembre 1947 Formation des commissions Formation du comité communal de collecte Élection de 2 délégués du bureau de bienfaisance</p>

1947 (suite)

22 novembre 1947	Portions ménagères Assistances Rente aux portionnaires dépossédés Délégués au conseil de discipline
3 décembre 1947	Liste électorale des tribunaux paritaires et cantonaux Nomination de 2 délégués du syndicat d'adduction d'eau Composition de la commission communale des impôts directs. Où l'on apprend que M. Victor Rucquois est épicier, rue St-Venant ; Antoine Potteaux est commerçant, rue Nationale ; Jules Marcy est cordonnier, rue J. Guesde Inspection des viandes et tueries particulières
19 décembre 1947	Révision des listes électorales. Où l'on apprend que M. François Demonchy est "marchand de beurre", rue Jules Guesde Fête de la Noël 1947 : "distribution des coquilles à tous les élèves des écoles de la commune sans distinction". Réduction de la surface des jardins ouvriers "en vue de satisfaire le plus possible aux demandes de personnes ne possédant pas de jardins" Conseil d'administration de la caisse des écoles Demande de sursis d'incorporation Virement de crédit Imputation de crédit pour les traitements et assurances sociales Le soldat Alfred Larivière « est le premier soldat mort en captivité de retour à Provin. [...] Le corps a été déposé à la mairie. [...] Les frais funéraires inhérents à l'enterrement seront pris en charge par la commune. »

1948

14 janvier 1948	Portions ménagères Extension du champ d'application de la taxe locale sur les ventes au détail Relèvement des prix des concessions au cimetière Augmentation du droit de pesage Augmentation du tarif de transport des morts par corbillard Budget vicinal
30 janvier 1948	Taxe sur la valeur locative des locaux professionnels Tarifs des licences de débits de boissons Indemnité exceptionnelle versée au personnel communal Budget primitif 1948 Augmentation du traitement des balayeurs des écoles communales Aménagement de la rémunération des agents des collectivités locales Dépenses d'assistance
14 mars 1948	Listes électorales des chambres de métiers Ouverture de fonds Régularisation de dépenses d'assistance Indemnité allouée aux portionnaires dépossédés Report de sursis d'incorporation

1948 (suite)

22 avril 1948	<p>Fête du 1er mai Vœu pour la construction de vingt habitations à bon marché Rétération de la demande de réquisition de terrains rue Catoire pour y construire des habitations (baraquements) Tournoi de football les 2 et 6 mai 1948 : achat de 2 coupes</p>
5 mai 1948	<p>Inauguration du drapeau de l'Union Nationale des Combattants, section de Provin, le 8 mai 48 Fête des mères françaises</p>
2 juin 1948	<p>Remplacement et traitement de la balayeuse de la mairie Ouverture d'un crédit pour les chauffage, éclairage et balayage des classes et pour les fournitures aux élèves indigents Indemnité de frais de vélo et d'habits. (Délibération annulée) Remplacement et salaire du manœuvre éboueur Lutte contre le doryphore Électrification "d'un écart rue Victor Hugo et Branchement Morelle" M. le maire a été avisé "par le ministère des anciens combattants et victimes de la guerre, Service des Restitutions, Dépôt d'Auxerre, par lettre du 13 mai 1948, que la dépouille mortelle de M. Wyplier Francisque, 2ème classe, Groupe Sanitaire, a été exhumée le 13 mai 1948. [...] Le corps sera exposé à la mairie et les frais de funérailles seront à la charge de la commune." Distinction des classes pour les enterrements en fonction des horaires Suppléments demandés pour les enterrements à Annœullin et Don Augmentation pour l'enlèvement des boues Supplément obtenu pour les enterrements à Provin Primes aux sociétés musicales pour concerts et défilés Organisation d'une grande kermesse les 20 et 21 juin, au profit des œuvres scolaires, post et péri-scolaires Indemnité de frais de vélo et indemnité d'habillement accordées au garde-champêtre</p>
16 juin 1948	<p>Formation des listes du jury criminel, de la Chambre correctionnelle économique Résiliation du contrat de concession d'eau, reprise en régie Ramassage des poubelles Portions ménagères Perception des droits de place à la ducasse</p>
7 juillet 1948	<p>Fête nationale du 14 juillet Demande d'abrogation des décrets Billoux et Poinso-Chapuis Deixonne qui prévoient "la suppression de plus de 7000 emplois à l'éducation nationale au moment où nous manquons de maîtres" Fixation du "tarif pour le transport des cercueils et les opérations d'inhumation de victimes de la guerre", les frais devant "être assurés par l'administration municipale" qui en obtiendra remboursement auprès de l'état. Assistances Demande de résiliation du contrat de concession d'eau "en vue de la reprise en régie [...] sous la réserve qu'il résulte de l'étude préalable provoquée par ladite demande un intérêt public indiscutable".</p>

1948 (suite)

7 août 1948	<p>Le Ministère des anciens combattants a avisé le maire que "les dépouilles mortelles du soldat Hochedez Rivan, 2ème classe ; des civils Mr Henbrecq Gaston, Mme Henbrecq Menu Yvonne Léa, Mr Henbrecq Maurice Raymond, Mr Henbrecq Armand Maurice seront déposés à la mairie le mardi 10 août 1948 à 8 heures." Le Conseil décide que "les frais de funérailles seront à la charge de la commune".</p> <p>Autorisation de signature de l'adjoint pendant l'absence du maire</p>
18 août 1948	<p>Comptes et budgets Renouvellement du bail du bureau de poste Création d'un emploi de femme de service "en classe enfantine de l'école communale de filles [qui] comprend de 40 à 58 enfants présents et dans ces conditions le travail de la maîtresse est harassant et la surveillance imparfaite" "La colonie de vacances fonctionnera du 3 au 27 août 1948 à Saint-Flour, Cantal." Les enfants seront accompagnés de 2 moniteurs et 1 monitrice. Fixation de leurs indemnités "Emploi d'un manœuvre passager" pour l'entretien des fossés qui "s'étendent sur un réseau de 4 kilomètres [et] sont très herbeux et comblés de cendres et de boue." Frais de fonctionnement de la garderie de vacances Acompte à valoir sur le reclassement des agents des collectivités locales (figurent les noms des personnes)</p>
13 septembre 1948	<p>Réfection des peintures et badigeons aux bâtiments communaux Prime versée au personnel communal (avec le nom des employés) Réduction du personnel Reclassement du personnel auxiliaire de bureau Remise en état et prolongement de l'éclairage communal public Éclairage et balayage des classes</p>
17 octobre 1948	<p>Élection de 5 délégués chargés d'élire à leur tour les Conseillers de la République Les funérailles "du soldat Boistelle Louis du 4ème dragon" dont "la dépouille mortelle" a été restituée ont lieu ce jour. Elles seront prises en charge par la mairie. Arrêté de nomination d'une femme de service à l'école des filles Prime versée au personnel de service (avec les noms des personnes) Augmentation su salaire versé au peintre embauché le 18 août Souhaits de bienvenue aux nouveaux membres enseignants. "Suite à l'attitude déplacée du Directeur de l'École des garçons lors d'une visite du maire et de nombreuses plaintes de MM. les Conseillers Municipaux, le Conseil Municipal élève une énergique protestation auprès de l'administration préfectorale et demande de la faire suivre auprès des autorités universitaires pour sanctions à prendre. Considérant 1/ la malpropreté de certains locaux scolaires et de la cour de récréation servant de chenil ou de basse-cour et le mauvais entretien des locaux de l'habitation du Directeur de l'École publique des garçons ; 2/ le mauvais exemple et le manque de tenue de celui-ci, se traduisant par des disputes continuelles qui ameutent tout le quartier et des échanges d'injures jusque dans les locaux scolaires devant les élèves ; 3/ les absences du directeur à toutes les cérémonies officielles où les élèves des Écoles filles et garçons sont présents [...]"</p>

1948 (suite)

5 novembre 1948	<p>Fête du 11 novembre 1948 Augmentation des indemnités de fonction versées au Maire et aux adjoints Achat de matériel scolaire et de chauffage des classes Le Conseil Municipal "demande à Monsieur le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme et à Monsieur le Ministre chargé des affaires économiques de prendre un décret rendant applicable à la commune de Provin l'ensemble des dispositions de la loi N° 48-1360 du 1er septembre 1948, le défaut de protection des locataires risquant de troubler l'ordre public, et de les faire quitter le territoire de la commune, la privant ainsi d'une main d'œuvre indispensable." Cette loi, entre autres articles, instituait des allocations de logement. Or, continue le rapporteur, "il ressort que la commune de Provin-Nord, ayant moins de 4000 habitants et étant distante de plus de 4 kilomètres d'une ville de 10 000 habitants, est de ce fait exclue du champ d'application de la loi." Ainsi les locataires provinois "n'ont aucune garantie pour ce qui est du maintien dans les lieux et peuvent sans aucun motif être jetés à la rue" en cas d'augmentation de loyer. Servitude d'allumage et d'extinction de l'éclairage communal liée à la "Maison du Garde" Acomptes à valoir sur le reclassement du personnel communal</p>
26 novembre 1948	<p>Caisse de retraite des agents des collectivités locales Demande d'indemnité d'amendement à la suite de la reprise d'une parcelle Le 5 décembre 1948 auront lieu les funérailles d'un soldat dont le corps aura été rapatrié sur Provin, François Martial Normand, 2ème classe, du 127ème R.I. (prise en charge par la mairie) La demande de branchement du gaz au logement de la directrice de l'école des filles sera discutée plus tard. Révision de listes électorales Portions ménagères Établissement de "la liste des biens touchés par fait de guerre" en vue de constituer les dossiers de demandes d'indemnisation</p>
8 décembre 1948	<p>Renouvellement du bail du bureau de poste rue Gambetta, "pour finir le 31 mai 1957" Révisions de listes électorales Préparation de la 18ème campagne nationale du timbre anti-tuberculeux Changement de personnel au secrétariat de la Consultation des nourrissons et à l'école des filles (balayage) Traitement des femmes de service des écoles Achat de matériel scolaire Rente aux portionnaires dépossédés Indemnité de frais de vélo versée au garde champêtre</p>

1949

27 janvier 1949	<p>Budget Délégués pour la chambre des métiers Relèvement du tarif pour le transport par corbillard Augmentation du droit de pesage Le 16 janvier 1949 auront lieu les funérailles d'un soldat dont le corps aura été rapatrié sur Provin, Joseph Mortreux, 2ème classe, 11ème génie (prise en charge par la mairie) Demandes de taxes - sur les locaux insuffisamment occupés, - sur les chasses gardées, - sur l'expédition des actes d'état civil Relèvement des prix des concessions au cimetière Taxe sur les spectacles ; mention marginale : annulée Budget vicinal Remboursement de l'impôt cédulaire payé par le personnel communal Budget Indemnité de cherté de vie et de résidence versée au personnel communal Demande de changement de zone de salaires, non acceptée par le préfet Taxe sur les spectacles Virement de crédit pour chauffage et balayage des classes</p>
2 mars 1949	<p>Subventions attribuées à diverses sociétés locales et à l'œuvre des pupilles de l'école publique du Nord Chauffage et balayage des classes Imputation de crédit pour l'entretien des écoles Achat de matériel scolaire dont appareil de projections et films et matériel de linogravure ; fournitures destinées aux élèves indigents Imputation de crédit, budget 1948 Le 20 mars 1949 auront lieu les funérailles d'un soldat dont le corps aura été rapatrié sur Provin, Jules Louis Gard, 2ème classe, R.I. (prise en charge par la mairie) Portions ménagères Achat de mobilier scolaire et de matériel d'enseignement, "notamment cartes murales, globes terrestres, armoires, films instructifs, ..." Régularisation de crédits dépassés Demande d'utilisation du terrain des sports pour l'inauguration d'un nouveau drapeau du parti communiste. Demande rejetée. Dates des fêtes locales de Bauvin</p>
4 avril 1949	<p>Organisation de la fête du 1er mai 1949 Organisation de la fête des mères françaises Achat de coupes pour le tournoi de football Location du bureau de poste Relèvement de l'indemnité de logement versée aux instituteurs et institutrices Installation d'une boîte aux lettres à la mairie (il en existait une avant la guerre 14, qui n'a jamais été remplacée) Portions ménagères</p>

1949 (suite)

4 avril 1949 (suite)	<p>"Monsieur le Maire expose qu'en raison du nombre très grand des naissances, la classe enfantine est devenue insuffisante. Inscrits : 57, présents : 52, prévision avant Pâques : 70. Elle le sera encore davantage dans les années qui suivront, comme le prouve le tableau des naissances ci-dessous :</p> <p>Année 1946 ; nés à Provin de parents provinois : 68 ; autres communes : 3 Année 1947 ; nés à Provin de parents provinois : 61 ; autres communes : 5 Année 1948 ; nés à Provin de parents provinois : 62 ; autres communes : 6 Prévision 1949 ; nés à Provin de parents provinois : 65 ; autres communes : 6</p> <p>D'autre part [...] dans les écoles maternelles et les classes enfantines le nombre moyen des élèves inscrits ne doit être ni supérieur à 50 par classe ni inférieur à 25.</p> <p>Le conseil municipal à l'unanimité, considérant 1° Le nombre trop important d'élèves inscrits à la classe enfantine (reconnue du fait qu'elle possède une femme de service) ; 2° Le nombre exceptionnel des naissances des années 1946-1947-1948 et de celles prévues en 1949 qui vont surpeupler notre classe enfantine, demande à l'unanimité 1° La création d'une école maternelle à 2 classes ; 2° L'inscription de ce projet en priorité par les autorités académiques"</p> <p>Portions ménagères Révision de listes électorales</p>
27 avril 1949	<p>Marché de gré à gré pour l'enlèvement des boues Salaire du manœuvre</p> <p>Marché de gré à gré pour l'enlèvement des boues et ordures ménagères à nouveau, contrat signé le 3 mai 1949</p> <p>Transport des morts par corbillard (également nouveau contrat)</p> <p>"En attendant l'édification de l'école maternelle (projet [daté du] 4 avril 1949)" et sachant qu'une "classe est libre à l'école des garçons avec bancs, tableaux, bureau, etc., [...] très bien disposée et bien aérée" le Conseil sollicite "de Monsieur le préfet l'ouverture d'une classe enfantine à l'école des garçons".</p> <p>Fournitures scolaires Achat de mobilier scolaire et de matériel d'enseignement "Remboursement à M. l'abbé Vroman, curé à Provin, de factures afférentes à divers travaux effectués à l'église de Provin" (avec détail)</p>
17 juin 1949	<p>Formation des listes pour le jury criminel Chambres correctionnelles économiques Fête de l'amicale laïque Indemnité de logement aux instituteurs et institutrices Assurance du maire et des conseillers dans l'exercice de leurs fonctions Reclassement des agents communaux et application de nouveaux statuts Bourses pour continuation d'études aux élèves de Provin fréquentant un établissement public Fête du 14 juillet Renouvellement du bail du bureau de poste rue Gambetta jusqu'au 31 mai 1957 ; description du bâtiment</p>
24 juillet 1949	<p>Rémunération du service des Ponts et Chaussées Levée de la boîte aux lettres de la mairie Construction des 24 maisons à bon marché rue Victor Hugo, signature du contrat Achat de matériel d'incendie</p>

1949 (suite)

12 août 1949	<p>Extension du service de distribution d'eau potable, "considérant l'insuffisance pour les besoins de la commune du projet primitif établi en 1942 entre le Syndicat Intercommunal d'Annœullin, Allennes-les-Marais, Bauvin-Provin et la Société des Eaux du Nord, [...] le prix trop élevé des branchements, [...] l'urgence et la nécessité de satisfaire le besoin primordial en eau potable de toute la population" ; extension demandée rues La Fayette Prolongée, Camille Desmoulins, Léon Gambetta (sentier Barré), Henri Catoire (sentier Merlen), Henri Catoire Prolongée, Henri Durre prolongée, Chemins de Pont-à-Vendin et du Cimetière. Une demande de subvention par le département est adressée à la préfecture.</p> <p>Ouverture de la garderie de vacances du 18 juillet au 30 août</p> <p>Portions ménagères</p> <p>Abattement forfaitaire sur la contribution des patentes</p> <p>Colonie de vacances à la mer : Colonie Léo Lagrange à Petit Fort Philippe, Gravelines, Nord</p> <p>Taxe sur les locaux insuffisamment occupés (maintien de la décision)</p> <p>Divers devis de remise en état des locaux publics</p> <p>Présentation des plans des 24 habitations à Bon Marché : "3 groupes de 8, ce qui nécessite une longueur totale de terrain de 185 mètres sur 75 mètres de profondeur soit un hectare 38 ares 75 centiares". Désaffectation à cet effet des portions ménagères 757, 759-764 de la Section A</p>
14 septembre 1949	Ducasse du Riez, organisation et programme des jeux
23 septembre 1949	<p>Traitement des moniteurs de la garderie de vacances</p> <p>Comptes et budgets</p> <p>Responsabilité civile des instituteurs et institutrices, assurance des élèves (avec détail des garanties). On apprend à cette occasion que "l'effectif total des élèves inscrits pour les écoles de filles et garçons s'élève à ce jour à 207 ; l'effectif des instituteurs et institutrices s'élève à 8". Ceci ne concerne que les écoles publiques.</p> <p>Nomination d'un 2ème manœuvre, étant donnée l'importance des tâches, souvent urgentes, à accomplir. On apprend à cette occasion (entre autres renseignements) :</p> <ul style="list-style-type: none">-chemins ruraux pavés à entretenir par la commune : 6 km-non pavés (empierrés, scories, décapage) : 9 km-voyettes contour du village : 7 kilomètres-réseau des fossés : 4 kilomètres
6 novembre 1949	<p>Demande de réfection du CD39 et réponse de la préfecture page 252</p> <p>Fête du 11 novembre</p> <p>Subvention pour l'érection d'un monument aux victimes de la commune d'Ascq</p> <p>Subvention aux sinistrés du sud-ouest (voir page info)</p> <p>Portions ménagères</p> <p>Chauffage, éclairage et balayage des classes</p> <p>Liste électorale des tribunaux paritaires cantonaux</p> <p>Taxe sur les transactions</p> <p>Frais de séjour (colonie de vacances)</p> <p>Mort du mulot de la commune ; augmentation du traitement de l'entrepreneur chargé de l'enlèvement des boues</p>

1949 (suite)

<p>6 novembre 1949 (suite)</p>	<p>"Le Conseil municipal de Provin [...] ému par les doléances de nombreux usagers de la région de Bauvin, Provin, Don, Meurchin, Billy-Berclau, etc. etc. sur le manque de transports rapides et aux heures adéquates attire l'attention de Monsieur le Préfet du Nord sur cet état de chose ; forme le vœu pour qu'une auto-motrice sur rails puisse fonctionner tous les jours, y compris les dimanches, sur le trajet de :</p> <p>1° Départ Lille vers Lens de 7 ou 8 heures 2° Départ de Lens vers Lille de 18 ou 19 heures"</p> <p>Copie adressée au Service d'Exploitation Nord de la SNCF</p> <p>La réponse du préfet, en date du 29 décembre suivant, est catégorique : "M. le Chef du 2ème Arrondissement de l'Exploitation de la S.N.C.F. vient de me faire connaître que l'insuffisance des moyens ne permettent pas actuellement d'envisager la circulation de nouveaux mouvements. J'ai l'honneur de vous en informer." La réponse de la SNCF reprenait les mêmes termes.</p> <p>Le courrier de M. Gustave Duriez, vice-président du Conseil Général du Nord sera beaucoup plus nuancé et circonstancié : "L'arrêt du trafic de la ligne de la S.T.D.N. entre Don - Annœullin et Provin par la D39 puis Carvin par le V.O. est la conséquence du mauvais état de ce V.O. Provin-Carvin. C'est d'ailleurs la raison que nous donne la S.T.D.N. qui, au lieu d'emprunter la D39 et le V.O., bifurque par la D41 Annœullin-Carvin, laissant ainsi de côté votre commune.</p> <p>Aussi j'interviens auprès de Monsieur l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées pour la réfection de ce V.O. ; de ce fait la S.T.D.N. pourra reprendre son véritable itinéraire.</p> <p>D'un autre côté j'entreprends une démarche auprès de la S.T.A.R.N. pour lui faire part du désir de la Municipalité de Provin de voir modifier ses horaires, ce qui correspondrait mieux aux intérêts de vos administrés. »</p>
<p>10 décembre 1949</p>	<p>Rente versée aux portionnaires dépossédés Prix de location des terres des jardins ouvriers Terre louée à la commune de Wavrin Fête de la Noël 1949, "distribution de coquilles aux enfants de 3 à 14 ans et aux vieillards de plus de 70 ans" Portions ménagères Droits de licence sur les débits de boissons Augmentations de traitement Révision des listes électorales politiques 1950 Commande automatique de l'éclairage public, et devis adressé par Electricité et Gaz de France Demande de sursis d'incorporation Remboursement de frais Frais de colonie de vacances</p>
<p>30 décembre 1949</p>	<p>Budget du bureau de bienfaisance Réception du nouvel an 1950 à la mairie Budget du service vicinal Assistance aux femmes en couches Allocation militaire pour départ au régiment Projet d'exécution de divers aqueducs dans la commune confié aux Ponts et Chaussées Relèvement du tarif du transport des morts par corbillard et du prix des concessions au cimetière Budget Acquisition de matériel d'incendie</p>

1950

11 février 1950	<p>Déficit de Gaz de France Tarifs des licences pour débits de boissons Demande de subvention au profit de la coopérative scolaire Reliure des registres Subvention à la Mutualité Accidents des élèves des écoles publiques Demande de délai pour l'expulsion de locataires en attente d'un logement à bon marché</p>
21 mars 1950	<p>Subvention à la société de football Liste d'élèves recevant ou non une bourse d'études Indemnité de frais de gestion versée au receveur municipal Indemnité de frais de vélo et d'habits versée au garde Subvention à la Mutualité Accidents des élèves des écoles publiques Chauffage, balayage et éclairage des classes Fournitures scolaires Délégués à la Chambre des Métiers Portions ménagères "Nécessité de faire procéder à la réfection complète de l'éclairage public, la réfection ayant été faite immédiatement après la guerre avec des moyens de fortune peu appropriés, bien souvent des rues entières restent sans lumière ou dans d'autres rues les lampes brûlent par trop souvent". Le devis de la Compagnie Électrique du Nord est approuvé. Tournoi de football les 10 et 11 avril 1950 Fête du 1er mai 1950 Prime aux sociétés de musique Armoiries de Provin, en réponse à la lettre préfectorale du 4 février 1950 Ouverture de crédit</p>
25 avril 1950	<p>Fête du 1er mai Fête des mères françaises Affirmation de l'attachement des Provinois pour la paix et demande d'un désarmement général simultané et contrôlé (délibération suite à une demande du parti communiste) Fête de la Victoire et de Jeanne d'Arc le 14 mai 1950</p>
15 mai 1950	<p>Procédure de désaffectation des terrains en vue de la construction des 24 H B M. Aucune réclamation. Achat de pavés en grès rejeté (prix trop élevé) Achat de matériel de corbillard (garnitures, réparations diverses) "Le Conseil municipal est ému des nombreuses réclamations de la population de Provin relatives au transport par autobus des usagers de la ligne Hénin-Liétard - Don - Lille. Aucune communication n'existe aller-retour entre Hénin et Provin. La Compagnie des Transports Départementaux du Nord a détourné son trajet au profit d'autres communes." Imputation de crédit Consultation des collectivités locales au sujet des compétences d'Électricité de France Formation de la liste préparatoire pour le jury criminel 1951 Demande de sursis d'incorporation</p>

1950 (suite)

14 juin 1950	Rémunération des agents auxiliaires et du personnel titulaire « Frais de funérailles d'un enfant mort pour la France », Charles Lenoir, sergent, dont les funérailles auront lieu le 18 juin 1950 Assistance médicale gratuite
5 juillet 1950	Fête du 14 juillet 1950 L'horloge de l'église ne fonctionne pas Travaux d'adduction d'eau potable ; travaux terminés Construction d'un abri pour les mineurs rue Jules Guesde Sœur Marie-Gabriel déplore l'état de l'église : « Beaucoup de vitraux ont été détruits pas faits de guerre et laissent passer la pluie et la poussière, de plus il pleut dans la sacristie. [...] Le Conseil est d'avis de faire remplacer les vitraux cassés par du verre cathédrale, les verres remplacés seront peints en harmonie avec le sujet saint des vitraux [et] décide en outre de faire établir un devis pour le peintage du chéneau et un devis pour la réparation de la toiture ». Éclairage en fluorescence des écoles et de la mairie Achat de pavés pour la rue Gambetta Portions ménagères
En fin de volume	Feuilles volantes : En date du 24 juillet 1946, désignation de jurés pour la chambre économique correctionnelle (demandes + réponse) Liste des pompiers volontaires, avec leurs grade, date de naissance, profession
4 août 1950	<ul style="list-style-type: none">- Comptes et budgets- Mandatement du 10^{ème} receveur municipal, après le départ du précédent- « Pour des questions d'hygiène, il est indispensable de recueillir dans des aqueducs les eaux pluviales et ménagères qui s'écoulent actuellement dans des caniveaux à ciel ouvert dans les rues Charles Saint-Venant, Nationale, la Fayette, Gustave Delory et Camille Desmoulins et aussi en raison des inondations provoquées lors de fortes pluies et orages et dans certains points bas des accidents provoqués par la glace rues Camille Desmoulins et Nationale ».- Indemnité au conducteur des chantiers des Ponts et Chaussées- Le Conseil accorde une subvention à la ville de Cambrai, ravagée par un cyclone le 20 juillet.- Indemnité de fonction de l'adjoint- Crédit spécial pour aide à la création de budget. Mention marginale : non approuvé (préfecture)- Achat d'une bascule pour le service d'examen médical scolaire- Demande de modification d'un sentier rejetée- Organisation de la fête au profit de la colonie et de la garderie de vacances- Budget pour matériel d'incendie, éclairage public, fête du 14 juillet- Chambres et tribunaux de commerce- Traitement des surveillants de la garderie de vacances- Renforcement du branchement électrique de l'école de garçons- Liste électorale (baux ruraux)- Lettres d'Électricité de France concernant le branchement de l'école (6 et 11 septembre 1950)- Liste électorale (baux ruraux), lettre de la préfecture du 7 septembre 1950- Vote d'un crédit pour remise en état du corbillard (peinture, ressorts, roues, ...)- Organisation de la ducasse du Riez des 24, 25, 26 septembre et du raccroc le 1er octobre 1950

1950 (suite)

19 octobre 1950	<ul style="list-style-type: none">- Attribution de la prime unique- Majoration de l'indemnité de cherté de vie- Relèvement de l'indemnité versée au percepteur et au receveur municipal- Subvention à la Mutualité des Élèves des Écoles Publiques du Nord- Fête de la Toussaint- Subventions aux sociétés locales : Mutilés de Guerre, Combattants et prisonniers de Guerre, Amicale Laïque, Société de football- Organisation de la Fête du 11 novembre- Augmentation du salaire des 2 manœuvres de la commune- Redistribution de portions ménagères- Construction de 24 logements à loyer modéré avec participation de la commune pour le 10^{ème} des frais engagés- Projet de construction d'aqueducs puis financement- Assistance aux femmes en couches- Assistance
5 décembre 1950	<ul style="list-style-type: none">- Rentes à allouer aux portionnaires dépossédés- Fixation du prix de locations des jardins ouvriers- Listes électorales politiques- Consultation des nourrissons- Suppression de la bascule publique : « Elle n'est pas indispensable étant donné qu'il existe un pont-bascule à la gare de Bauvin-Provin, peu distant de celle de la commune. Elle est déficitaire, une charge pour la commune et nécessite une grande réparation. »- Budget du service vicinal pour 1951- Imputation de crédits : dispensaire d'hygiène sociale de Seclin, dépense d'éclairage public- Fête de Noël des enfants et « des vieillards de plus de 70 ans »- Imputation de crédit : excursion d'enfants, colonie de vacances (Anor, Phalempin)- Tarif des licences des débits de boissons pour 1951
30 décembre 1950	<ul style="list-style-type: none">- Vote de l'emprunt pour participation à la construction de 24 maisons HLM- Augmentation de l'indemnité de fonction du maire- Demande de sursis d'incorporation- Demande d'une cabine de transformation électrique

1951

18 janvier 1951	<ul style="list-style-type: none">- Construction d'aqueducs : adjudication des travaux
-----------------	--

1951 (suite)

30 janvier 1951	<ul style="list-style-type: none">- Majoration de la taxe locale additionnelle sur le chiffre d'affaires- Redistribution de portions ménagères- Constitution d'une commission communale de dommages de guerre- Augmentation de l'indemnité de loyer versée aux instituteurs - non approuvée- Licences des débits de boissons- Pose de 3 nouvelles lampes d'éclairage- Travaux aux bâtiments communaux- Désignation de 2 délégués (révision des listes électorales, Chambre des Métiers - id, Chambre de Commerce- Budget pour le chauffage, le balayage et l'éclairage des classes- Reclassement du personnel titulaire- Rémunération du personnel auxiliaire- Tournoi de football municipal et scolaire- Salaire minimum garanti pour les employés municipaux
1er avril 1951	<ul style="list-style-type: none">- Accord pour achat de matériel mortuaire (avec liste des fournitures)- Projet d'aménagement d'un terrain scolaire d'éducation physique- Remplacement du fossoyeur décédé- Organisation de la fête du 1er mai 1951- Traitement de la balayeuse de la mairie- Indemnité de loyer versée aux instituteurs- Commande d'un grand pavillon et de 6 drapeaux tricolores- Élection à la chambre départementale d'agriculture- Rappel du projet de construction de 24 habitations à bon marché datant du 22 avril 1948 ; rappel de la délibération du 12 août 1949 décidant de la désaffectation de portions ménagères au lieu-dit "Le Marais" ; ce projet a été déclaré d'intérêt public par le préfet le 10 octobre 1950. Provenant d'un legs fait par la Comtesse de Flandre, les portions ménagères sont frappées d'inaliénation mais cette clause peut être levée par suite de l'utilité publique du projet. Les portionnaires dépossédés recevront une indemnité.- Alors que la construction d'une première tranche d'aqueducs est en cours, projet de construction d'une 2ème tranche d'aqueducs, Place Jean Jaurès, Rue Jules Guesde, Rue Léon Gambetta, Rue Henri Durre, Rue Edgar Sion- Décision de réparer la clôture de la cour de l'école des garçons et de macadamiser cette cour
17 mai 1951	<ul style="list-style-type: none">- Première fête du quartier de la gare le 27 et 28 mai 1951- Organisation de la Fête des Mères françaises- Prime aux Sociétés de Musique de la commune- Banquet des vieux travailleurs (avec menu)- Projets de construction de la 2ème tranche d'aqueducs (Place Jean Jaurès, Rues Jules Guesde, Léon Gambetta, Henri Durre, Edgar Sion), de macadamisation de l'école de garçons et de réparation de la clôture confiés au Service des Ponts et Chaussées
4 juillet 1951	<ul style="list-style-type: none">- Organisation de la Fête Nationale du 14 juillet 1951- "Le Conseil Municipal, vu la crise du logement, étant donné que le programme de reconstruction n'est pas terminé, décide d'émettre un avis défavorable lors d'une demande de transfert dans une autre commune des indemnités de dommages de guerre relatives aux dommages de guerre immobiliers."- Construction d'un urinoir place de l'Église terminée- Augmentation de l'indemnité versée pour enlèvement des boues et cendres

1951 (suite)

4 juillet 1951	<ul style="list-style-type: none">- Constitution d'une commission communale des dommages de guerre- Vote d'un crédit au budget additionnel pour grosses réparations aux édifices communaux- Traitement des surveillants de la garderie de vacances- Demande de désaffectation de portions ménagères rue Charles Saint Venant pour y construire des habitations ouvrières "susceptibles de devenir la propriété même des dits ménages", "la construction de logements par l'Office Départemental [étant] très onéreuse pour la commune". Les parcelles ne pourront excéder 400m². (par courrier daté du 15 octobre 1951)
24 août 1951	<ul style="list-style-type: none">- Organisation de la Fête au profit de la colonie et de la garderie- Subventions aux sociétés locales (l'Union Provinoise-football, les Mutilés de guerre, l'Amicale Laïque)- Indices des échelles de traitement des gardes champêtres- Subvention au profit du Comité des Fêtes des Corons de Bauvin à l'occasion d'une course cycliste- Aménagement de la rémunération des agents des collectivités locales (dispositions détaillées)- Complément au règlement de police du 18 novembre 1924 : "Les propriétaires ou locataires devront entretenir les parties de trottoirs qui se trouvent devant leurs habitations, jardins ou dépendances de manière à ce que la boue, l'eau, les mauvaises herbes ne puissent y séjourner. En cas de défaillance, les travaux seraient faits par les ouvriers de la commune aux frais des propriétaires ou locataires et récupérés par le Percepteur Receveur Municipal à Annœullin".- Nouvelle demande de construction d'une cabine de transformation électrique, étant donné "la faiblesse et l'irrégularité du courant électrique" et "l'augmentation très grande et régulière de la consommation électrique".- Augmentation de la taxe sur les chiens- Participation de la commune aux "dépenses d'équipement mécanique et mobilier des postes comptables"- Révision de la liste électorale des Tribunaux Paritaires cantonaux- Programme de la Ducasse du Riez- Réattribution de portions ménagères- Annulation de la location du "petit hangar loué à l'amiable à M. Bos Clotaire, rue Nationale à Provin, pour la mise à l'abri de son auto [...] par suite de travaux d'agencement pour la mise à l'abri du matériel communal".
5 octobre 1951	<ul style="list-style-type: none">-Subvention à la Mutualité Accidents des Élèves des Écoles Publiques de Douai-Établissement d'un marché hebdomadaire dans la commune, tous les mercredis, de 14 à 17 h sur la Place Jean Jaurès- "Tarif pour la perception régulière des droits de place sur le marché, basé sur la superficie occupée par les marchandises en vente les jours de marché" (fixé à 8 francs par mètre carré). Nomination d'un régisseur pour la perception des droits-Achat d'une plaque (décès d'un membre du Bureau de bienfaisance, Pierre Louis Crombecque)-Arrêté d'ouverture et de fermeture du cimetière pour la Toussaint-Achat d'une machine à écrire Rooy, type Master ("la machine existante est assez usagée"), 120 000 francs-Comptes de gestion du receveur municipal ; compte administratif du maire ; budgets additionnels de la commune, du bureau de bienfaisance-Garderie municipale (vote d'un crédit supplémentaire)-Grosses réparations aux édifices communaux (Écoles des filles et des garçons). Démontage de clôtures, fouilles, remblais, maçonnerie...-Marché de gré à gré pour les travaux ci-dessus, passé avec M. Emile Guilbert

1951 (suite)

3 novembre 1951	<ul style="list-style-type: none">-Rentes aux portionnaires dépossédés en 1951-Prix de location des terres des jardins ouvriers-Organisation de la Fête du 11 novembre-Rémunération de tout le personnel communal-Révision des listes électorales
22 décembre 1951	<p>-"Le Conseil décide de céder à l'État dans les conditions fixées par décret du 22 février 1940 une parcelle de terrain de son cimetière communal d'une superficie de 4 mètres carrés servant d'assiette à 2 tombes militaires britanniques. L'État en accordera la libre disposition sans limitation de durée à la Commission Impériale des Sépultures militaires Britanniques en application de la loi N° 46-2208 du 14 octobre 1946."</p> <ul style="list-style-type: none">-Demande d'une subvention pour la construction d'un aqueduc le long du chemin départemental N° 39. Le Conseil Général participera à hauteur d'un million de francs.-Organisation de la Fête de Noël 1951-Budget vicinal-Construction à proximité de l'église d'un nouveau poste de transformation communal. La parcelle de terrain nécessaire (25 m²) sera louée à Électricité de France jusqu'au 1er janvier 2002 (au taux de un franc par an)-Réception du Nouvel An 1952 à la Mairie-Extension du réseau d'eau potable par la Société des Eaux du Nord : chemin de Pont-à-Vendin (132m) ; rue Léon Gambetta, sentier Barré (95 m) ; sentier de l'église rue Jules Guesde (50 m) (Tous les détails figurent dans la délibération)

1952

20 janvier 1952	<ul style="list-style-type: none">-Budget primitif 1952-Participation "aux frais d'électrification du passage à niveau N° 124 (maison occupée par un agent de la SNCF)"-Demande adressée aux services des Ponts et Chaussées pour la mise en œuvre d'une 2ème tranche d'aqueducs le long de la Place Jean Jaurès, des rues Jules Guesde, Henri Durre et Victor Hugo-Divers abonnements-"Le projet de désaffectation de portions ménagères sises rue Saint-Venant, Section A N° 654-655-656 en vue de leur aliénation par lots au profit de particuliers désirant construire un logement, est complètement approuvé. Maître Thoumin, Notaire à Seclin, sera chargé de procéder à la vente."-Subventions aux œuvres d'utilité publique-Rappel de la délibération du 1er avril 51 : vente d'un terrain appartenant à la commune à l'Office départemental des HLM de Lille pour la construction de 24 maisons rue Victor Hugo.
-----------------	--

1952 (suite)

28 février 1952

-Révision des listes électorales (Chambre des métiers, tribunaux et chambre de commerce, listes électorales consulaires)
-"Le Conseil Municipal de la Commune de Provin attire l'attention de Monsieur le Préfet du Nord sur le sujet important ci-dessous :
Toutes les localités de la ligne de Lens à Don se trouvent déshéritées vis à vis des autres par le manque de trains de voyageurs.
D'autre part, de très nombreuses réclamations ont lieu à ce sujet de la part des populations de Bauvin, Provin, Billy-Berclau, etc.
Le service d'été pour les trains de voyageurs va changer le 10 mai 1952 ; à cette occasion ne vous serait-il pas possible d'intervenir auprès de la SNCF pour l'obtention d'autorails sur le parcours de Lens à Don-Sainghin ?
Six autorails suffiraient : deux le matin, deux vers midi et deux le soir pour les correspondances de Paris via Lens et de Lille via Don-Sainghin, avec mise en marche les dimanches et jours de fête, pour permettre aux populations de se rendre dans leurs familles et de bénéficier des réductions accordées pour les Bains de Mer."
La réponse du préfet, le 3 avril 1952, fut la suivante : "[...] La S.N.C.F. vient de me faire connaître que l'insuffisance du parc d'autorails ne lui permet pas, actuellement, d'envisager la création de ce mouvement."
Le Conseil demandera que cette réponse soit insérée dans la presse.
-Redistribution de portions ménagères
-Adjudication des travaux de construction d'aqueducs, 2ème tranche (avec détail des opérations)
-"Attendu que le chemin départemental de Bauvin à Billy-Berclau est complètement réfectionné, le Conseil Municipal forme le vœu, à l'unanimité des membres présents, pour que la réfection du chemin départemental N° 39 d'Annœullin à Provin soit effectuée dès que possible."
Le 10 avril 1952, M. Etienne, ingénieur en chef aux Ponts et Chaussées du Nord, répondra : "La réfection du CD 39 a été prévue en plusieurs étapes. Une partie a déjà été réalisée et nous poursuivrons les travaux mais il y a, auparavant, d'autres chemins à améliorer. La section qui intéresse plus particulièrement le Conseil Municipal de Provin sera sans doute exécutée en 1953."
-Le trafic d'autos, camions, voitures de toutes sortes sur le chemin vicinal N° 1 de Provin à Carvin est très important, or ce chemin est très défectueux et les finances de la commune ne permettent pas d'envisager sa réfection dans un délai plus ou moins rapproché. Le Conseil Municipal [...] forme le vœu que cette route soit déclarée chemin départemental.

13 mars 1952

-Indemnités de fonction
-Subvention au dispensaire de Seclin
-Prise en compte du temps de service militaire
-Titularisations
-Tournoi de football
-Subvention à l'Union Sportive Provinoise
-Subvention à la Caisse de Secours des Comptables
-Régularisation de crédit
-Fournitures scolaires

1952 (suite)

27 avril 1952	<ul style="list-style-type: none">-Désignation des délégués chargés d'élire les sénateurs (figure en clair la liste des conseillers municipaux)-Fête du 1er mai 1952. Fête des mères françaises. Fête du quartier de la gare-Subvention à l'Amicale Laïque des cantons de Seclin et Pont-à-Marcq-Subvention à la Fédération Nationale des Mutilés du Travail-Subventions aux pensionnés de guerre, anciens combattants, pupilles de la nation-Marché de gré à gré avec M. Augustin Dujardin, charroyeur, pour l'enlèvement des boues et ordures ménagères (avec détails du contrat)-Marché de gré à gré avec M. Augustin Dujardin, pour le transport par corbillard-Suite à la Loi Barangé instituant une allocation scolaire (circulaire du 14 février 1952), une première tranche de modernisation des équipements scolaires sera exécutée. Le détail en est donné : Imprimeries, limographe, Bibliothèque de travail, rideaux, abonnements à l'ORCEL (Office Régional du Cinéma Educateur Laïc), la documentation photographique, compendium métriques, matériel de basket-ball et d'éducation physique, installations modernes de chauffage dans les classes, fosses et WC sans abattant par école, plates-bandes et arbustes pour l'école des garçons-Garderie municipale pour les vacances d'été-Subvention à la Mutualité Accidents des Écoles Publiques
17 juin 1952	<p>"Il manque encore beaucoup de logements dans la commune, malgré l'entreprise de 324 nouveaux logements par l'Office d'H.L.M. de Lille. [...] La construction de logements par l'Office Départemental est très onéreuse pour la commune. Il serait préférable que du terrain soit mis à la disposition de certains ménages en vue de l'édification de maisons ouvrières susceptibles de devenir la propriété même des petits ménages." C'est ainsi que des portions ménagères situées rue Catoire, d'une surface totale de 2h 84a 72c, seront désaffectées, les bénéficiaires étant indemnisés pour permettre l'accession à la petite propriété. « Les parties à lotir ne pourront excéder 400 mètres carrés. »</p>
17 juin 1952	<ul style="list-style-type: none">-Affiliation à la Caisse d'Allocations Familiales de Lille (personnel communal)-Fête du 14 juillet-Prime accordée à la Société de musique l'Union Musicale-Délégués pour la révision des listes électorales
18 octobre 1952	<ul style="list-style-type: none">- Indemnisation de portionnaires dépossédés lors de la vente de terrains pour y construire des logements-Car de la Croix Rouge-Abonnement à une revue-Fête du 11 novembre-Titularisation d'auxiliaires
2 décembre 1952	<ul style="list-style-type: none">-Prix de location des jardins ouvriers-Révision des listes électorales politiques-Redistribution de portions ménagères-Rente versée aux portionnaires dépossédés-Budget du service vicinal 1953-Assurances des maire, adjoint, ...-Indemnités de fonction-Augmentation du tarif des droits de place au marché-Fête de Noël 1952. Réception du Nouvel An à la mairie-Paiement des participations de l'Union Musicale

1953

11 janvier 1953	<ul style="list-style-type: none">-Comptes administratifs de 1951. Ouverture de crédit-Le taux de la taxe sur le revenu net des propriétés non bâties est ramené de 10% à 1,50%-Loi Barangé : exécution d'une première tranche de travaux : appareil de cinéma RD 16 ; abonnement à la Cinémathèque Centrale de l'Enseignement Public ; cartes de la Coopérative Pédagogique (Le Monde, Grandes Puissances, Union Française) ; collection Héliogravure ; films pour projection fixe ; Édition Nouvelle pour l'Enseignement ; matériel Sudel pour travail manuel et enseignement scientifique ; jeux de lettres à imprimer (Tassard). Des rideaux noirs sont prévus pour la 2ème tranche en 1953.
6 mars 1953	<ul style="list-style-type: none">-Subventions aux sociétés locales, à l'Institut Pasteur, aux œuvres d'utilité publique-Provin recevra une subvention versée par le Fonds d'Investissement Routier pour le chemin vicinal N° 1, prévoyant la construction d'une chaussée en empiérement ; un emprunt viendra en complément.
30 mars 1953	<ul style="list-style-type: none">-Régularisation, dépassement de crédits-Tournoi de football-Liste électorale de la Chambre des métiers, de la Chambre des Métiers et autres-Le Conseil demande le report de la partie des Dommages de guerre affectée aux vitraux de l'église sur les autres travaux indispensables et prioritaires sur le même édifice : "réfection totale de la toiture, de la plâtrerie endommagée, de la menuiserie abîmée et de l'installation électrique". Une collecte a été effectuée auprès des paroissiens, un emprunt viendra compléter le montant des dépenses.-Fête du 1er mai 1953-Demande faite aux Ponts et Chaussées de "dresser le projet d'exécution des Route Nouvelle et réfection rue Catoire, aqueducs route nouvelle, rues H. Catoire et G. Delory".-50 branchements viennent d'être effectués par les eaux du Nord. 50 autres auront lieu prochainement.-Mise au point de la Fête de la Victoire
10 mai 1953	<ul style="list-style-type: none">-Élection du maire (M. Vion), du premier adjoint (M. Fernand Crombecque) et des membres des commissions-Subvention au dispensaire de Seclin-Fête des Mères françaises
13 mai 1953	<ul style="list-style-type: none">-Subventions diverses, ouverture de crédits
31 mai 1953	<ul style="list-style-type: none">-Commission communale des impôts directs (lettre datée du 16 juin 1953)-Programme du 14 juillet
9 juillet 1953	<ul style="list-style-type: none">-Traitement des surveillants de la garderie de vacances-Ouverture de crédits-Employé de bureau auxiliaire pendant les congés-Fixation du montant à allouer au chauffeur du véhicule chargé de transporter les personnes malades et infirmes désirant voter les 3 et 10 mai 1953-Redistribution de portions ménagères-Projet de création d'une chaussée reliant la rue Henri Catoire à la rue Gustave Delory ; remplacement du fossé par un égout couvert.

1953 (suite)

1er septembre 1953	<ul style="list-style-type: none">- "M. le Maire met l'assemblée au courant du très mauvais état de deux classes superposées de l'école des filles, de l'inutilité de mesures d'étagage et du danger qu'elles présentent pour les élèves. [...] En attendant la reconstruction des deux classes, le Conseil décide d'accueillir provisoirement les enfants dans les deux salles de la mairie. Il demande à Monsieur le Préfet l'autorisation de reconstruire ces deux classes [et] sollicite l'inscription en priorité de ces travaux dans la liste des constructions scolaires, ainsi que les subventions pour construction nouvelle."- Le montant des travaux de serrurerie à l'école des garçons a dépassé les prévisions, de même que le montant des travaux de maçonnerie.- Ouverture de crédit pour le bureau de bienfaisance- Marché de gré à gré pour les travaux de serrurerie et les travaux de maçonnerie- Subvention à la Mutualité Accidents des écoles Publiques- Entretien du cimetière : une convention sera passée avec un particulier chargé du nettoyage et de l'entretien- Ouverture de crédits sur fonds libres- Demande de crédit pour règlement de la facture des grilles et portes en fer forgé de l'école des garçons, les dommages de guerre ne permettant pas ce règlement- Renouvellement du contrat avec la Société des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de Musique- Prix de location des jardins ouvriers- Rentes aux portionnaires dépossédés
15 octobre 1953	<ul style="list-style-type: none">- Redistribution de portions ménagères- Élection de 2 délégués au Bureau de Bienfaisance- Organisation de la ducasse du Riez, au profit des Vieux de la commune
4 novembre 1953	<ul style="list-style-type: none">- Fête du 11 novembre 1953- Révision des listes électorales- Abonnement à revue- Subvention à l'Institut Pasteur- Subventions aux sociétés locales, aux œuvres d'utilité publiques- Indemnité pour confection des budgets- Fournitures scolaires- Cession de terrain pour construction- Pour accélérer la construction d'habitations, le Conseil demande d'être dispensé des travaux de viabilité avant la vente d'un terrain communal à un particulier.
27 novembre 1953	<ul style="list-style-type: none">- Utilisation du solde des crédits (Loi Barangé) pour régler en partie l'achat de rideaux pour les écoles et travaux divers- Prime à la société de musique- Budget du service vicinal- Indemnité versée au conducteur de chantiers des Ponts et Chaussées- Statut du personnel communal- Fête de Noël- Réception du Nouvel An- "En vue de rendre la consultation des nourrissons plus suivie et plus attrayante, le Conseil Municipal est d'avis de donner en supplément de la prime de présence de 10 francs argent actuelle, des primes en nature d'entretien et de propreté, telles que savon, éponges, serviettes, gants de toilette."- Ouverture de crédits

1954

7 janvier 1954	<ul style="list-style-type: none">-Comptabilité et dommages de guerre-Subvention au Bureau de bienfaisance
14 janvier 1954	<ul style="list-style-type: none">-Rentes aux portionnaires dépossédés-Le 17 juin 1952, lors du lotissement rue Catoire, il avait été décidé que les parcelles ne devaient pas excéder 400 m2. Cette disposition est annulée.-Désignation de délégués-Renouvellement de l'abonnement à la Cinémathèque Centrale de l'Ens. Public-Indemnité de logement versée aux instituteurs et institutrices-Concours financier apporté par le département et les caisses d'allocations familiales à la construction d'habitation dans le cadre de l'accession à la petite propriété. "L'opération se fera sous forme de prêt aux particuliers de la somme correspondant à la valeur du terrain." Le Conseil dégage dans ce but un certain nombre de terrains, aux lieux-dits Le Village (1 terrain), Le Trou à la Toile (7)-Lotissement de la rue Catoire : décision est prise d'aménager une chaussée et la couverture du fossé, remplacé par un égout.-Évocation du congé pour longue maladie du secrétaire de mairie-Vente d'une petite parcelle de terrain à un particulier-Renonciation à certaines des clauses du cahier des charges du lotissement rue Charles St Venant-Indemnité versée au garde-Traitement d'une femme de service-Ouverture de crédit pour les travaux relatifs à la distribution du gaz en ville-Emprunts pour les travaux rue Catoire
4 mars 1954	<ul style="list-style-type: none">-Fixation du taux à payer par les instituteurs logés pour la consommation d'eau-Redistribution de portions ménagères-Frais de contrôle de la distribution d'électricité-Révision des listes électorales
16 mars 1954	<ul style="list-style-type: none">-Lettre de mai 1954 : achat d'une nouvelle machine à écrire, les 2 anciennes machines Remington étant reprises par le fournisseur-Dépassements de crédits-Appel de l'association des maires de France visant à obtenir une plus grande adhésion aux prises de décision (les demandes sont détaillées)
30 mars 1954	<ul style="list-style-type: none">-Location d'un emplacement au terrain des sports pour y implanter une maison préfabriquée, "le propriétaire de ladite maison s'engage à assurer le gardiennage du terrain des sports et son entretien".-Organisation d'un tournoi de football-Accord de gré à gré avec M. Augustin Dujardin pour assurer le transport des morts par corbillard, "aucune personne n'est désireuse d'assurer ce service, sauf Monsieur Dujardin Augustin". Détails et conditions suivent. Il est toujours stipulé, entre autres, que "le service des indigents et des personnes étrangères trouvées mortes dans la rue sera fait gratuitement par l'entrepreneur". L'enlèvement des boues et ordures ménagères lui est également confié pour l'année 1954. Détails et conditions suivent.-Abonnement à diverses revues-Organisation de la fête du 1er mai et de la fête de la Victoire le 8 mai-Redistribution de portions ménagères-"Le corbillard est dans un état tel qu'il est utile de prévoir quelques réparations et en particulier l'achat d'un harnais."

1954 (suite)

12 mai 1954	<ul style="list-style-type: none">-Désignation de 3 membres pour la sous-commission des dommages de guerre-Tournoi de football scolaire-Marché de gré à gré pour l'entretien de la chaussée pavée rue Lafayette (dépavage, piochage, nivellement, pose des fils d'eau, des bordures, pose des pavés avec remplacement des pavés défectueux)-Festival de musique à l'occasion du centième anniversaire de l'Union Musicale-Fête des Mères françaises-Fête du quartier de la gare, le 30 mai 1954-Subvention au dispensaire de Seclin-Portions ménagères-"L'emplacement du groupe scolaire reconstruit de l'école maternelle et de l'école des filles choisi par Mme l'Inspectrice maternelle et Monsieur l'Inspecteur primaire, conformément aux instructions en vigueur, est situé dans la partie centrale du village, mais enclavé. D'autre part la place du village ne répond plus aux besoins actuels et les maisons dont la commune a besoin doivent être bâties à la périphérie. Dans ce but, ayant consulté M. M. Segers Père et Fils, architectes communaux, ceux-ci proposent au Conseil Municipal deux projets de plan d'aménagement de la partie centrale du village qui permettraient la construction des écoles et celle de nombreuses maisons, d'une salle des fêtes et la création d'une place. Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, vu l'exposé du Maire, vu la nécessité urgente d'aménager la partie centrale du village reprise au cadastre sous les N° 881, 1168, 884, 883, 882, 915, 914, 913, 912, 939, 920, 917, 938, 937, 936, 527, 519, 518, 517, 856, 855, 854, 857, 879, 880, 622, 916 (et, dans la marge : 901, 897, 896, 520, 521, 522), choisit le plan d'aménagement N°2 présenté par M.M. Segers Fils et R. Clément, architectes. et désigne ceux-ci pour surveiller l'exécution des opérations d'aménagement."
4 juin 1954	<ul style="list-style-type: none">-Fixation des primes pour le festival de musique
1er juillet 1954	<ul style="list-style-type: none">-Travaux divers à l'école de garçons (rejointoiement)-A la suite d'un appel d'offre, les travaux de couverture de l'église seront confiés à M. Henri Demeure, zingueur à Bauvin.-Fête du 14 juillet-Validation des services d'un ancien agent de la commune-Participation au syndicat des communes
16 juillet 1954	<ul style="list-style-type: none">-Acceptation des plans et devis du lotissement de la rue Catoire-Les travaux de réparation de la couverture en ardoise de l'église seront réalisés par MM. Dal et Caudrelier. (Marché de gré à gré). M. Demeure s'occupera de la zinguerie.-Redistribution de portions ménagères-Compte administratif 1953, budget additionnel 1954-Divers travaux à l'école des garçons-Révision de classement indiciaire des sténodactylographes-Modification de l'effectif des employés communaux-"Nécessité de faire procéder à l'extension du réseau potable dans le sentier du Cordon (longueur : 50 m) et aussi dans la Voie Nouvelle du lotissement de la Rue Catoire (longueur : 215 m) où vont être érigées prochainement de nouvelles habitations." (tous les détails du contrat passé avec les Eaux du Nord)-Subvention allouée au Bureau de Bienfaisance-Fixation du montant de la participation de la commune à la Colonie de Vacances de Fontainebleau

1954 (suite)

16 juillet 1954	<ul style="list-style-type: none"> -Budget vicinal -Dépenses de recensement -Adoption du projet de construction du groupe scolaire qui comprendra 4 classes pour l'école des filles, 3 classes pour l'école maternelle "ainsi que des bâtiments annexes (logements de directrices et d'adjointes, bureaux, salles de jeux, réfectoires, préaux, jardins)". Le Conseil décide l'acquisition des terrains nécessaires, "repris au cadastre sous les N° 517, 517 bis, 518, 519, 520, 521, 522, 527, 622, 881 en partie, 882, 883, 884, 896, 897, 901, 915." -Redistribution de portions ménagères -Abonnement à la Documentation française, à la Documentation photographique et à la Documentation française illustrée pour les écoles
14 août 1954	<ul style="list-style-type: none"> -Fête de clôture de la colonie et de la garderie de vacances -Révision des listes électorales -Traitement des surveillants de la garderie -Ouverture de crédit -Frais supplémentaires du Festival de musique
15 septembre 1954	<ul style="list-style-type: none"> -Emploi des fonds versés en vertu de la Loi Barangé : matériel éducatif, machine à écrire "Japy", "Histoire du Peuple français", matériel nécessaire à 2 classes (45 tables, 2 bureaux, 2 bibliothèques), 4 foyers, peinture des murs extérieurs de l'école des garçons -La Fête du Riez -Subvention à la Mutualité Accidents des Écoles publiques -Indemnité spéciale à M. l'Inspecteur des contributions directes -Ouvertures de crédit, achat de rentes -Honoraires de l'architecte -Remboursement des frais d'inscription au Centre de perfectionnement administratif -Lotissements rues Saint-Venant et Catoire, ajout de portions désaffectées. Découpage des nouvelles parcelles, "reprises au cadastre sous les N° 336, 337, 335, 332, 331, 327, 326, 328, 329, 333, 334, 653, 652, 654, 655, 656."
9 octobre 1954	<ul style="list-style-type: none"> -Listes électorales -Portions ménagères -Entretien des chaussées pavées (contrat de gré à gré pour la fourniture des matériaux) -Fête de clôture de la garderie : paiement des droits d'auteur -Traitement du personnel -Décision d'"acquisition des terrains nécessaires à la construction du groupe scolaire et repris au cadastre sous les N° 517, 517 bis, 518, 519, 520, 521, 522, 527, 622, 881 en partie, 882, 883, 884, 896, 897, 901, 905 et 1168". ("Annulation de la décision prise le 16 juillet 1954 concernant le même objet")
8 novembre 1954	<ul style="list-style-type: none"> -Fête du 11 novembre -Fernand Crombecque étant souffrant, Emile Dujardin assurera les fonctions d'officier d'état civil -Subvention à l'Institut Pasteur, aux sociétés locales, aux œuvres d'utilité publique -Bourses scolaires pour continuation d'études -Subvention versée au Comité d'Édification du monument de Struthof-Natzwiller -Emprunts (sommes non utilisées) -Indemnité versée aux fonctionnaires

1954 (suite)

15 novembre 1954

- Marché de gré à gré avec les HNBNPC pour fourniture de charbon à la commune (pour les écoles en particulier)
- « Le Conseil municipal, après nouvelle étude de la question [le projet de groupe scolaire et l'acquisition de terrains] ne tolère pas tout d'abord l'attitude de M. le Commissaire Enquêteur qui a suscité toutes les dépositions défavorables au projet et a organisé la lutte contre celui-ci et qui, malgré de nombreuses démarches, a gardé par devers lui, jusqu'à ce jour, le dossier de l'enquête ; comprend les réclamations des propriétaires et propose en échange, si possibilité, de donner des portions ménagères pour remplacer les terrains dépossédés ; enregistre les dépositions de M. M. les Directeur et Directrice d'Écoles qui exposent les dangers, le manque d'hygiène et tous les inconvénients engendrés par les classes déplacées à l'École des Garçons et à la Mairie (vu l'effectif croissant pour la rentrée 1955 d'une classe supplémentaire à l'École des Garçons et une classe supplémentaire à l'École des Filles) ; enregistre les nombreuses demandes de maisons présentées par des personnes sans logement et par des personnes souhaitant accéder à la petite propriété ; repousse les déclarations défavorables qui ont pu être déposées, entre autres a/ la suppression du sentier à laquelle une solution de rechange aussi avantageuse peut intervenir, b/ les locataires des jardins dépossédés auraient pu s'adresser aux Services de la Mairie car cette année encore de nombreux jardins sont vacants et on s'est vu dans l'obligation d'en sous-louer à des fermiers. Vu l'extrême urgence d'acquérir les terrains et l'impérieuse nécessité de réaliser le projet de la construction du Groupe Scolaire, de son plateau, des annexes et des terrains pour l'acquisition à la petite propriété ; à l'unanimité donne un avis favorable à l'acquisition de terrains et à la construction d'urgence du Groupe Scolaire et des accès qui y conduiront ; de plus il demande que de nombreuses parcelles soient prêtes pour l'acquisition à la petite propriété. »
- Ouverture de crédit (Protection de la Santé Publique)
- Révision des listes électorales
- Portions ménagères
- Indemnité versée au conducteur de chantier des Ponts et Chaussées

28 novembre 1954

- Ouverture de crédit pour frais d'acquisition des terrains du groupe scolaire
- Indemnité exceptionnelle à un portionnaire dépossédé
- Renouvellement partiel du matériel d'incendie
- Le préfet demande, par courrier du 23 novembre, de "mettre de nouveau à l'examen la décision prise pour l'acquisition des terrains nécessaires à la construction du Groupe Scolaire et à l'accession à la petite propriété". Le Conseil "renouvelle et maintient sa décision. [...] D'autre part, les propriétaires contractés ne voulant pas accepter le prix de base fixé par le service des domaines, prix qu'ils estiment trop faibles, et afin de compenser la perte de leurs terres et en particulier pour les locataires cultivateurs, [le Conseil] demande l'autorisation à Monsieur le Préfet du Nord d'allouer aux propriétaires dépossédés, en échange des terres que la commune de Provin a l'intention d'acquérir, des portions ménagères peu éloignées et autorise Monsieur Vion Charles, maire, à solliciter de Monsieur le Préfet du Nord la désaffectation des portions ménagères sises rue Gustave Delory et reprises au cadastre sous les N° 282, 284, 285, 288, 289, 290, 291, 292, 296, 297, 289, 299, 300, 301, 302, 303, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348".
- Recrutement d'un cantonnier auxiliaire temporaire
- Subvention à l'Institut de Recherche sur le cancer
- Reversement de dépenses
- Abonnement au Journal Officiel

1954 (suite)

17 décembre 1954	<ul style="list-style-type: none">-Fête de Noël 1954-Budget primitif 1955-Marché de gré à gré pour "achat de tarmacadam nécessaire à l'entretien de la Chaussée Pavée Rue La Fayette qui est en voie de réparations"-Ouverture de crédit-"La distribution de lait sucré et biscuits aux enfants des écoles publiques âgés de 6 à 11 ans prendra effet à partir du lundi 13 décembre 1954", en application du "décret N° 54.1096 du 10 novembre 1954 complétant le décret N° 54.981 du 1er octobre 1959".-Recrutement d'un cantonnier auxiliaire temporaire (suite)-Abonnement-Réception du Nouvel An à la mairie-Indemnité d'habillement et de vélo versée au garde-Marché de gré à gré pour l'achat du matériel scolaire sur fonds Barangé (avec détail de la commande)-Prix de location des jardins ouvriers
------------------	--

1955

27 janvier 1955	<ul style="list-style-type: none">-Renouvellement des décisions prises les 15 et 28 novembre 1954 concernant la construction du groupe scolaire et de maisons. Le Conseil insiste à nouveau sur l'urgence de tels travaux.-Rémunération des fonctionnaires-Subvention à la section de basket-Ouverture de crédit pour la distribution de lait, "pour financer les dépenses de lait, sucre, biscuits et rémunération des gens de service ; d'autre part du matériel nécessaire à la distribution a été acheté (rampes à gaz, bouteilles de gaz, remorques pour les bidons de lait, bols et verres, tables, etc", la subvention allouée se révélant insuffisante.-Tarif des licences des débits de boisson-Renouvellement du marché de gré à gré pour fourniture de charbon-Frais occasionnés par la commission de réforme des agents des collectivités locales-Ouverture de crédit pour les subventions versées aux élèves fréquentant les cours supérieurs-Promotion accordée à la secrétaire de mairie-Ouvertures de crédit-Révision des listes électorales-Légère modification du plan du lotissement de la rue Catoire
21 mars 1955	<ul style="list-style-type: none">-Étude des plans et devis établis pour le groupe scolaire. Le montant estimatif de la construction s'élève à 56.596.533 francs-Subvention au Bureau de Bienfaisance, à l'Amicale Laïque, à l'Union Sportive-Redistribution de portions ménagères-Programme de la distribution de lait pour 1955-Prolongation de la période d'emploi du cantonnier auxiliaire-Programme du tournoi de foot-Ouverture de crédit-Renouvellement partiel du matériel d'incendie

1955 (suite)

25 avril 1955	<ul style="list-style-type: none">-Fête du 1er mai, fête de la Victoire-Portions ménagères-Subventions (offices départementaux, caisse mutuelle des agents du trésor)-Renouvellement d'abonnements pour les écoles-Emploi des fonds Barangé pour les écoles-Le Banquet des Vieux-Programme de la ducasse de la gare, de la fête des mères françaises-Projet d'électrification de la Voie Nouvelle du lotissement rue Catoire-Renonciation à certaines des clauses du cahier des charges du lotissement rue Catoire (au profit des établissements bancaires)
29 juin 1955	<ul style="list-style-type: none">-Traitement des fonctionnaires-Taxe sur les spectacles-Fête du 14 juillet. Tournoi de basket-Subventions aux œuvres d'utilité publique-Portions ménagères-Organisation de la garderie pendant les vacances-Réforme de la taxe locale-Association départementale des maires-Participation au syndicat des communes-Dérogation au plan du lotissement de la rue Catoire, pour que les constructions provisoires des parcelles 13 et 14 puissent être conservées ; elles "seront consolidées afin de leur donner un aspect esthétique"-"Le poste de transformation existant rue Gustave Delory, près de la Rue Nouvelle [sera reconstruit] rue Saint-Venant, près de la ligne Haute Tension existante".
19 août 1955	<ul style="list-style-type: none">-Subvention versée à l'Union Sportive-Fête de clôture de la garderie et de la colonie de vacances-Budget du service vicinal 1955-Installation de 50 nouveaux branchements d'eau potable, s'échelonnant sur 2 ans-Ouvertures de crédit-Rémunération des fonctionnaires-Établissement d'un nouveau programme d'utilisation de fonds Barangé, car "la construction du Groupe Scolaire ne sera pas réalisée cette année"-Utilisation de reliquats d'emprunts-Compte administratif 1954, budget additionnel 1955-Les travaux de plâtrerie à l'église, réalisés sur fonds Dommages de Guerre, seront effectués par M. Willefert, de Bauvin-Programme de la ducasse du Riez-Révision des listes électorales
3 octobre 1955	<ul style="list-style-type: none">-Le projet de construction du groupe scolaire a reçu un avis favorable du Comité Départemental des Constructions le 1er avril 1955. le 25 mai M. l'Inspecteur Primaire signalait que la surface de la cour n'était pas réglementaire (trop grande !) et les prix fixés pour les logements trop élevés. Le projet est donc revu.-Traitement des fonctionnaires-Prix des jardins ouvriers-Subventions aux sociétés locales, à la Mutualité Accidents des élèves-Fin de la taxe sur les locaux insuffisamment occupés-L'acheteur d'un terrain rue Négrier (N° 326 de la section A) s'était engagé à construire dans les 3 ans. Ayant abandonné l'idée il désire revendre son terrain.

1955 (suite)

9 novembre 1955	<ul style="list-style-type: none">-Ouvertures de crédit-Fête du 11 novembre-Traitement des femmes de service-Subvention aux élèves fréquentant les écoles supérieures publiques et diverses autres-Indemnité versée au conducteur de chantiers des Ponts & Chaussées-Abonnement au Journal Officiel-Examen des dossiers de rachat, expropriation ou accords amiables concernant les terrains nécessaires à la construction du groupe scolaire-Révision des listes électorales
13 décembre 1955	<ul style="list-style-type: none">-Demande de sursis d'incorporation-Décision d'adduction en eau potable rue Nouvelle car les constructions vont commencer-Fête de Noël-Examen des dossiers de rachat, expropriation ou accords amiables concernant les terrains nécessaires à la construction du groupe scolaire (suite, en particulier expropriations)-Décision de fin de la taxe sur les locaux insuffisamment occupés malgré l'avis du préfet-Subventions aux œuvres d'utilité publique, aux pompiers, au Bureau de Bienfaisance-Indemnité de gestion au receveur municipal-Transport des personnes ne pouvant se déplacer lors des prochaines élections législatives (2 janvier 1956)-Modification des effectifs du personnel communal-Revalorisation du prix des concessions au cimetière-Indemnité versée au garde-champêtre-Distribution de lait-Ouverture de crédits-Réception du Nouvel An-Portions ménagères

1956

23 janvier 1956	<ul style="list-style-type: none">-Traitement des fonctionnaires-Prix des concessions au cimetière-Portions ménagères-Budget primitif 1956-Budget du bureau d'aide sociale-Ouverture de crédit pour la distribution de lait-Abonnement
12 mars 1956	<ul style="list-style-type: none">-Mise en adjudication des travaux du chemin vicinal n° 1 de Provin à Carvin et établissement du dossier financier-Demande de sursis d'incorporation-Ouvertures de crédits-Portions ménagères-Tournoi de foot-Révision des listes électorales

1956 (suite)

12 mars 1956 (suite)	<ul style="list-style-type: none">-Subvention au dispensaire anti-tuberculeux de Seclin, au bureau d'aide sociale, à l'association d'entraide des aveugles-Demande de changement de zone de salaire, à l'occasion de laquelle on apprend que 470 provinciaux "sont occupés dans les industries locales" tandis que 420 travaillent à l'extérieur.
17 avril 1956	<ul style="list-style-type: none">-Augmentation imprévue des travaux de zinguerie à l'église-Examen des indemnités à verser aux propriétaires et locataires des terrains nécessaires à la construction du Groupe Scolaire-Banquet annuel des Vieux du 6 mai-Fête de la Victoire du 8 mai. Fête du 1er mai-Listes électorales-Renouvellement d'abonnements pour les écoles et pour la mairie-Organisation de la Ducasse de la Gare des 27 et 28 mai-"La dépouille mortelle du soldat Delerue Joseph, tué en Indochine, sera rapatriée le jeudi 3 mai 1956 à 19 h" ; les frais des funérailles seront pris en charge par la commune.-Subvention exceptionnelle à l'Union Musicale, qui participera au concours du Bourget les 12 et 13 mai 1956-Relèvement des indemnités du maire et des adjoints-Portions ménagères-Utilisation des fonds Barangé pour les écoles (entre autres, achat de disques, d'une machine à coudre pour l'école des filles, réparation d'un tourne-disques)-Organisation de la fête des mères françaises-Renouvellement du marché de l'enlèvement des boues et ordures ménagères ; pas de candidats hormis Augustin Dujardin (texte du contrat)-Renouvellement du marché du transport des morts par corbillard ; pas de candidats hormis Augustin Dujardin (texte du contrat)-Tournoi de basket-ball-Versements à la Sécurité Sociale pour les agents de la commune-Contribution patronale rétroactive-Rémunération des fonctionnaires communaux-Indemnités de logement des instituteurs
29 juin 1956	<ul style="list-style-type: none">-Rémunération agents communaux-"Toutes les parcelles du lotissement Catoire sont vendues et de nombreuses demandes de terrains pour la construction demeurent insatisfaites" Le Conseil décide "d'envisager la création d'un nouveau lotissement afin de pouvoir donner une suite favorable à de nombreuses demandes d'accession à la petite propriété". De nouvelles parcelles de portions ménagères seront désaffectées rue V. Hugo.-Prix des terrains expropriés et de la fumure (propositions faites aux propriétaires non satisfaits) (détail des offres), proposition signée du 3 juillet 1956. Une rectification suite à erreur-Subvention à diverses œuvres et à l'Union Musicale-Emploi des fonds Barangé-Fête du 14 juillet 1956. Programme de la garderie de vacances-Rue Charles St Venant : le 12 décembre 1951 décision de désaffecter certaines parcelles de portions ménagères pour construction >>> modification de quelques surfaces-Léger déplacement du chemin rural N°12 (dit voie d'Annœullin)-Demande de mise en adjudication des travaux du Groupe Scolaire-Fête de clôture de la garderie et des colonies de vacances-Ouverture de crédit pour les travaux de réfection du chemin vicinal N°1, qui sont commencés

1956 (suite)

31 août 1956	<ul style="list-style-type: none">-Avis favorable de l'enquête sur la désaffectation de parcelles en vue de construction-Révision des listes électorales-M. Vion étant absent pour une durée de 15 jours, M. Crombecque étant lui-même absent, M. Capon remplacera "provisoirement M. le Maire dans la plénitude de ses fonctions".-Portions ménagères-Subventions aux sociétés locales, à la Mutualité Accidents des élèves des écoles publiques-Ducasse du Riez les 23, 24 et 25 septembre 1956-Ouvertures de crédits-Réfection de la chaussée rue Léon Gambetta
31 octobre 1956	<ul style="list-style-type: none">Révision des listes électoralesPortions ménagèresSubvention au corps des sapeurs-pompiersLocation des jardins ouvriersIndemnité versée au conducteur de chantier des Ponts & ChausséesFête du 11 novembreRémunération due pour la gestion des voiesBudget vicinalOuvertures de créditsCotisation versée au syndicat des communesDistribution de lait et de sucre dans les écoles publiquesRenouvellement de l'abonnement au Journal OfficielVersement du capital décès pour M. Mastain Emile, ancien secrétaire de mairieProjet de viabilisation du lotissement du groupe scolaireExamen des indemnités à verser en raison d'expropriations (construction du groupe scolaire)Frais de vélo et indemnité d'habillement, assurance (garde-champêtre)Ouverture de crédits (dont une contribution au syndicat de la Vallée de la Haute-Deûle)Bourses pour continuation d'études
30 novembre 1956	<ul style="list-style-type: none">Indemnité versée au contrôleur des contributionsOuvertures de créditsPortions ménagèresProgramme de la fête de NoëlRéception des Sociétés à la mairie pour le Nouvel AnDemande de sursis d'incorporationVersement des subventions pour les travaux du groupe scolaireDemande de détournement du chemin rural N°12 à la demande de M. François Sion au 29 juin 1956 : avis favorableCession de terrains rue NouvelleIndemnité de gestion versée au receveur municipalLe plan du lotissement du groupe scolaire est accepté (22 parcelles + 5 "destinées à la construction de maisons communales")Marchés de gré à gré pour certains travaux de construction du groupe scolaireValidation de services et contribution rétroactiveLe bureau de postes et l'école des filles seront remis en état en dommages de guerreDécision de réfection de la rue Léon Gambetta et de la rue Henri Durre

1957

19 février 1957

Rémunération du personnel communal
Paiement des frais de greffe, ouvertures de crédits
Emprunt auprès du Crédit Foncier de France pour l'acquisition de terrains nécessaires à la construction de logements et d'un autre pour la construction et la viabilisation du groupe scolaire
Révision des listes électorales (chambre des métiers, agriculture)
Dossier construction de la chaussée menant au groupe scolaire, viabilisation
Prix des concessions au cimetière
Acquisition de matériel d'incendie
Électrification des écarts
Redistribution de portions ménagères
Budget primitif 1957
Budget du bureau d'aide sociale
Marchés de gré à gré pour certains travaux de construction du groupe scolaire
Abonnement à la Documentation Photographique et à la Documentation française illustrée pour les écoles publiques
Cotisation au syndicat des communes
Subvention au dispensaire anti-tuberculeux de Seclin
Reversement aux fonds libres de la subvention allouée pour la mise en viabilité du lotissement Catoire
Renouvellement du bail de chasse à la société St Hubert
Traitement des agents des collectivités locales

12 avril 1957

Avis sur le détournement du chemin rural N°12 : "Étant donné que le nouveau tracé présenterait des inconvénients pour les passants et cultivateurs, [...] que ce nouveau tracé ne représentera pas un intérêt pour l'usage public", le Conseil Municipal "révise sa position prise dans sa délibération du 30 novembre 1956 et émet un avis défavorable au détournement du chemin rural N°12 [et] demande qu'en bordure de l'actuel chemin M. Sion consolide sa clôture de chaque côté afin d'éviter des dommages qui pourraient être causés (par les porcs ???) aux passants".
Vote d'un emprunt : achat de terrains destinés à la construction du groupe scolaire
Organisation des fêtes du 1er mai, du 8 mai, d'un tournoi de football, de la Fête des Mères
Demande de sursis d'incorporation
Tarif des concessions au cimetière
Marché de gré à gré avec les Eaux du Nord pour l'exécution de 50 branchements eau potable
Subvention à l'Amicale Laïque de Moncheaux
Organisation du banquet des Vieux. "Afin de rehausser l'éclat de cette fête, le Conseil Municipal décide d'offrir un complément au repas en achetant vin, mousseux, fruits, tabacs, cigarettes, bonbons, biscuits, desserts, friandises."
Convention pour l'entretien du cimetière ; nouvelle nomination
Restauration de l'église : démission de M. Segers, architecte, remplacé par M. Albert Quiquempois
Plans de mesurage du groupe scolaire et du lotissement ; indemnités de fumure
Adhésion de la commune au Groupement de Défense des Communes Minières "ayant pour but d'obtenir une répartition plus équitable de la Redevance des Mines, l'intervention d'une réglementation légale en ce qui concerne les affaissements miniers, la normalisation des rapports entre la Direction des différents groupes miniers et les communes".
Renouvellement du bail du bureau de postes
Achat de matériel scolaire (Loi Barangé)

1957 (suite)

<p>14 juin 1957</p>	<p>Ouverture de crédit "Vu les nombreuses réclamations formulées par les habitants qui pour se rendre à leur travail ou pour exercer leur activité professionnelle doivent emprunter les rampes d'accès du pont de Don dont l'état lamentable présente un grand danger pour les usagers, [le Conseil Municipal] proteste énergiquement contre cet état de choses, demande à Mr le Préfet d'user de son autorité auprès des services compétents pour que ces rampes d'accès soient réparées de toute urgence." Portions ménagères Détermination des indemnités allouées aux propriétaires des terrains destinés au groupe scolaire ainsi que des indemnités de fumure Assurance incendie des bâtiments scolaires, des bâtiments communaux Intervention du Service des Ponts et Chaussées pour remise en état des voies rurales et urbaines Programme de la Fête du 14 juillet avec lâcher de pigeons par la Société Colombophile <i>La Provinoise</i> Prime de rendement allouée aux sténo-dactylographes Recrutement d'un manœuvre Alimentation en eau potable du groupe scolaire Ouverture de crédits Contrat avec la SACEM Abonnement à la Société d'Études et de Documentation Municipale Assurance du corps des sapeurs-pompiers Garderie municipale de vacances Fête de clôture des garderie et colonie de vacances</p>
<p>En fin de registre</p>	<p>Feuille volante : 20 mai 1951. Menu du Banquet des vieux travailleurs</p>
<p>En début du registre suivant</p>	<p>Feuilles volantes : 13 mars 1959 : Tableau des membres du Conseil Municipal 20 octobre 1964 : Vente à la Société Régionale d'Habitations Salubres et à Loyer Modéré du Nord d'un terrain destiné à la construction de maisons pour personnes âgées 29 mars 1965 : Achat de terrains pour poursuivre l'aménagement du Centre du Village, la construction de logements rue Catoire</p>
<p>30 août 1957</p>	<p>Avec les fonds de la Loi Barangé, achat de mobilier scolaire pour les 3 classes nouvellement créées (2 classes primaires, 1 classe maternelle), ce qui fera à la rentrée un total de 11 classes et un réfectoire (avec détail des acquisitions) Révision des listes électorales Construction du groupe scolaire : le projet d'aménagement des cours du nouveau groupe scolaire sera confié aux Ponts et Chaussées Salaire des femmes de service Indemnité versée au Conducteur de Chantiers des Ponts et Chaussées Achat et vente d'un terrain</p>

1957 (suite)

16 septembre 1957

"Le Conseil Municipal, après divers échanges de vue et discussion, décide :
1° L'École des Filles portera le nom de Marie-Curie en reconnaissance de ses travaux et recherches scientifiques et pour les services rendus pour le bien-être de l'humanité ;
2° L'École Maternelle portera le nom de P'tit Quinquin, chant populaire célébrant l'enfance et le peuple du Nord.
Dénomination des nouvelles rues créées dans la commune :
1° La rue Nouvelle du lotissement Catoire portera le nom de Ernest Lemaire, enfant de la commune tué en déportation à Weissendorf (Allemagne) le 8 avril 1945 à l'âge de 25 ans.
2° La rue Nouvelle du lotissement scolaire, 1ère partie, de la rue Nationale à la nouvelle école de filles (et en prévision de son raccordement avec la rue St Venant) portera le nom de Léon Blum, ancien président du Conseil, en souvenir des services rendus à la société ; 2ème partie, de la rue Faidherbe à l'intersection de la rue ci-dessus (et en prévision de son raccordement futur avec la rue Gambetta) portera le nom de Jean Baptiste Lebas, ancien président du Conseil général du Nord, mort en déportation."
Révision des listes électorales
Ducasse du Riez 1957
Ouvertures de crédits
Approbation d'états parcellaires
Construction du groupe scolaire : le projet d'aménagement des cours du nouveau groupe scolaire sera confié aux Ponts et Chaussées
Dénomination de l'école publique de garçons : "Pierre Brossolette, en souvenir du grand martyr de la Résistance, qui s'est donné la mort plutôt que de se rendre à l'ennemi".
Programme de la Fête de la Renaissance, fixée au dimanche 6 octobre, avec inauguration du groupe scolaire, des rues Ernest Lemaire, Léon Blum et Jean Baptiste Lebas
Comptes administratifs 1956, budgets
Subvention au bureau d'aide sociale
Électrification du lotissement et du groupe scolaire

18 octobre 1957

Rémunération du personnel communal
Ouvertures de crédits
Indemnités de fonction
Traitement du personnel de la garderie municipale pendant les vacances
Primes de participation des sociétés à la Fête de la Renaissance
Révision des listes électorales
Abonnement au Journal Officiel
Fête du 11 novembre
Distribution de lait sucré aux enfants des écoles
Subvention à la Mutualité Accidents Élèves
Approbation des comptes des sociétés subventionnées par la commune
Reversement d'une subvention aux fonds libres
Retard des travaux d'électricité au groupe scolaire
Vente d'un terrain : rectification
Demande de dispense de purge des hypothèques

1957 (suite)

10 décembre 1957	<p>Budget vicinal (total des chemins vicinaux : 2464 m) Modification dans un règlement d'indemnité Prix de location des jardins ouvriers Bourses, continuation d'études Fête de Noël, réception du Nouvel An Femmes de service, heures supplémentaires et rémunération Indemnité versée au garde-champêtre Assurances Emploi du reliquat d'emprunts Accord avec la maison Ladesous et Fils de Tourcoing (matériel scolaire) Reversement de subventions aux fonds libres Installation d'une bouche d'incendie dans le lotissement du groupe scolaire Redistribution de portions ménagères La Commission des portions ménagères a décidé "que les portionnaires ayant quitté définitivement la commune sans garder d'attache seraient rayés et leurs portions ménagères attribuées à partir du 1er janvier 1958" à d'autres aspirants. Cession de terrain Rémunération du personnel communal</p>
------------------	--

1958

22 janvier 1958	<p>Réclamation pour versement d'intérêts mise en attente Salaire des femmes de service Subvention au dispensaire anti-tuberculeux de Seclin Portions ménagères Fête fédérale des Amicales Laiques Emploi des fonds Barangé Travaux supplémentaires au groupe scolaire. "L'entreprise Kocwin à Annay s/ Lens a été déclarée adjudicataire des travaux de gros œuvre du groupe scolaire ; l'entreprise Vandevogel à Bauvin a été déclarée adjudicataire des travaux de peinture. [...] Les travaux de construction des cours ont été effectués en octobre 1957 [par] M. Kopac, entrepreneur à Lens." Ouverture de crédits Budget Vente de terrains communaux pour construction d'habitation dans un délai de 4 ans, sauf si un accord de prêt intervient Listes électorales Portions ménagères</p>
26 mars 1958	<p>Les travaux de chauffage central, sanitaire et plomberie du groupe scolaire ont été confiés à la Coopérative artisanale du Bâtiment du Nord à Lille. Mais le contrat sera résilié pour non-respect des délais. Subvention au Bureau d'aide sociale Fête du 1er mai, du 8 mai, fête des mères "Le Banquet des Vieux organisé par la Société des Gais Lurons aura lieu le 4 mai prochain. Le Conseil municipal décide d'apporter son concours à ce banquet et d'acheter, afin de rehausser l'éclat de cette fête, des friandises, tabac, bonbons, cigarettes, vins, mousseux, cigares, etc..."</p>

1958 (suite)

26 mars 1958	<p>Portions ménagères Salaires de personnel communal Tournoi de football Transport des électeurs malades les 20 et 27 avril Utilisation de subventions pour le groupe scolaire Réclamation pour versement d'intérêts mise en attente le 22 janvier : paiement décidé Utilisation des fonds Barangé Ouvertures de crédits</p>
11 mai 1958	<p>Désignation des délégués et suppléants chargés d'élire les sénateurs Enlèvement des boues et ordures ménagères et transport des morts par corbillard : un seul candidat, M. Augustin Dujardin, charroyeur (avec détails des 2 contrats) Délibération du 12 avril 1957 : exécution des 50 branchements d'eau potable Emprunt pour le groupe scolaire (eau et électricité) Indemnités pour cours de solfège (donnés par Jean Montagne et Louis Debout, membres de l'Union Musicale) Fête du 14 juillet Garderie de vacances</p>
1er août 1958	<p>Indemnités de fonction du maire et de l'adjoint Application du SMIG pour le personnel de service Cotisation au syndicat des communes Portions ménagères Subventions aux sociétés locales et œuvres Fête de clôture colonie et garderie Équipement du garde Approbation des comptes des sociétés subventionnées par la commune Perception de droits pour l'occupation du caveau d'attente au cimetière Paiement d'intérêt à un propriétaire exproprié Distribution de lait Annulation de crédits Situation des agents logés Compte administratif, budget additionnel Traitement du personnel de la garderie de vacances Convention pour l'entretien du cimetière Achat et demande de subvention pour le corps de sapeurs pompiers Fête du Quartier du Riez, "au profit des Vieux et Vieilles" Abonnement Documentation municipale</p>
13 octobre 1958	<p>Aménagement du terrain de sport, équipement Bourses pour continuation d'études Location des jardins ouvriers Subvention à la Mutualité Accidents Élèves Plan complémentaire à l'emploi des fonds Barangé Travaux d'achèvement du groupe scolaire Subvention pour les sinistrés du Gard Fête du 11 novembre Indemnité de gestion au receveur municipal Portions ménagères Abonnement au Journal Officiel Reliquat de la Caisse des écoles (cette dernière n'existe plus)</p>

1958 (suite)

4 décembre 1958	<p>Modifications des effectifs municipaux. Création d'un nouveau poste, suite à l'augmentation de la charge de travail, due à l'augmentation de la population. "Augmentation importante et régulière de la population de la commune : 2.110 Ha au recensement de 1954 ; 2.190 Ha au recensement partiel de 1957 (l'augmentation comprenait uniquement les étrangers à la commune habitant de nouvelles maisons) ; 2.400 actuellement." Listes électorales La Société Nord-Routes construira la rue du lotissement scolaire Fête de Noël Réception du Nouvel An Virements de crédits Portions ménagères Achat d'une échelle pour les pompiers Plan du lotissement Catoire (2ème partie) Budget vicinal</p>
-----------------	---

1959

30 janvier 1959	<p>Rémunération du personnel communal Indemnités du maire et des adjoints Budget Subvention au dispensaire d'hygiène sociale de Seclin Abonnement à la revue des finances communales Indemnités de logement des instituteurs Match de foot contre une équipe anglaise (non nommée) Frais de vélo du garde Ouvertures de crédits Travaux supplémentaires au groupe scolaire</p>
19 février 1959	<p>Déclaration en faveur des anciens combattants spoliés de leur pension Application du SMIG Emprunt pour le financement des travaux du groupe scolaire Listes électorales Distribution de lait Demande de sursis d'incorporation</p>
22 mars 1959	<p>Installation du nouveau conseil municipal. Élus : maire, M. Vion ; 1er adjoint : M. Fernand Crombecque ; adjoint supplémentaire : M. Emile Dujardin</p>
5 avril 1959	<p>Élection des sénateurs Formation des commissions Bureau d'aide sociale Travaux de zinguerie au groupe scolaire Subventions à divers organismes et aux sinistrés de Madagascar Banquet des Vieux, organisé par les Gais Lurons Tournoi de foot Fêtes des mères, du 1er mai, du 8 mai Syndicat des communes Commission communale des impôts</p>

1959 (suite)

5 avril 1959 (suite)	<p>"Le Conseil Municipal, vu la cessation du trafic voyageurs entre Provin et Carvin depuis 1953 par la Société des Transports Départementaux, étant donné que cette société est dans l'impossibilité de reprendre cette desserte, vu le désir exprimé par la Société des Transports en Commun Lensois de reprendre ce service, émet un avis favorable à la demande ci-dessus et souhaite une reprise urgente de ce trafic voyageurs entre Provin et Carvin."</p> <p>Imposition extraordinaire pour remboursement de l'emprunt fait pour le groupe scolaire</p> <p>Enlèvement des boues et ordures, transport des morts par corbillard : changement d'entrepreneur (>>> M. Fruleux) (avec détails des contrats)</p> <p>Portions ménagères</p> <p>Emploi du produit des ventes des terrains du lotissement près du groupe scolaire (financement d'achat de nouveaux terrains)</p> <p>Recensement partiel de la population</p> <p>Représentation de la commune auprès du syndicat des communes</p> <p>Indemnités de logement des instituteurs</p> <p>Utilisation des fonds Barangé</p> <p>Échange de terrains entre 2 particuliers</p>
12 juin 1959	<p>-Emploi du produit des ventes de terrains du lotissement scolaire : maintien de la décision</p> <p>-Cours de solfège</p> <p>-Réajustement du tarif de transport par corbillard et des concessions au cimetière</p> <p>-Fête du 14 juillet</p> <p>- "M. le Maire fait donner lecture d'une lettre signée de M. le Directeur de l'école des garçons, de Mmes les Directrices de l'école des filles et de l'école maternelle ainsi que de M. le Président de l'Amicale Laïque désapprouvant les manœuvres tendant à obtenir la division de l'École Laïque par la création d'une École Privée officiellement reconnue. Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents, étant donné les divisions profondes qui seraient causées par la subvention d'une école privée à côté d'une école publique et qui compromettraient la paix au village, vu les charges financières supplémentaires qui découleraient d'un 2ème enseignement alors que les crédits actuels pour l'enseignement public sont déjà insuffisants, désapprouve cette division scolaire et souhaite au contraire une augmentation des crédits à l'Enseignement Public, demande instamment la suppression des Lois Marie et Barangé, donne son complet accord à la pétition ci-dessus établie par M. le Directeur de l'école des garçons, de Mmes les Directrices de l'école des filles et de l'école maternelle et M. le Président de l'Amicale Laïque et qui est jointe à la présente délibération."</p> <p>-L'ordonnance N°59115 du 7 janvier 1959 établit 2 catégories de voies : "les voies communales, essentiellement destinées à la circulation d'intérêt général et qui appartiennent au domaine public ; les chemins ruraux affectés à l'usage du public, servant principalement à la desserte des exploitations et qui appartiennent au domaine privé communal." Le registre précise la liste des voies communales.</p> <p>-Ouverture de crédits</p>
20 juillet 1959	<p>Portions ménagères</p> <p>Renouvellement du contrat avec la SACEM</p> <p>Indemnité de gestion versée au receveur municipal</p> <p>Entretien du cimetière</p> <p>Garderie municipale de vacances et traitement du personnel</p>

1959 (suite)

20 juillet 1959 (suite)	Fête de clôture de la garderie et de la colonie de vacances Approbation des comptes des sociétés subventionnées par la commune Cotisation au syndicat des communes Listes électorales "Projet de création d'une place publique avec espaces verts", qui serait située "rue Gustave Delory, dans un quartier regroupant des nouvelles constructions à l'angle de ladite rue G. Delory et des rues Faidherbe et Saint-Venant. [...] L'acquisition du terrain pourrait se faire par voie d'échange." Acquisition de matériel pour les pompiers Caisse de retraite des agents des collectivités locales Adoption du projet-type d'école à 2 classes et 2 logements, préau et sanitaire proposé par l'ordre des architectes ; ce projet sera adapté au terrain par M. Seghers.
9 octobre 1959	Emprunt pour travaux Subventions versées aux sociétés, au Bureau d'Aide Sociale Fête du 11 novembre Portions ménagères Construction du groupe scolaire : révision des prix, travaux de peinture Bourses d'études Sursis d'incorporation Adoption du projet de réfection des rues Carnot, Delory, Faidherbe et Saint-Venant (pose d'enrobés après dépavage) Vente d'un terrain Incorporation d'autres lots pour l'accession à la petite propriété au lotissement scolaire Taxe sur l'électricité Indemnité de gestion versée au receveur municipal Adoption du projet-type d'école à 2 classes et 2 logements, préau et sanitaire proposé par l'ordre des architectes ; la construction est confiée à l'entreprise Willefert de Bauvin. Primes de technicité Travaux de voirie Virement de crédits Le Conseil municipal avait décidé le 20-07-59 "la construction d'une classe et d'un logement à l'école des garçons sur le terrain communal existant derrière cette école ; or ce terrain s'avère trop exigü et non propice à une telle construction. [...] Le Conseil municipal donne un avis favorable à l'acquisition de la parcelle de terrain située rue Lafayette, reprise au cadastre sous le N° 506 de la section A, d'une contenance de 13 ares 44, pour la construction d'une école. [...] et décide d'acquérir ce terrain par voie amiable ou à défaut d'entente par voie d'expropriation" Renouvellement d'abonnement Comptes, budgets Projet de création d'une place publique : l'échange de terrains aura lieu. Subventions aux œuvres d'utilité publique
11 décembre 1959	Indemnité versée au garde-champêtre Subvention pour les sinistrés de Fréjus Cotisations rétroactives Projet de création d'une place publique : fixation des honoraires de M. Marché, géomètre, pour l'échange de terrains Taxe voirie

1959 (suite)

11 décembre 1959 (suite)	<p>Création d'une taxe sur les chiens à dater du 1er janvier 1960 : chiens d'agrément, chiens de chasse, chiens gardant les troupeaux, chiens de garde, et tous autres chiens. La taxe est deux fois et demie plus élevée pour les chiens d'agrément.</p> <p>Fête de Noël</p> <p>Ouverture de crédits</p> <p>Le Syndicat d'entretien du dessèchement des Marais de la Haute-Deûle est sur la sellette : "Le Conseil municipal, étant donné qu'aucun travail de curage n'a été exécuté depuis 1954, vu les réclamations orales des riverains qui se plaignent que les fossés sont embourbés et nauséabonds, émet un avis défavorable au projet de budget 1960 du Syndicat d'Entretien du Dessèchement des marais de la Haute-Deûle."</p> <p>Réception du Nouvel An.</p> <p>Ouverture de crédits</p> <p>Portions ménagères (évocation du décès de l'ancien maire Pierre François Grard)</p> <p>Listes électorales</p> <p>Distribution de lait sucré</p> <p>Accord pour échange de terrains entre particuliers</p> <p>Recrutement d'un manœuvre</p>
-----------------------------	--

1960

22 janvier 1960	<p>Portions ménagères</p> <p>Rémunération du personnel communal</p> <p>Indemnités de fonction</p> <p>Fête fédérale des Amicales Laiques</p> <p>Vente de lots au lotissement scolaire</p> <p>L'arrêté préfectoral du 30 novembre 1959 accorde une subvention à la commune pour la construction d'une classe et un logement à l'école des garçons et une classe et un logement à l'école des filles.</p> <p>Acquisition de mobilier scolaire pour ces 2 classes</p> <p>Ouverture de crédits</p> <p>Abonnement au Journal Officiel</p> <p>Budget primitif 1960</p>
4 mars 1960	<p>Listes électorales</p> <p>Achat à l'amiable du terrain de M. Beaussier "en vue de l'agrandissement de l'école des garçons"</p> <p>Subvention au dispensaire d'hygiène sociale de Seclin</p> <p>Échange de terrain entre particuliers</p> <p>Renouvellement d'abonnements</p>
6 avril 1960	<p>Portions ménagères</p> <p>Entretien du cimetière</p> <p>Fête des 1er et 8 mai. Match de foot franco-britannique. Fête des Mères</p> <p>Banquet des Vieux organisé par la Société des Gais Lurons</p> <p>Rémunération des employés communaux</p> <p>Ouverture de crédits</p> <p>Heures supplémentaires à l'école maternelle</p> <p>Fonds Barangé</p> <p>Participation aux charges intercommunales</p> <p>Tournoi de basket</p>

1960 (suite)

8 juin 1960

Vœu pour l'abrogation des lois anti-laïques : "Le Conseil Municipal de Provençat constate (*souligné*) avec satisfaction l'énorme succès remporté dans tout le pays par la Pétition Nationale organisée par le Comité National d'Action Laïque ; félicite (*souligné*) tous les militants des organisations laïques et tous les Amis de l'École Publique, qui journalièrement et avec courage et ténacité mènent la campagne pour la défense de l'école laïque, le respect de la démocratie et le maintien de l'unité nationale ; est profondément convaincu (*souligné*) que les millions de signatures recueillies apportent une éclatante preuve de la volonté du peuple de France de voir abrogées les lois anti-laïques ; rappelle (*souligné*) que la constitution dans son article 2 déclare que la France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale ; émet le vœu que la loi scolaire anti-laïque du 31 décembre 1959 et ses décrets d'application soient abrogés, que les crédits publics soient réservés au seul bénéfice de l'École Publique et Laïque, que tous les Élus de la République Française se refusent d'appliquer ces lois si elles étaient maintenues."

Subvention à diverses sociétés. Approbation des comptes de ces sociétés

Recensement partiel de 1960 : rémunération de l'agent recenseur

Fête du 14 juillet

Emprunt pour travaux aux écoles

Fixation du prix de vente de terrains

Subvention pour mise en viabilité du lotissement scolaire

Réfection de la rue Victor Hugo (bordures et chaussée) et de la rue St Venant (bordures, chaussée et aqueducs)

Baisse du prix des terrains par le biais d'une subvention

"Étant donné que le sentier situé derrière l'école des garçons n'a plus aucune utilité car les jardins situés en bordure de ce sentier sont desservis par la rue Lafayette (route en état de viabilité complète), étant donné que la fréquentation de ce chemin est presque inexistante, décide la suppression d'une partie du sentier communal situé derrière l'École des Garçons.

Vente de terrains pour accession à la petite propriété

Le Conseil approuve le devis de "construction d'une chaussée en matériaux enrobés rues Charles St Venant et Victor Hugo".

Fixation des honoraires de M. Marché, géomètre

Désaffectation et aliénation de portions ménagères près du lotissement scolaire en vue de constructions. Accord amiable

Garderie municipale de vacances

6 septembre 1960

Garderie, traitement du personnel. Fête de clôture (garderie, colonie)

Portions ménagères. Listes électorales

Assurance incendie du nouveau groupe scolaire

Remboursement d'un trop perçu

Acquisition de matériel incendie

Subventions aux sociétés locales

Vente de lots du lotissement scolaire et du lotissement Catoire

Travaux de viabilité du lotissement scolaire

Ducasse du Riez. Fête du 11 novembre

Indemnités versées aux femmes de service des écoles

Assurance des élèves

Projet de travaux d'alimentation en eau potable (Rues Camille Desmoulins, du Cimetière, Nouvelle et lotissement scolaire)

Tarif des concessions au cimetière

Prix des jardins ouvriers. Comptes, budgets

Indemnité versée au receveur municipal

1960 (suite)

18 novembre 1960	<p>Versements rétroactifs Indemnité versée au garde Listes électorales Bourses d'études Subventions aux associations Effectif communal : avancement, traitement Prix des jardins ouvriers : "Le Conseil municipal décide de calculer, à partir de 1961, le prix des jardins ouvriers sur la base de 5 quintaux de blé à l'hectare au prix fixé chaque année pour le calcul des fermages payables à la parité du cours de blé". Fête de Noël, réception du Nouvel An Abonnement pour l'école des filles à "La Bibliothèque de travail" Taxe électricité Emprunt pour adduction d'eau Sursis d'incorporation Ouverture de crédits Extension du réseau d'eau potable : rues C. Desmoulins, du cimetière, L. Blum prolongée, Nouvelle, lotissement scolaire Listes électorales Travaux de viabilité du lotissement scolaire</p>
------------------	---

1961

6 février 1961	<p>Rémunération du personnel communal Indemnités de fonction Renouvellement d'abonnements Portions ménagères Reclassement du personnel communal Rémunération des femmes de service Acquisition de parcelles Subventions aux associations et au bureau d'aide sociale Emploi d'un reliquat d'emprunt Ouverture de crédits Travaux de viabilisation du lotissement scolaire Entretien du cimetière Convention passée avec M. Marché, géomètre</p>
7 avril 1961	<p>Patronage accordé à certaines manifestations Adoption du projet-type d'école à 2 classes et 2 logements, préau et sanitaire proposé par l'ordre des architectes ; la construction est confiée à l'entreprise Willefert de Bauvin. Fête du 1er mai, fête des Mères Transport des morts par corbillard (nouveau contrat) Enlèvement des boues et ordures (nouveau contrat) Acquisition de terrains en vue de constructions Indemnité de fumure Achat de rente Ouverture de crédits Fonds Barangé Tournoi de basket</p>

1961

7 juin 1961	<p>"Le Conseil Municipal s'élève énergiquement contre la décision visant à limiter à 2 classes (6ème et 5ème) le Cours Complémentaire d'Annœullin, s'associe à la protestation des parents qui demandent pour leurs enfants la création d'une classe de 4ème en 1961 et d'une classe de 3ème en 1962, estime que sa réclamation se justifie par les raisons suivantes : la ville d'Annœullin est le centre d'une agglomération de communes groupant Allennes les Marais, Carnin, Provin, Bauvin et Don et comptant une population de plus de 15.000 habitants ; elle a été déléguée pour la création d'un Cours Complémentaire et que ce cours doit normalement comporter 4 classes, de 6ème et 3ème incluses ; la totalité des parents qui ont envoyé leurs enfants au Cours Complémentaire d'Annœullin avaient la certitude qu'ils pourraient les y laisser jusqu'en classe de 3ème ; rien ne justifie cette limitation à deux classes, étant donné que la commune d'Annœullin dispose du terrain nécessaire pour la construction d'une classe de 4ème en 1961 et d'une classe de 3ème en 1962 ; que les 2 classes existantes sont fréquentées par 50 élèves environ et pour la rentrée de 1961, 51 demandes d'inscription ont déjà été formulées ; le Cours Complémentaire d'Annœullin risque d'être déserté si les enfants ne peuvent le fréquenter que jusqu'en 5ème ; la ville d'Annœullin a consenti de gros efforts financiers pour la construction de ces classes pour lesquelles aucune subvention ne lui a encore été accordée, afin de donner aux enfants de la commune et des communes voisines la possibilité de continuer leurs études sans les obliger à de trop longs déplacements et en évitant de grosses dépenses à leurs parents. [Le Conseil Municipal] demande en conséquence que soit rapportée cette décision qui ne pourrait que causer un grave préjudice au Cours Complémentaire d'Annœullin, aux élèves qui le fréquentent et aussi à leurs parents."</p> <p>Vive protestation contre le plan visant à réduire la production de charbon en France et à mettre des mineurs au chômage sans espoir de retrouver un emploi (long développement)</p> <p>Situation des communes minières (long développement)</p> <p>Indemnité de logement aux instituteurs</p> <p>Triathlon scolaire</p> <p>Réponse du préfet à la demande du 7 juin de reclassement de Provin dans une zone d'abattement moins élevée ; réaction du Conseil municipal, où l'on apprend que "depuis 1952, 150 logements ont été construits, amenant une population étrangère importante.[...] Deux recensements partiels [...] ont porté le chiffre de la population à 2.283 habitants. Enfin deux programmes groupant 40 logements sont en cours de réalisation par le Crédit Immobilier de Lille ; ces logements seront attribués à des familles nombreuses n'habitant pas la commune actuellement. Les industries locales sont en développement, 450 ouvriers travaillent à Provin."</p> <p>Aliénation d'un lot au lotissement Catoire</p>
29 juin 1961	<p>Subventions diverses. Fête du 14 juillet. Fête de fin de colonie et garderie</p> <p>Tenue pour le garde-champêtre</p> <p>Listes électorales</p> <p>Subvention pour séjour en colonie de vacances. Garderie municipale</p> <p>Prêt alloué au Crédit Immobilier de Lille pour constructions au lotissement scolaire, convention avec le CIL</p> <p>Vente de terrains. Prolongement d'une rue (nom illisible)</p> <p>Acquisition de parcelles au "Centre du village" pour mener à bien la construction des 146 logements prévus</p> <p>Emprunt au Crédit Foncier</p> <p>Construction de la nouvelle école : entreprise J. et M. Willefert pour l'ensemble des travaux</p> <p>Listes électorales</p>

1961 (suite)

3 octobre 1961	Fête du 11 novembre Subventions diverses Bourses d'études La gestion du service des voies communales et des chemins ruraux est confiée aux Ponts et Chaussées (liste détaillée des attributions) Portions ménagères Vente de terrains au lotissement Catoire Indemnité versée au Conducteur de chantier des Ponts et Chaussées Entretien du cimetière (personnel, convention) Listes électorales Remboursement anticipé d'un emprunt
11 décembre 1961	Fête de Noël Réception du Nouvel An Portions ménagères Acquisition de terrains par voie d'échange Renouvellement d'abonnements Indemnité versée au garde-champêtre Reclassement des agents Les travaux de réfection des rues St Venant et V. Hugo seront effectués par l'entreprise Salviam de Douai Taxe sur les chiens Rémunération du personnel communal Demande de sursis

1962

31 janvier 1962	Révision du classement des emplois communaux ; rémunérations Portions ménagères Indemnités de fonction Subventions diverses Acquisition de matériel incendie Emprunt pour travaux voirie Listes électorales Vœux en faveur des anciens combattants Paiement des honoraires des architectes (groupe scolaire)
30 mars 1962	Construction de 24 logements Renouvellement d'abonnement ; demande de dispense de formalités de lotissement Tournoi de foot franco-britannique Portions ménagères 1er mai, banquet des Vieux, fête des Mères Utilisation des fonds Barangé Projet d'aménagement d'un terrain d'éducation physique Subventions diverses Remboursement partiel d'emprunt

1962 (suite)

13 juin 1962	<p>Demande de sursis "23 lots à rétrocéder à des personnes désirant construire dans le cadre de l'accession à la petite propriété" (liste avec N° de lot et surface) ; convention du prêt conclu avec le Crédit Immobilier Indemnité de logement des instituteurs</p>
6 juillet 1962	<p>Fête du 14 juillet Rémunération des femmes de service Tarif du transport des morts par corbillard Avis défavorable à la fermeture des abattoirs de l'arrondissement de Lille au profit de l'agrandissement de celui de Lille Échange de terrains pour constructions Garderie de vacances Portions ménagères Participation aux frais de séjour en colonie de vacances Aliénation d'un lot de terrains rue Victor Hugo pour constructions Fête de clôture de garderie et colonie Listes électorales Demande de sursis</p>
28 septembre 1962	<p>Demande de sursis Subventions diverses dont une au Comité pour l'érection d'un monument aux fusillés de Bondues Bourses d'études Portions ménagères Projet de travaux de réfection de la rue La Fayette (ancien chemin vicinal n° 3 de Meurchin à Provin) ; demande de subvention Acquisition de terrains en vue de l'élargissement de la rue du Cimetière Listes électorales Projet de construction de 18 logements pour personnes âgées</p>
16 octobre 1962	<p>Vœu pour la défense de la République : "Considérant que malgré le sentiment du Conseil d'État et du Conseil Constitutionnel, le Président de la République a écarté le vote des deux assemblées, le Conseil Municipal constate que le Président de la République a violé la constitution dont il devait être le gardien ; considérant qu'il ouvre une brèche par laquelle un aventurier pourrait passer un jour pour renverser la République et supprimer les libertés, considérant que la ratification de la question soumise au référendum serait une porte ouverte au pouvoir personnel et à la dictature, avec, comme conséquence, la violence et la guerre civile, ultime et unique recours des peuples trompés et asservis, le Conseil Municipal enregistre avec satisfaction le vote de l'Assemblée Nationale censurant le gouvernement et demande aux populations du Nord de répondre "NON" au référendum du 28 octobre pour la paix publique, pour la liberté, pour la République une et indivisible." Vente de 23 lots entre la rue Léon Blum et la rue Charles St Venant "Après en avoir délibéré, hors la présence de Mr Vion, Maire, le Conseil Municipal décide de vendre à Mr Vion, maire, la parcelle numéro treize, cadastrée section A n° 1555. Étant donné que dans le cas présent il y a opposition d'intérêts entre la commune de Provin et Mr Vion, maire, le Conseil Municipal désigne, conformément aux dispositions de l'article 83 de la loi du 5 avril 1884, Monsieur Crombecque Fernand, adjoint, pour représenter la commune à l'acte de vente."</p>

1962 (suite)

11 décembre 1962	Portions ménagères Fête de Noël et Nouvel An Listes électorales Abonnements Emplois communaux (révision du classement indiciaire) Désaffectation d'une partie d'un sentier communal en vue de la construction de logements au centre du village (chemin non dénommé et non cadastré d'une contenance de 68 m ²)
------------------	--

1963

8 février 1963	Rémunération de la femme de service et du personnel communal Portions ménagères Indemnités du maire et des adjoints Emprunt destiné à financer des travaux de voirie Subventions versées à diverses associations Listes électorales Indemnités de logement pour instituteurs Aliénation de portions ménagères au profit de personnes désirant accéder à la petite propriété Vente d'un lot (lotissement St venant)
4 mars 1963	Lors d'une réunion extraordinaire consacrée à ce seul sujet : Subvention pour secours aux grévistes : "Le Conseil Municipal, représentant une population essentiellement ouvrière avec laquelle il est en contact permanent et se rendant compte par conséquent de ses difficultés actuelles d'existence, difficultés dues à l'insuffisance des rémunérations et au coût élevé de la vie, ESTIME tout à fait légitimes les revendications exprimées par les travailleurs en général et les Mineurs en particulier, qui constituent une fraction importante de la population provinoise, SE SOLIDARISE avec leur mouvement, LEUR EXPRIME toute sa sympathie, DEMANDE la levée immédiate des réquisitions, qui portent une très grave atteinte au droit de grève et à la liberté des travailleurs, DEMANDE instamment au Gouvernement de revaloriser leur situation, de tout mettre en œuvre pour aboutir enfin à une stabilisation des prix et de ne faire supporter aux salariés les frais des difficultés financières, VOTE à cet effet une subvention de deux cent cinquante francs au Bureau d'Aide Sociale."
29 mars 1963	Vote d'une nouvelle subvention de 2195,00 francs en faveur des grévistes mineurs Vote d'une motion pour la défense des libertés communales (contre les charges qui s'accroissent chaque année, contre le dessaisissement de "droits et pouvoirs en matière d'aménagement du territoire [...] au seul bénéfice de comités irresponsables devant la population", demande d'association aux études de réformes administratives, pour "transfert à l'État des charges qui lui incombent et qui sont injustement supportées par les communes", etc. Échange de terrains

1963 (suite)

12 avril 1963	<p>Engagement financier pour subvenir aux dépenses du service de défense et de secours contre l'incendie Portions ménagères Programme des fêtes du mois de mai Transport des morts par voiture mortuaire Enlèvement des boues et ordures Création d'un plan d'aménagement rues Camille Desmoulins et La Fayette Subvention à diverses organisations Participation aux dépenses du syndicat d'entretien et de dessèchement des marais de la Haute-Deûle, avec "urgence des travaux à effectuer dans les rigoles qui reçoivent les eaux pluviales et usées de la commune". Acquisition de matériel d'incendie Utilisation des fonds Barangé Échange de terrains avec un particulier, rue Gustave Delory (terrain / portions ménagères)</p>
28 juin 1963	<p>Fête du 14 juillet Subventions Portions ménagères Séjours en colonies de vacances Programme d'alimentation en eau potable Adoption du programme de construction d'un lotissement pour "vieux ménages" Personnel communal</p>
2 août 1963	<p>Fête de clôture (garderie, colonie de vacances) et subventions Listes électorales Vote d'un crédit de 50 francs "pour attribution de prix aux lauréats du concours des maisons fleuries désignés par le jury communal". Construction d'une chaussée nouvelle au lieu-dit "Le Village" Garderie de vacances 1963 Demande de sursis Renouvellement du contrat avec la SACEM Financement de travaux d'eau potable (emprunt)</p>
18 octobre 1963	<p>Subventions versées à diverses sociétés Bourses d'études Fête du 11 novembre Création d'un emploi supplémentaire temporaire à l'école maternelle Compte administratif 1962, budget additionnel 1963 Extension des attributions du syndicat des communes (électricité) Emprunt pour compléter les travaux de construction des 18 logements pour personnes âgées Taux de la taxe sur l'électricité Listes électorales Fête de Noël et Nouvel An Programme d'électrification des zones non urbaines Demande de sursis Ouvertures de crédits</p>

1964

31 janvier 1964	Rémunération du personnel communal Indemnités de fonction du maire et des adjoints Abonnements. Indemnité versée au garde. Subventions diverses Décision circonstanciée de ne pas adhérer au Syndicat Intercommunal d'Études de l'Arrondissement de Lille Budget primitif 1964 Portions ménagères Mise en adjudication des travaux du lotissement des Vieux Ménages Acquisition de plusieurs parcelles en vue de la construction des logements Indemnité de logement versée aux instituteurs
13 avril 1964	Subvention pour l'achat d'un terrain Plan d'aménagement rue G. Delory, échanges de terrains, aliénation de portions ménagères Emprunt pour la construction de trottoirs Programme des fêtes du mois de mai Portions ménagères Utilisation des fonds Barangé Ouverture de crédits
26 juin 1964	Nouvelles échelles indiciaires Extension du réseau potable, aux lotissements des Vieux Ménages, de la rue Léon Blum, de la rue Nouvelle, aux chemins donnant sur les rues St venant, Gambetta, Delory et au chemin de Pont-à-Vendin Fête du 14 juillet Demande de sursis Participation aux frais de séjour en colonie de vacances pour les enfants des agents communaux "Vu le très mauvais état et la vétusté de l'actuel bureau de Postes (ancienne habitation non conçue pour un tel service, qui a connu pendant les deux guerres de nombreux dommages), vu les trop grosses réparations à effectuer, vu l'exiguïté dudit local qui ne répond plus aux besoins actuels, vu le trafic postal particulièrement important dans la commune, vu l'accroissement sans cesse de la population due aux nombreuses constructions édifiées par la municipalité (200 de 1952 à 1962, 65 de 1962 à 1964 ; d'autres programmes sont prévus pour les années à venir. D'autre part les prévisions de population peuvent s'établir comme suit : 1966 = 3200, 1970 = 3500, 1975 = 4000, car la population de 2110 en 1954 est passée en 1962 à 2448, pour atteindre actuellement 2800), vu la nécessité absolue d'un local répondant aux conditions normales d'utilisation, le Conseil Municipal, en vue de l'édification d'un immeuble destiné à abriter un bureau de poste comprenant les salles de services et le logement particulier du Receveur, la commune s'engage à participer dans une proportion de 25% aux dépenses totales de l'opération. [...] La valeur du terrain cédé gratuitement à l'État venant en déduction du montant de cette participation." "La rue Nouvelle du lotissement lieu-dit "Le Village" (de la rue St Venant à la rue Lebas) portera le nom de Roger Salengro, ancien ministre de l'Intérieur, ancien député du Nord et ancien Maire de Lille, en souvenir de son action philanthropique, ses œuvres sociales, et des services rendus à la Société." (approuvé par la préfecture le 27 août 1964) Cession d'un terrain pour auto-commutateur Listes électorales Fête de clôture de la garderie et de la colonie de vacances Garderie de vacances 1964

1964 (suite)

10 septembre 1964	Achat d'un terrain pour la construction des logements pour personnes âgées Portions ménagères Subventions diverses Bourses d'études Programme de la ducasse du Riez "au profit des Vieux" Indemnité de fonction du maire et des adjoints Demande de sursis d'incorporation
20 octobre 1964	Emprunt contracté pour la construction des logements pour personnes âgées Travaux d'adduction d'eau, devis (rues Nouvelle : logements vieux ménages ; Léon Blum : passage donnant cité Sion ; Roger Salengro ; chemin adjacent rue St Venant ; Gambetta : passage Villani ; Delory : passage Sauvage ; chemin de Pont- à-Vendin à Annœullin) Listes électorales Programme des fêtes Subventions Hommage rendu à M. Becquart Emprunt pour l'adduction d'eau potable Virement de crédits Plans des terrains nécessaires à la construction des logements pour personnes âgées Honoraires de M. Marché, géomètre Femme de service, école maternelle Compte administratif 1963, budget additionnel Entretien du cimetière Demande de sursis Vente de terrain entre particuliers Embauche d'une femme de service Programme de la Fête de Noël Achat d'une coupe pour le cross scolaire Avance faite aux particuliers pour les branchements en eau potable

1965

1er février 1965	Indemnités de logement versées aux instituteurs publics Indemnité versée au garde Subvention versée au Bureau d'Aide Sociale et à divers organismes Renouvellement d'abonnements Indemnités de fonction du maire et des adjoints Rémunération du personnel communal Portions ménagères Adhésion de la commune "au Syndicat Intercommunal d'Assainissement constitué entre les communes de : Annœullin, Bauvin, Don, Hantay, Houplin, La Bassée, Marquillies, Provin, Sainghin en Weppes, Salomé, Santes, Wavrin, Wicres, Gondecourt et Allennes les Marais" dans le but d'améliorer les conditions d'assainissement et d'évacuation des eaux de l'agglomération sud-ouest de Lille et de "régler en même temps les problèmes que pose l'évacuation des ordures ménagères". Acquisition de matériel d'incendie
------------------	---

1965 (suite)

21 mars 1965	Installation du nouveau maire et d'un adjoint à la suite des élections du 14 mars Charles Vion est élu maire à l'unanimité des suffrages exprimés ; Fernand Crombecque est élu adjoint à l'unanimité des suffrages exprimés ; Emile Dujardin est élu adjoint supplémentaire
29 mars 1965	Élection des délégués au Bureau d'Aide Sociale Commission communale des impôts directs (élection des commissaires) Subventions diverses Fêtes du mois de mai Vente de terrain constructible Tarif du transport des morts par corbillard Acquisitions de terrains Remise d'un poste de transformation Aliénation d'un terrain et d'une partie de sentier Rémunération de la femme de service de l'école des filles Comité du Syndicat des communes pour le personnel Demandes de sursis Enlèvement des boues et ordures ménagères (marché de gré à gré) Transport des morts par voiture mortuaire (marché de gré à gré)
1er juin 1965	Acquisition de terrains pour construction de logements Mise en viabilité des terrains rues La Fayette et Camille Desmoulins Aliénation de portions ménagères pour création d'une zone industrielle (avec numéros des parcelles concernées) Portions ménagères Utilisation des fonds Barangé (constructions, travaux, abonnements, acquisition de petit matériel, meubles) Classement des voies communales (liste des voies provinoises) Renforcement du réseau électrique Indemnité de logement (instituteurs publics) Programme de la fête du 14 juillet Garderie de vacances
6 août 1965	Rémunération du personnel des Ponts et Chaussées Listes électorales, désignation de délégués Fête de clôture (garderie, colonie de vacances) Ouverture de crédits Compte administratif 1964 Budget additionnel 1965
26 octobre 1965	Garantie accordée à la Société Régionale d'Habitations Salubres et à Loyer Modéré Subventions pour aide à la construction Portions ménagères Fête du 11 novembre Indemnité de logement pour les instituteurs publics Subventions diverses Délégués au Conseil d'administration de la CNRACL (retraite des agents) Rémunération de la femme de service de l'école des garçons Indemnité versée au receveur municipal Virement de crédits

1965 (suite)

26 octobre 1965 (suite)	<p>Ouverture de crédits</p> <p>Nouvelle demande de suppression des zones d'abattement pour le calcul des salaires, "Provin étant dans une zone défavorisée"</p> <p>Demande faite à la préfecture de résolution du problème des ordures ménagères, "la commune ne possédant plus aucun terrain possible".</p> <p>Demande de sursis</p> <p>Subvention exceptionnelle à l'US de Provin</p> <p>Bourses d'études</p> <p>Désaffectation de portions ménagères pour la réalisation du lotissement Delory</p> <p>"Les Etablissements Deren et Cie, par suite de la crise économique actuelle entraînant la réorganisation des modes de fabrication, procèdent au licenciement de 100 ouvriers (au 1-1-66) sur 200." Le Conseil municipal demande à M. le Préfet "qu'il soit procédé dans les plus brefs délais à une reconversion de l'emploi afin d'employer sur place la main d'œuvre locale ainsi disponible, [et] demande d'autre part une compensation des recettes pour la moins-value des revenus communaux résultat de cette fermeture partielle."</p> <p>Fêtes de fin d'année</p> <p>"Le Conseil municipal proteste contre le changement du Bureau de l'enregistrement et des domaines de Seclin qui doit être transféré à Pont-à-Marcq", cette dernière ville n'étant accessible pour les Provinois ni par la SNCF ni par des lignes d'autocars.</p> <p>Demande de sursis</p> <p>Modification des effectifs</p>
----------------------------	---

1966

30 janvier 1966	<p>Surtaxe pour consommation d'eau potable</p> <p>Ouverture de crédits</p> <p>Abonnements</p> <p>Rémunération du personnel communal</p> <p>Indemnité de fonction du maire et de l'adjoint</p> <p>Indemnité versée au garde</p> <p>Subventions diverses</p> <p>Demandes de sursis</p> <p>Portions ménagères</p> <p>Budget primitif 1966</p> <p>Divers vœux et demandes suite à la diminution des recettes et à la réduction de l'attribution des fonds de la loi Barangé (décret du 30 avril 1965)</p> <p>Listes électorales</p> <p>Convention pour l'installation d'une ligne électrique aéro-souterraine</p>
20 avril 1966	<p>Exécution du programme départemental d'électrification des zones non urbaines</p> <p>Programme des fêtes du mois de mai avec inauguration du lotissement des personnes âgées le 22 mai 1966</p> <p>Subventions diverses</p> <p>Enlèvement des boues et ordures ménagères</p> <p>Demandes de changement de zone de salaires (déjà faite en 1956 et en 1959) : documents des 27 janvier 1949, 12 mars 1956, 7 juin 1961</p> <p>Limitation à deux classes du Cours complémentaire</p> <p>30 août 1957 : courrier confiant au service des Ponts et Chaussées "la mission de dresser le projet d'aménagement du groupe scolaire"</p>

1966 (suite)

20 avril 1966 (suite)	<p>Suppression de la ligne de voyageurs Lens - Lille par Don - Sainghin : "Le Conseil municipal, considérant que 80 personnes (30 ouvriers et 50 écoliers) empruntent le seul train de voyageurs desservant la commune ; considérant que les écoliers empruntant ce train fréquentent les CET de Loos et Haubourdin, les seuls existant dans notre région, ; que ces élèves ne pourront plus disposer d'aucun moyen de locomotion ; considérant que cette relation ferroviaire dessert une population d'environ 12.000 habitants, la gare de Bauvin - Provin desservant les communes de Bauvin, Provin et Billy-Berclau ; considérant que cette suppression entraînera des difficultés dans les moyens de transport utilisés par la population, que les autocars desservant actuellement la commune seront surchargés et le transport est plus onéreux que par le fer ; proteste contre cette suppression, demande à M. le Préfet du Nord de bien vouloir intervenir auprès des services compétents pour maintenir cette liaison Lille - Lens par Don - Sainghin."</p> <p>Attribution de 2 premiers lots dans la zone industrielle (M. Guy Blondel, M. Martin Noël)</p> <p>19 février 1959 : Déclaration en faveur des anciens combattants spoliés de leur pension</p>
28 avril 1966	<p>Enlèvement des boues, cendres et ordures ménagères</p> <p>Tarif des divers travaux effectués au cimetière</p> <p>"L'école des garçons nécessite des réparations urgentes : la menuiserie, la charpente, le parquet sont en tel état de délabrement qu'il faut envisager, afin d'éviter des accidents, leur remplacement total. De plus l'école est inchauffable pendant l'hiver. Durant les derniers froids elle a dû être fermée pendant quelques jours. Le seul aménagement efficace serait l'abaissement des plafonds et l'installation du chauffage central." Le Conseil sollicite une subvention de l'État et du Département et s'engage à contracter un emprunt.</p> <p>Attribution de portions ménagères</p> <p>"Le lotissement des 18 logements pour personnes âgées portera le nom de "Résidence Jean Baptiste Lebas."</p> <p>Assainissement : construction d'aqueducs rue Catoire et rue Dollet (demande de subvention) et réfection de ces rues</p> <p>Projet de réfection de voirie</p> <p>Recrutement d'un fossoyeur à temps partiel</p>
5 juillet 1966	<p>Vente de terrains industriels (utilisation du produit de la vente)</p> <p>Création d'une redevance sur la consommation d'eau potable, pour financer l'entretien du réseau d'égouts</p> <p>Fête du 14 juillet</p> <p>Indemnité de logement versée aux instituteurs publics</p> <p>Attribution de pensions ménagères</p> <p>Listes électorales</p> <p>Subventions diverses</p> <p>Garderie de vacances</p>
28 octobre 1966	<p>Achat de 16 lots à rétrocéder pour constructions</p> <p>Emploi des fonds scolaires départementaux (principalement matériel pédagogique)</p> <p>Virement de crédits</p> <p>Compte administratif 1965</p> <p>Budget supplémentaire 1966</p> <p>Renouvellement du bail du bureau de poste rue Gambetta</p>

1966 (suite)

28 octobre 1966 (suite)	Subventions diverses dont sinistrés de la Guadeloupe Bourses d'études Fête du 11 novembre "En vue de favoriser l'implantation d'industries nouvelles qui créera des emplois nouveaux nécessaires dans la commune, [le Conseil municipal] décide d'exonérer de 50% et pour une durée de 5 ans les patentes dont elles seraient normalement redevables les entreprises qui procèdent à des transferts, extensions ou créations d'installations industrielles ou commerciales dans la commune." Listes électorales Création d'un comité des œuvres sociales en faveur du personnel des collectivités locales Remplacement d'une femme de service à l'école des filles Acquisition de matériel de bureau Attribution d'indemnités de fumure Portions ménagères Désaffectation de portions ménagères pour étendre la zone industrielle Aliénation de 16 parcelles rue Lebas et Salengro en vue de la construction de logements Organisation de la fête de Noël Subvention au comité d'aide aux sinistrés des cantons de Cysoing, Pont-à-Marcq, Seclin (inondations d'Ostricourt et de notre région) Indemnité de gestion versée au receveur municipal Classement indiciaire de la femme de service Indemnités de fumure (terrains acquis par la commune) Prorogation du bail de chasse : "loyer annuel correspondant à la valeur de deux quintaux de blé de 1ère qualité"
10 décembre 1966	Attribution de portions ménagères vacantes

1967

27 janvier 1967	Renouvellement d'abonnements Rémunération des personnels Indemnités des maires et adjoints Indemnités versées au garde Subventions diverses dont une au Mémorial de Verdun "Le Conseil municipal décide de donner l'adhésion de la Commune au Syndicat Intercommunal de ramassage, d'enlèvement et d'incinération des ordures ménagères constitué entre les communes de : Allennes les Marais, Annœullin, Bauvin, Camphin en Carembault, Carnin, Chemy, Gondecourt, Herrin et Provin. [...] Le siège du syndicat est fixé à la mairie de Provin." Les raisons de cette décision avaient été clairement exprimées le 26 octobre 1965, une demande ayant été faite à la préfecture afin de résoudre le problème des ordures ménagères, "la commune ne possédant plus aucun terrain possible". Aliénation de portions ménagères rue G. Delory pour constructions Lotissement rue G. Delory : autorisation de vente à un seul particulier 2 parcelles contiguës Ouvertures de crédits Portions ménagères : contestation des dispositions de la loi N° 67-6 du 3 janvier 1967 modifiant le régime juridique des portions ménagères
-----------------	--

1967 (suite)

27 janvier 1967 (suite)	<p>Classement de la commune en catégorie urbaine et non plus rurale à la suite du décret N° 65-173 du 25 mars 1966. Le Conseil Municipal demandera cependant que Provin "reste inscrite sur la liste des Communes rurales en ce qui concerne l'alimentation en eau potable." En effet, argumentent les Conseillers, "le taux d'accroissement de la population entre les recensements de 1954 et 1962 (16%), bien que supérieur au pourcentage moyen d'augmentation, correspondait non pas à l'apparition d'activités nouvelles mais était dû d'une part à une augmentation très sensible de la natalité et d'autre part à la réalisation de plusieurs programmes de constructions de logements entraînant un apport de population étrangère à la commune. La commune comptait, au recensement de 1962, une population éparsée de 372 habitants pour 108 maisons ; ces nombreux écarts ne sont pas encore desservis par un réseau d'eau potable. La commune se trouvera, par suite de son classement en catégorie urbaine, dans l'impossibilité financière de procéder à l'alimentation de ces écarts, dont le projet avait d'ailleurs été prévu, avant l'intervention du décret ci-dessus, dans un programme à réaliser en 1967/68 avec l'aide du Ministère de l'Agriculture. En conséquence le Conseil municipal demande que la commune reste inscrite sur la liste des communes rurales en ce qui concerne l'alimentation en eau potable."</p> <p>Budget primitif 1967</p>
23 mars 1967	<p>Fêtes du mois de mai Remboursement anticipé d'une partie de l'emprunt contracté pour le lotissement Lebas Nouvelles échelles indiciaires Autorisation est donnée aux HNBNPC d'implanter à leurs frais [sur la] Place [et à] Sébastopol des abris qui deviendront la propriété de la commune [...] en vue de permettre d'abriter les mineurs appelés à se déplacer pour leur travail". Listes électorales Indemnités de fumure Aliénation de terrains pour constructions Extension de la zone industrielle Assainissement et voirie du lotissement "Le Village" : tarifs en hausse Transport des morts par corbillard Recrutement d'un ouvrier pour l'entretien de l'éclairage public</p>
4 mai 1967	<p>Subvention à l'Amicale Laïque des Anciens Élèves du CEG d'Annœullin Renforcement du réseau de distribution d'électricité Indemnités de fumure Vente de terrains communaux pour constructions</p>
3 juillet 1967	<p>Adhésion de la Commune au Syndicat Intercommunal de ramassage, d'enlèvement et d'incinération des ordures ménagères (voir au 27 janvier) "Vu les plans parcellaires et de situation d'un sentier communal non cadastré, non dénommé et situé en partie de la rue Camille Desmoulins au sentier de la Mairie et d'une superficie totale de 180 m², étant donné que ce sentier n'est plus d'aucune utilité et que sa suppression n'entraîne aucune gêne pour la faible circulation de piétons car ceux-ci empruntent le CD 39 et la rue La Fayette, [le Conseil municipal] décide la désaffectation et la suppression dudit sentier. La surface de ce sentier pourra être aliénée au profit des propriétaires qui en feront la demande." Recrutement d'un peintre à temps partiel Indemnité de logement pour les instituteurs publics Garderie de vacances</p>

1967 (suite)

<p>3 juillet 1967 (suite)</p>	<p>Achat d'une plaque (décès de M. Roiseau, conseiller municipal) Départ en retraite de M. et Mme Roger, directeur et institutrice à l'école des garçons depuis 16 années Programme des fêtes Emprunt pour travaux de viabilité au lotissement Catoire Panique au Conseil municipal. Suite à l'accroissement continu des constructions de logements et à la prolongation de la scolarité obligatoire qui ont provoqué "une hausse très importante des effectifs", à un projet de construction de deux nouvelles classes déposé en 1961 qui n'a pas encore obtenu de suite favorable, "il est constaté un excédent d'élèves très sensible qui nécessitera en septembre prochain la création de nouvelles classes dans les trois écoles publiques de la commune." Le Conseil municipal "demande en conséquence la création et la construction de classes aux Écoles Filles, Garçons et Maternelle afin d'éviter de graves ennuis qui pourront se produire lors de cette rentrée ; il décline toute responsabilité dans les incidents et les troubles qui pourraient éventuellement survenir à la suite du mécontentement des parents d'élèves et de la population." Logement du secrétaire général de mairie Rémunération du personnel communal Renouvellement d'abonnements</p>
<p>11 septembre 1967</p>	<p>Remise officielle du Trophée du Civisme attribué à la Commune lors des élections législatives de mars 1967 : jeudi 21 septembre au Centre d'Information Civique ; réception à la mairie de Provin le samedi 23 septembre 1967 Listes électorales Situation des personnels locaux logés (voir aussi au 3 juillet) Subventions diverses dont une au profit des sinistrés du Cambrésis et de l'Avesnois (tornade du 24 juin 1967) Cotisation pour le Siasol Assurance des bâtiments communaux Emploi des fonds scolaires départementaux Rémunération du fossoyeur Indemnités de fumure Construction d'une chaussée neuve rue Catoire prolongée (approbation du devis) Bail pour location d'un terrain</p>
<p>16 octobre 1967</p>	<p>Comptes administratifs 1966 Budget supplémentaire 1967 Nouveaux règlements concernant les marchés de travaux Fêtes du mois de novembre Bourses d'études Subventions diverses Dénomination de nouvelles rues : Rue perpendiculaire à la rue Catoire : rue Léo Lagrange (1900-1940). Homme politique français mort au Champ d'Honneur en 1940 à Evergnicourt (Aisne). Sous-secrétaire d'état aux Sports et Loisirs en 1936, 1937 et 1938, il favorisa l'essor du tourisme et du sport. Rue parallèle à la rue Catoire : rue Anatole France. Écrivain français (1844-1924), auteur de romans et œuvres politiques célèbres. Membre de l'Académie française en 1896, prix Nobel de littérature en 1921.</p>

1967 (suite)

8 novembre 1967	<p>Fixation des rentes à allouer aux ex-titulaires de portions ménagères</p> <p>"Mr le Maire expose au Conseil les dispositions du décret du 25 mars 1966 ; suivant ce décret, la commune a été classée commune urbaine à dater du 1er janvier 1967 et ne peut plus, de ce fait, bénéficier des subventions du Ministère de l'Agriculture pour les travaux d'alimentation en eau potable. Quelques demandes de branchements particuliers sont encore en suspens." Le Conseil décide alors de subventionner les branchements particuliers.</p> <p>Calcul des fermages dus par les occupants des portions ménagères, en application de la loi N° 67-6 du 3 janvier 1967</p> <p>Radiation de la liste des bénéficiaires de portions ménagères des "personnes n'ayant plus feu et lumière dans la commune depuis plus d'un an".</p> <p>Subvention pour la fête du 11 novembre</p> <p>Revente d'une parcelle par suite de non-construction</p> <p>Ouverture de crédits</p> <p>Listes électorales</p> <p>Projet de construction d'un aqueduc rue Catoire et d'une nouvelle chaussée rue Catoire prolongée</p>
29 décembre 1967	<p>Impôts sur les spectacles (Loi 66-10 du 6 janvier 1966)</p> <p>Indemnité versée aux agriculteurs dont les cultures ont été endommagées lors de travaux rue Catoire</p> <p>Abonnements. Remboursement d'impôts</p> <p>Nouvelles échelles de salaires. Indemnités de fonction du maire et des adjoints</p> <p>Rémunération du personnel communal</p> <p>Indemnité versée au garde. Ouverture de crédits</p> <p>Adhésion de la commune au Comité des Œuvres Sociales du personnel des Collectivités Locales</p> <p>Motion pour la défense du bassin minier : "Le Conseil municipal approuve sans réserve l'action entreprise pour la défense du bassin minier et [...] réclame, dans le cadre d'une politique nationale de l'énergie la coordination de toutes les sources énergétiques, le maintien du potentiel industriel et l'emploi des Houillères du bassin par une large politique de diversification de leurs activités, [...] une production nationale charbonnière maximale compatible avec les impératifs sociaux et économiques du pays, la limitation des importations de charbons étrangers qui doivent être complémentaires à la production nationale, priorité aux Charbonnages pour l'approvisionnement en coke de la sidérurgie, compte tenu de sa situation géographique, la mise en place de centrales thermiques modernes, [le développement] de l'industrie chimique des Houillères et des filiales avec l'utilisation de toutes les matières premières actuelles et des matières premières nouvelles, [la création] d'activités nouvelles et diversifiées [...] par la création d'ateliers de produits finis en aval de l'industrie chimique, de qui favoriserait la mise en place d'autres industries. Face à une situation économique et sociale se détériorant à une vitesse galopante, [le Conseil] réclame des solutions urgentes et énergiques, solutions qui n'appartiennent qu'aux Pouvoirs Publics." Parmi les propositions faites, citons "le démarrage rapide de la zone de Douvrin - Billy-Berclau, la réalisation d'artères vitales (Rocade minière, liaison Douvrin - Lens, l'aménagement de zones industrielles existantes, l'accroissement des écoles d'enseignement technique, l'implantation d'Instituts Universitaires Technologiques, une construction accrue de logements sociaux, la rénovation des cités minières). [...] D'autres besoins tels que les télécommunications, l'armature urbaine, les équipements médicaux et socio-culturels restent également à satisfaire."</p>

RÉTROSPECTIVE 1967 – 1967

QUELQUES FAITS IMPORTANTS PENDANT LES 5 ANNEES SUIVANTES

6 février 1968	<p>Action intentée contre la commune par le Syndicat de dessèchement du Marais de la Haute-Deûle dont le président reproche à la commune l'envasement des rigoles d'écoulement d'eau résiduaires "du fait de l'évacuation des eaux résiduaires en provenance des égouts communaux". M. Emile Dujardin représentera la commune, M. Vion, maire, "étant dans l'impossibilité de se déplacer pour raisons de santé".</p> <p>Emprunt pour la réfection de la voirie rue Dollet (ou rue V. Hugo prolongée)</p>
5 mai 1968	Ouverture de la rue du Bois, d'une longueur de 125 mètres et d'une largeur de 9 mètres, trottoirs compris
5 mai 1968	Ouverture d'une rue reliant la rue Salengro à la Cité Sion, d'une longueur de 105 mètres, d'une largeur de 10 mètres (trottoirs compris), qui prendra le nom de rue E. Sion prolongée
11 septembre 1968	<p>"Il est fait donner connaissance d'une lettre de Mr le Préfet du Nord du 4 septembre 1968 relative à un éventuel remplacement du service ferroviaire voyageurs de la ligne Don - Sainghin - Lens. Le Conseil municipal [...], considérant que cette suppression entraînerait des difficultés dans les moyens de transport utilisés par la population, considérant que les autocars sont moins confortables, peu pratiques et risquent d'être surchargés par suite du nombre très important de voyageurs empruntant actuellement cette desserte ferroviaire, considérant que le service routier de remplacement prévu aura pour terminus la gare de Don - Sainghin, ce qui obligera les usagers se rendant au-delà de ces communes à emprunter un autre moyen de transport à partir de Don, ce qui entraînera de nombreux inconvénients et principalement pour les jeunes écoliers se rendant à Loos et Haubourdin, considérant que cette seule relation ferroviaire dessert une population d'environ 12.000 habitants, la gare de Bauvin - Provin desservant les communes de Bauvin, Provin et Billy-Berclau, vu la délibération du 20 avril 1966 par laquelle le Conseil municipal avait déjà protesté contre cette suppression, vu la lettre du 30 juillet 1966 par laquelle MM. les Maires de Bauvin et Provin protestaient également contre ce remplacement, [le Conseil municipal] émet un avis défavorable aux propositions de 14 mai 1968 présentées par la SNCF relatives au remplacement du service ferroviaire voyageurs Don - Sainghin - Lens par un service routier."</p> <p>Renforcement du réseau électrique</p>
19 septembre 1968	M. Vion, Maire, décède le 18 septembre 1968
19 septembre 1968	Création d'une voie nouvelle entre les rues Salengro et Gambetta
24 novembre 1968	Mme Augusta Vion-Dufour est élue maire
27 novembre 1968	<p>Implantation d'un local "Club des Jeunes"</p> <p>Participation financière de la commune aux travaux de curage</p> <p>Électrification de zones non urbaines</p>

7 février 1969	"Le Conseil municipal adopte le projet des travaux de décoration du Groupe scolaire. Ce projet consiste en un bas-relief en ciment pierre, dont le sujet est "La Vie Végétale et Animale", réalisé par M. Morlaix Emile, sculpteur statuaire".
5 juin 1969	"Par délibération du 20 juillet 1959, le C. M. avait décidé d'acquérir la parcelle de terrain Section A N° 1171 de 472 m ² appartenant à Mr Lheureux en vue de la réalisation d'une place publique. Cette acquisition faite par voie d'échange constituait la première partie de la création de cette place (angle des rues Delory, St Venant et Faidherbe). Pour achever cette réalisation [le Conseil décide] d'acheter le terrain A.648 [et] approuve l'accord amiable signé par le propriétaire Mme Vve Wiplier-Véron." Cette place recevra le nom de Place du Riez
24 juillet 1969	Implantation d'un groupe de deux classes dites mobiles à l'école maternelle et d'une classe du même type à l'école des garçons Confirmation de la fermeture de la ligne ferroviaire Don - Sainghin - Lens en septembre 1969 et rappel de la protestation énergique du 20-04-1965
22 octobre 1969	"Le Conseil municipal approuve la création d'un groupe scolaire neuf de 5 classes primaires mixtes et 2 classes maternelles, rue Chemin vert et se composant comme suit : École maternelle : 2 classes, 1 salle de jeux, 1 salle de repos, 1 salle de propreté, bureau directrice, hall d'entrée, 1 logement type F4, 1 chambre remplaçante, 1 dépôt, 1 cour 300 m ² École primaire mixte : 5 classes mixtes avec local de détente, groupes sanitaires filles et garçons, logement directeur type F4, 1 chambre remplaçante, 1 cantine pour l'ensemble du groupe. »
22 octobre 1969	La superficie cultivée des terrains communaux (ex portions ménagères), étant donné les vacances et les ventes effectuées, est estimé à 5845 ares 52.
22 novembre 1969	Participation de la commune aux frais de fournitures scolaires pour les enfants fréquentant les CES de Wingles et d'Annœullin
4 février 70	Aménagement de la rue La Fayette et du Chemin de Pont-à-Vendin
10 avril 1970	"Le Conseil municipal adopte le projet des travaux de décoration du Groupe scolaire. Ce projet consiste en un bas-relief en ciment pierre, dont le sujet est "La Vie Végétale et Animale", réalisé par M. Morlaix Emile, sculpteur statuaire" : confirmation, voir au 7 février 69 Vente de terrains communaux nécessaires au projet d'aménagement à grand gabarit du canal de la Deûle de Bauvin à Marquette
4 mai 1970	Création d'une voie nouvelle entre les rues Salengro et Gambetta (voir au 19 sept 1968) : tarifs en hausse
15 mai 1970	"Le Conseil municipal décide la création d'une classe supplémentaire à l'école des garçons à dater du 29 septembre 1969 [et] d'une classe supplémentaire à l'école des filles à dater du 8 décembre 1969. »
17 décembre 1970	Suppression de la taxe sur les chiens

3 mars 1971	Travaux de viabilisation rue du Bois
3 mars 1971	Ouverture de 2 voies nouvelles : Voie perpendiculaire à la rue Catoire, longueur 75 m, largeur 11 m : rue Léo Lagrange Voie parallèle à la rue Catoire : 58 m de long, 11 m de large : rue Anatole France
21 mars 1971	Élection du Maire : Jean Baptiste Béhague Premier adjoint : Emile Dujardin Deuxième adjoint : Pierre Maille
23 avril 1971	"Le Conseil émet un avis défavorable au remplacement du PN 101 rue Victor Hugo par 2 demi-barrières avec signalisation lumineuse, vu la fréquentation très importante, surtout par les enfants. »
6 juillet 1971	Participation de la commune aux frais de fournitures scolaires pour les enfants fréquentant le CES d'Annœullin
23 mai 1971	Demande de subvention pour la construction d'un vestiaire - douche au stade municipal Garderie de vacances
27 janvier 72	"Le Conseil municipal, vu la construction du nouveau groupe scolaire "Chemin Vert", vu la situation des effectifs scolaires, décide la création et l'ouverture d'une classe primaire mixte au nouveau groupe scolaire "Chemin Vert" à la rentrée scolaire de septembre 1972."
3 mars 1972	Dénomination des voies nouvelles : "Chemin de Pont-à-Vendin >>> rue Pasteur. Pasteur (1882-1895), chimiste et biologiste français qui effectua de remarquables travaux sur les maladies contagieuses et particulièrement la prophylaxie de la rage, du charbon, etc. Chemin rural N° 10, Chemin Vert >>> rue Charles Vion. Ancien maire de la commune de 1947 à 1968, décédé en cours de mandat le 18 septembre 1968. Fut un homme de valeur qui s'attacha à faire de notre commune une cité moderne. Voie perpendiculaire à la rue Catoire >>> rue Albert Thomas (1878-1932). Ancien ministre, fondateur du Bureau International du Travail, chef de la section du travail à la SDN Rue parallèle à la rue Catoire >>> rue Marcel Bertrand. Ancien sénateur, ancien adjoint au maire de Lille et Président de l'Office Municipal HLM de Lille. Promoteur et instigateur de nombreuses réalisations dans le domaine de logements locatifs" "Le CM décide de dénommer le nouveau groupe scolaire actuellement en construction Chemin vert "Groupe Scolaire Charles Vion".
1er juin 1972	Déplacement du Monument aux Morts car il est devenu nécessaire d'aménager le carrefour CD 39 / rue Léon Gambetta Participation communale aux dépenses de fonctionnement du CES de Gondecourt en fonction du nombre d'élèves de Provin fréquentant cet établissement.
1973	Installation du téléphone aux écoles

13 avril 1973	Démolition de l'ancienne école des filles
5 septembre 1973	Classement d'une partie du Chemin d'Annœullin à Pont-à-Vendin dans la voirie communale Construction d'une voie nouvelle entre la rue Salengro et la rue Léon Blum pour desservir le groupe de 36 logements locatifs : longue de 72 m 45, large de 9 m, cette voie s'appellera rue Denis Cordonnier
12 octobre 1973	Désaffectation, suppression et aliénation du "Chemin Communal dit Chemin de Saint-Druon, repris au cadastre section B 682-685-686." La surface du terrain sera vendue aux propriétaires riverains. "Vu les vacances et les ventes effectuées en 1973, la superficie cultivée des terrains communaux (ex portions ménagères) est estimée à 5360 ares 74. Installation de cabines téléphoniques dans la commune
12 décembre 1973	Décision de création d'une cantine scolaire
21 février 1974	Construction d'une aire couverte devant servir de salle de réunions et de réceptions sportives. Cette aire couverte sera implantée sur le terrain communal A 1603 rue Catoire (Chemin rural N° 5 dit des Fontaines)